

N°380 juin

2010 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence

Calais

Migrants
et passeurs d'espoirs

Gironde

Yohan Musseau,
cueilleur-producteur-
distillateur



**Les frontières
de la non-violence**

3

Médecines complémentaires

QUESTIONS À...

Paul Lannoye

Silence : En 1997, le Parlement Européen adoptait pour la première fois un rapport sur le statut des médecines non conventionnelles, qui reste associé à votre nom. Comment a évolué la législation européenne sur les médecines complémentaires depuis ?

Paul Lannoye : A la suite du rapport que j'ai déposé en 1997, une résolution demandant à la Commission européenne de lancer un processus de reconnaissance des médecines non conventionnelles a été adoptée par le parlement européen. Ce vote n'a que partiellement répondu à mon attente, mais un certain nombre d'acquis sont incontestables :

- une totale liberté de choix thérapeutique des médecins est préconisée ;
- la liberté d'établissement des praticiens (qui n'est pas respectée à ce jour du fait de l'absence d'harmonisation européenne) ;
- des approches différentes en matière de santé ne doivent pas être considérées comme mutuellement exclusives.

Pratiquement, tous les principes à la base d'un processus de reconnaissance ont été adoptés.

Treize ans plus tard il faut malheureusement constater l'absence totale d'initiative en ce sens de la part de la Commission européenne. Les disparités en matière de statut des praticiens ou de reconnaissance de certaines disciplines médicales constituent une entrave manifeste à la libre circulation et à la liberté d'établissement des praticiens et un déni du droit des citoyens à choisir la thérapie qui leur convient. Le problème reste donc entier.

Comment les différents pays européens s'adaptent-ils à cette législation ? Quels sont les plus ouverts à ces questions ?

Le signal politique donné par le parlement européen par le vote de 1997, s'il a laissé de marbre la Commission européenne, a suscité des initiatives intéressantes dans plusieurs états membres de l'Union européenne.

En Belgique, une loi-cadre du 22 avril 1999, explicitement inspirée de la prise de position du parlement européen, a été adoptée à propos des quatre disciplines suivantes : ostéopathie, chiropractie, acupuncture et homéopathie. Cette loi n'est pas entrée en vigueur, du fait de l'absence d'arrêtés d'application ; les mécanismes mis en place par la loi sont manifestement trop complexes et le poids des représentants de la médecine orthodoxe trop important dans les processus d'élaboration de la réglementation... Au Portugal, où régnait un monopole médical à la française, une loi a été votée en 2003 légalisant six des huit professions de santé mentionnées dans la résolution européenne. En France, l'ostéopathie a été légalisée par une loi de 2002 et des décrets en 2007.

Il s'agit là d'avancées partielles, mais positives d'autant plus qu'elles concernent des Etats à priori fermés à une conception pluraliste de la médecine.

Le mois de LASSERPE



quoi de neuf ?

Assemblée Générale de l'association Silence Samedi 19 juin 2010 dans nos locaux

Les débats sont ouverts à tou-te-s mais seules les personnes adhérentes (et non les personnes abonnées !) peuvent voter.

- 10h : comité d'orientation. Rencontre avec les pilotes de rubrique et le comité de rédaction, débats sur les futurs dossiers et sur la ligne éditoriale de la revue.
- 11h30 : Bilans financier, moral et d'activité.
- 12h30 : Pause déjeuner. Chacun-e amène de quoi partager.
- 14h : Pistes de développement et choix prioritaires. Face à une situation fragile, quelles pistes pour développer la diffusion de la revue ? Bilan des actions et des idées, et débat sur celles que l'on développe en priorité ?
- 15h30 : Présentation des tâches et des postes en fonction des priorités définies précédemment.
- 16h30 : Autres points.
- 17h30-18h : Election du Conseil d'Administration. **Merci de vous inscrire**, si possible, en appelant au 04 78 39 55 33.

Vendée et Maine-et-Loire

Le numéro de janvier 2011 présentera les alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront effectués fin août 2010... et c'est donc à partir de maintenant que vous pouvez nous indiquer les initiatives intéressantes que vous connaissez dans ces deux départements. Envoyez-nous les contacts, les noms des sites internet, des documents... Merci d'avance.

Rencontre des Ami-e-s de Silence

Les rencontres des Ami-e-s de Silence se dérouleront à La Grée, près de Châteaubriant (Loire-Atlantique), au sud de Rennes, du **mercredi 28 juillet au mercredi 4 août**, avec la possibilité de participer à la semaine de préparation à partir du 21 juillet.

Inscription avant le 21 juin. Informations supplémentaires et bulletin d'inscription sur le site : <http://amisilence.apinc.org> ou téléphoner au 03 44 63 16 55 ou au 04 73 53 96 31.

Devenez Réd'acteur !

Silence explore les alternatives numéro après numéro. Si vous connaissez des alternatives près de chez vous qui méritent un article dans la revue, le plus simple est encore de devenir vous-même réd'acteur. Comment faut-il procéder ? Une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire dans la revue*.

Anciens numéros

Les numéros anciens encore disponibles en version papier sont indiqués en page 25. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Les plus récents sont déjà en ligne : quand vous êtes sur la page accueil, au-dessus du dernier numéro, de petites flèches vous permettent de remonter la collection (jusqu'au n°338 pour le moment). Les téléchargements étant assez lourds, il est conseillé de passer par une ligne à haut débit.

Il faut rappeler que deux conceptions opposées coexistent au sein de l'Union européenne. La première, qui s'impose dans les pays du sud de l'Europe (en ce compris la Belgique et le Luxembourg), considère que seul le corps médical peut pratiquer les soins de santé. En dehors de lui, il y a exercice illégal de la médecine, sauf pour les professions paramédicales. La seconde, dominante dans les pays du Nord, adopte l'approche inverse : toute personne peut pratiquer les soins de santé mais certains actes sont strictement réservés aux médecins. La prise de position du parlement européen n'aurait pas pu avoir lieu sans l'appui d'une majorité de parlementaires de ces Etats membres du Nord de l'Europe.

Comment ces médecines sont-elles reconnues par les mutuelles ? Serait-il souhaitable d'envisager des mutuelles alternatives ?

Il serait certainement souhaitable que les actes médicaux relevant des médecines non conventionnelles soient pris en charge par les mutuelles. Actuellement, c'est le plus souvent par le biais de cotisations supplémentaires que cela a lieu mais la tendance est plutôt positive en ce qui concerne les disciplines les plus compatibles avec la médecine orthodoxe (ostéopathie, chiropractie). La question de la création de mutuelles alternatives est pertinente. Je pense cependant que les coûts croissants de la médecine orthodoxe vont jouer en faveur des médecines alternatives et que le temps est propice à une nouvelle offensive militante en direction des mutuelles existantes pour qu'elles se montrent plus ouvertes à l'égard de disciplines que des patients de plus en plus nombreux jugent efficaces. ■

➤ **Paul Lannoye**, ex-député Vert européen belge, est à l'origine de la reconnaissance des médecines complémentaires au niveau européen. Il est membre du Grappe, Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique. Grappe : 26, rue Basse-Marcelle, 5000 Namur, tél. : 081 23 09 69, <http://grappebelgique.be>.



Nous abonnons votre bibliothèque

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques publiques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande... en espérant qu'ensuite elle s'abonne. Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

Attention aux délais de réabonnements !

Pour les abonnements, les dates de clôture sont presque les mêmes que pour la revue du fait de la complexité des envois. Cela signifie que pour ne pas avoir de rupture dans votre abonnement, il faut réagir dès le premier rappel qui vous est indiqué en rouge sur votre bandeau, deux numéros avant la fin. Si votre courrier arrive après

le 9 du mois, vous ne recevrez un numéro que deux mois après (par exemple, un chèque qui arrive le 12 janvier fait débiter l'abonnement avec le numéro de mars). Pour éviter tout problème, vous pouvez vous réabonner préventivement avant la fin de l'abonnement (on vous ajoute le nombre de numéros dus) ou opter pour le virement automatique.

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur **Val-de-Marne et Essonne** (été 2010), **Vendée et Maine-et-Loire** (janvier 2011), **Auvergne** (été 2011)... La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités. Proposez vos reportages. Il nous faudra plus de vingt ans pour faire le tour de la France des régions. Donc n'attendez pas notre visite et n'hésitez pas à nous proposer des reportages sur les initiatives que vous connaissez.

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Les frontières de la non-violence 4 à 14

alambic

Yohan Musseau, cueilleur-producteur-distillateur

de *Opaline Lysiak* 27

écol'porteur

Les jardins d'Illas : de la terre à l'assiette

de *Jean-Claude Geoffroy* 30

écoblanchiment

Vers le biocapitalisme ?

de *Marie-Pierre Najman* 33

migrants

Passeurs d'espoir

de *Philippe Donnaes* 36

hommes, femmes, etc.

Rapports de genres, rapports de forces ?

de *Yvette Bailly* 40

Robins des graines

Recette pour un bouquet à lancer...

de *Robine Dugrain* 42

brèves	15	paix	20	nucléaire
	16	agri-bio	21	environnement
	16	alternatives	21	vélo
	17	du vert dans les oreilles	22	femmes
	18	politique	22	ogm
	18	décroissance	23	agenda
	19	société	26	annonces
	19	bidoche	43	courrier
	20	énergie	44	livres

Prochain dossier Alternatives en Essonne et Val-de-Marne

VENEZ NOUS VOIR les 17 et 18 juin !



Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Prochaines expéditions : **17 et 18 juin, 19 et 20 août, 16 et 17 septembre...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h les samedis 31 juillet** (pour le numéro de septembre), **28 août** (pour le numéro d'octobre), **25 septembre** (pour le numéro de novembre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Éditorial

Terrain vague

La non-violence est l'orientation que choisissent de nombreux militant-e-s pour agir en faveur des causes qu'ils et elles défendent. Ce choix permet d'ancrer des luttes — ainsi que des médias comme *Silence* — dans une culture politique ainsi que dans un état d'esprit partagé. Dans une dynamique d'actions en création perpétuelle prenant appui sur un riche terreau historique de références communes.

Pour autant, dès que l'on s'approche un peu, les choses ne sont pas toujours aussi claires. Est-on encore dans la non-violence lorsque l'on détruit un bien matériel ? Suffit-il de se revendiquer de la non-violence pour que notre action soit perçue et vécue comme telle ? La non-violence n'est-elle pas une logique de sacrifice... et le sacrifice, une violence ? Quelles distinctions faire entre les violences structurelles souvent invisibles, et les actions parfois violentes organisées par des groupes victimes d'un système d'oppression ? Un fauchage d'OGM, une action de blocage de bâtiment public, un patron retenu dans son bureau par des ouvriers... est-ce encore non violent ?

Certains mouvements de paix parlent abondamment de non-violence en prenant ce terme dans une acception timide et finalement faussée : ils s'agit de cultiver la paix intérieure, de lutter contre les violences sociales en négligeant juste de s'en prendre à leurs causes. Cette conception peut aisément converger avec une idéologie réactionnaire. A l'inverse, certains adeptes de la manifestation en "black block"¹ parlent aussi de non-violence car, affirment-ils, il est hors de question pour eux de tuer un autre être humain. Disons-le clairement : ni l'une ni l'autre de ces conceptions ne nous semble acceptable.

Où passe la frontière entre la violence et la non-violence ? Au-delà de l'absence de meurtre, limite essentielle mais notoirement insuffisante, il semble difficile d'identifier des postes frontières objectifs. Une même action peut être vécue de manières opposées. N'est-ce pas, pour une part importante, l'état d'esprit dans lequel l'action est pensée, préparée et accomplie qui va donner à celle-ci sa signification au regard de l'exigence de non-violence ? Si la question des frontières, de l'opposition à des positions "ennemies" ne nous semble pas être une priorité, pour autant une non-violence dont on éviterait d'interroger les contours se dissoudrait rapidement dans une inconsistance qui en anéantirait le sens. Il s'agira donc ici de rechercher du sens tout en évitant de s'enfermer dans des conceptions figées.

Longtemps *terra incognita*, la non-violence a émergé depuis un siècle pour se faire une place dans les pratiques sociales et politiques à travers le monde. Son aventure ne fait sans doute que commencer. Bon voyage exploratoire dans le "terrain vague" de la non-violence.

Guillaume Gamblin ■

1. Les Black Blocks ("blocs noirs") sont des regroupements éphémères et informels d'individus de la mouvance "autonome" au cours de manifestations, regroupements qui donnent souvent lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre.



Fauchage de maïs OGM



Action d'inspection citoyenne à l'Île Longue, 9 août 2008



Hubert Védrine recouvert de faux sang, 28 novembre 2007



Entartage virtuel de Kim Jong Il (Corée du nord)

L	Les zones grises de la non-violence	5
		<i>de Xavier Renou</i>
E	Récit d'une action de fauchage d'OGM	9
		<i>de Guillaume Gamblin</i>
S	Nuire aux intérêts, pas aux personnes	10
		<i>de Guillaume Gamblin</i>
D	Destination "non-violence" : quelques repères pour agir	13
		<i>de Guillaume Gamblin</i>

Les zones grises de la non-violence



Les militants qui s'inscrivent aux stages organisés partout en France par le collectif des *Désobéissants* depuis 2007 ont dans leur grande majorité déjà fait leur choix : leur engagement dans l'action directe sera résolument non-violent. Ils ont encore, à ce stade, l'illusion d'une ligne claire permettant de distinguer toujours facilement entre violence et non-violence.

▲ *Die-in déguisé en déportés des camps d'extermination nazis, lors du contre-sommet de l'immigration de Vichy, le 3 novembre 2008. L'utilisation du symbole historique doit être maniée avec précaution... pour ne pas faire violence à la vérité historique.*

LE PREMIER ATELIER DU STAGE, DIT DE "POSITIONNEMENT PHILOSOPHIQUE", LES INITIE À LA complexité des situations limites, lorsque les convictions morales les mieux établies se trouvent bousculées par le réel, le groupe ou les réactions inattendues de l'adversaire. Ecarter toute atteinte à l'intégrité physique de son adversaire ne suffit pas à faire d'une action directe un acte nécessairement non violent. Il existe un large éventail d'actions possibles dont la nature peut faire l'objet d'une évaluation très différente d'un militant à l'autre, et a fortiori, dans l'opinion publique.

Les violences psychologiques, symboliques, culturelles, qualifiées de structurelles et subies par les "dominés" de nos sociétés inégalitaires ne sont pas moins dures que les violences physiques. Les formes de discrimination (au travail, à l'école, dans la rue...) en raison de la couleur, de l'orientation sexuelle, du genre, du manque d'éducation ou bien sûr de la classe sociale ; l'exploitation dans le travail, l'inégalité sociale, le chômage, l'assignation à résidence dans un quartier de relégation, sont autant de violences structurelles qui consomment à petit feu l'individu, ses relations aux autres comme son "estime de soi". Subissant ces violences au

quotidien, il est parfois conduit à adopter des comportements destructeurs, pour son entourage ou lui-même. Les dégâts sociaux peuvent être très graves : ils affectent non seulement la personne visée mais également son entourage, et la collectivité qui doit en assumer le coût, et débouchent en dernier lieu, aussi, sur des formes de violences physiques (automutilations, suicides, violences domestiques, crimes).

Ces éléments analysés par les sciences sociales obligent à considérer dans leur intégralité les conséquences de nos actions, pour faire des choix que nous serons capables d'assumer politiquement. Car les situations d'actions comportent toujours des imprévus, et risquent donc de soulever des questions d'ordre tactique ou philosophique aux activistes.

Que s'autorise-t-on ?

Proscrire la violence signifie-t-il que l'on doit s'interdire les paroles d'intimidations, et toute contrainte reposant sur la peur physique que l'on inspire à l'adversaire ? Sans doute, mais c'est mieux d'en discuter avant si l'on veut s'assurer d'un comportement unanime des militants... Surtout s'il



Cyril Cavalié



Cyril Cavalié

▲ Action d'inspection citoyenne à l'île Longue, dans la rade de Brest, le 9 août 2008, pour vérifier l'absence de missiles nucléaires. Ambiance détendue pour action illégale en pénétrant sur une zone militaire.

s'agit de rendre possible un dialogue avec un patron qui jusqu'ici fuyait la rencontre avec des grévistes... et que ceux-ci voudraient retenir dans son bureau le temps nécessaire à l'ouverture de négociations favorables. La privation de liberté est évidemment une forme de violence faite à l'individu. En l'espèce, la forme compte beaucoup pour réduire le degré de violence, ou augmenter le degré de non-violence d'une action. Ce qui pourrait être qualifié de séquestration par un juge, un journaliste et un patron "victime", parce que des menaces auront été proférées, des mauvaises conditions de rétention imposées, passera au contraire pour une simple réunion un peu forcée si les travailleurs ont pris soin de montrer le plus grand respect pour la

personne humaine en face d'eux, veillant à son confort, la rassurant de quelques plaisanteries, lui portant le thé avec le sourire sous les objectifs des photographes de presse témoins de la scène.

S'interdire toute atteinte à l'intégrité de la personne ?

L'interdiction des violences physiques s'étend-elle à toute notion d'atteinte à l'intégrité physique de la personne visée, même temporaire, comme dans le cas d'un entartage (tarte à la crème posée sur le visage de l'adversaire) ou d'un zap (jet ou déversement de vrai ou faux sang sur un adversaire ou un lieu) ? Ces deux méthodes d'interpellation, de harcèlement et de dénonciation, certes spectaculaires, n'impliquent pas de conséquences physiques pour les personnes visées. Les traces peuvent être effacées très vite. Reste que l'humiliation d'une mise à l'index aussi brutale sur le plan symbolique demeure. Violence, ou pas ? La question mérite d'être largement discutée avant l'action, pour être certain de l'assumer sur la durée, et devant les juges, par la suite.

Que dire maintenant des violences verbales, toujours possibles lorsque la colère ou la souffrance sont grandes, et que l'attitude odieuse de l'adversaire, ou l'intervention brutale du policier, y encouragent ? Faut-il laisser libre court à notre rancœur, convertir notre colère en haine, chercher l'humiliation par la parole blessante ? On risque alors de provoquer la violence de l'adversaire, de donner une image discutable de nos motivations et de la légitimité de notre lutte, mais aussi de révéler chez nous des blessures intimes, un ressentiment qui, pour être évidemment le fruit mauvais d'humiliations et de violences structurelles subies au préalable, n'en sont pas moins difficiles à assumer politiquement. Attention aussi à ne pas glisser dans le mépris de classe ou toute forme de racisme de l'intelligence, en s'instituant en procureur coupeur de têtes, sévère avec les contradictions d'autrui mais jamais avec les siennes.

Pas de conséquences irréparables pour autrui

La logique de la non-violence, parce qu'elle se met à la place de l'adversaire contre lequel elle ne nourrit aucune haine, mais aussi parce qu'elle a une approche modeste des choses, en considérant que le militant, comme son adversaire, est faillible, peut donc se tromper ou être trompé, s'interdit toute conséquence irréparable pour autrui. L'individu peut en revanche décider de prendre de grands risques pour lui-même, sur le plan professionnel, juridique, de sa santé ou de sa sécurité. S'il met par exemple son corps en travers d'une voie de chemin de fer pour empêcher le passage d'un convoi de déchets nucléaires, ou devant un bulldozer pour empêcher la destruction d'une maison palestinienne, s'il se suspend sous un pont avec une banderole géante, ou s'il plante sa tente rouge de militant sans logis au bord de la Seine pour dis-

suader l'intervention de la police, qui risquerait de provoquer sa chute dans l'eau glacée... il sait qu'il prend un risque important. C'est précisément ce qui donne à son action cette force morale supérieure, dont parlait Gandhi, et qui lui permet d'espérer établir un rapport de force avec un adversaire sensible à l'image renvoyée par une éventuelle bavure. Mais si l'irréparable est commis, c'est le militant seul qui devra en assumer les conséquences pour lui-même, en terme de souffrance notamment, et non son adversaire. Non-violence oblige.

Dans ce cadre, la grève de la faim ou, plus brutale encore, la grève de la soif, apparaissent comme la forme la plus extrême de la violence faite à soi-même par le militant non violent. En tant que telles, elles ne doivent évidemment pas être dévalorisées par un usage inconsidéré, et requièrent de larges soutiens dans l'opinion et dans les milieux militants pour conserver quelques chances de succès.

Détruire un bien, c'est mal ?

Autre zone grise par excellence de la non-violence, la question de la destruction des biens. Doit-on s'autoriser à neutraliser le champ d'OGM qui contamine l'environnement, l'avion militaire qui part bombardier l'Afghanistan, le bulldozer qui s'apprête à construire le camp de rétention ou la centrale nucléaire, le panneau publicitaire légal ou non qui défigure le paysage, etc. ? Le fait que les biens appartiennent à un particulier, à une entreprise à but lucratif ou à l'Etat fait-il une différence en terme de permission morale, et de caractère violent ou non ?

La société de violence nous a appris à considérer que le degré de violence de l'adversaire, souvent élevé, pouvait justifier un certain degré de violence défensive du côté des militants. Ce n'est pourtant pas parce que les camps de rétention, la précarisation et la traque des étrangers sont une grande violence faite à des malheureux, et à travers eux, à l'humanité toute entière, qu'il devient légitime de mener un acte proportionnellement moins violent comme pourrait l'être l'incendie des bulldozers utilisés dans la construction d'un nouveau camp.

La notion de violence proportionnelle est un piège philosophique, qui ferait justifier le meurtre de tel ancien ministre français complice du génocide des Tutsi du Rwanda. On ne peut s'y résoudre, lorsqu'on est profondément convaincu que la personne humaine doit en toute circonstance être distinguée du rôle social conjoncturel qu'elle remplit, et que l'on est à ce titre un farouche adversaire de la peine de mort. Bien sûr, la destruction d'un bulldozer, ou de tout autre bien, n'est précisément pas celle d'un individu. Elle relève d'une zone grise, qui paraîtra violente à certains quand d'autres n'y verront au contraire qu'un acte de vandalisme politique sans gravité (autre que juridique !). Il n'est pas question ici d'exclure a priori telle ou telle forme de sabotage, mais d'expliquer que ce n'est en aucun cas la notion de violence proportionnelle



▲ Die-in de protestation contre la situation à Gaza, 28 septembre 2009. La mise en scène dramatique de la violence a pour but de dénoncer l'inacceptable.



▲ Le 28 novembre 2007, pour dénoncer la complicité de génocide de la France au Rwanda, le collectif Génocide made in France décorait Hubert Védrine de faux sang (du colorant alimentaire délébile). Cette atteinte à l'intégrité physique de la personne constitue-t-elle une violence ? Face à une complicité de génocide, une telle action n'est-elle pas légitime ?



► Fausse affiche réalisée à l'occasion du 60^e anniversaire de la déclaration des Droits de l'homme par l'ONU.

En haut : Mahmoud Ahmadinejad (Iran).

En bas : Robert Mugabe (Zimbabwe).



qui doit justifier le recours à un tel acte. Si un acte de sabotage devait être envisagé par les militants non violents, ce serait non seulement en raison de son efficacité supposée contre tel ou tel point faible de l'adversaire, mais aussi du fait qu'il n'est plus considéré par la population visée comme un acte violent, justement, mais simplement comme un acte de défense ultime sans doute, mais profondément légitime. Il devra donc être assumé publiquement par ses auteurs.

Déterminer un cadre d'action

Ce débat sur les limites entre violence et non-violence, que chacun doit avoir en son for intérieur, doit également se tenir au sein du groupe militant avant chaque action, sous peine de surgir au plus mauvais moment, pendant l'action, et de conduire les militants à improviser en menaçant la pérennité du groupe et la popularité de la cause défendue. Plutôt que de chercher à se convaincre les uns les autres, on cherchera un consensus valable le temps de l'action, une espèce de cadre philosophique duquel découlera une discipline commune susceptible d'éclairer les choix des militants pendant l'action. Le groupe rendra explicites les points d'accord, du type "on n'insultera pas l'adversaire" ou "on coupera le grillage pour pénétrer dans le terrain militaire". Si l'action doit faire appel à un plus grand nombre d'activistes, il est sage de faire signer aux participants à l'action un engagement de non-violence précisant le cadre philosophique qui la borne. Cela permettra qui plus est de neutraliser l'effet désastreux des "provocateurs" que la police utilise parfois pour légitimer sa propre brutalité.

Xavier Renou,

Les désobéissants - www.desobeir.org ■

David Sterboul



Récit d'une action de fauchage d'OGM

▲ Répression et solidarité lors d'un fauchage d'OGM.

Nonette, Puy-de-Dôme, 27 août 2005. Ambroise est venu assister à une action des faucheurs volontaires d'OGM, en tant que témoin. Ces extraits de son récit semblent intéressants pour la réflexion sur la violence ou la non-violence de ce type d'actions.

"NOUS PARTONS À PIED LE LONG DE LA ROUTE EN DIRECTION D'UNE PARCELLE DE 5 À 6 hectares d'essai de maïs OGM dit thérapeutique, mis en place par la société *Meristem Therapeutics*, filiale du semencier Limagrain. Un hélicoptère de la gendarmerie (modèle *Ecureuil* équipé d'une caméra) nous survole", raconte-t-il. "Environ sept gendarmes sont présents, aux côtés de quelques civils accompagnés de deux chiens. Plusieurs dizaines de personnes entrent pacifiquement dans le champ. Elles commencent à arracher ou rompre quelques pieds de maïs. L'action se fera entièrement à mains nues.

Mains nues et coups de matraque

Dès l'entrée dans le champ, je vois des gendarmes qui bousculent plusieurs personnes, les frappent et détruisent les appareils photo à coups de matraques. Un de ces gendarmes court ensuite dans le champ en direction d'un faucheur qui lui tourne le dos, penché en train d'arracher un pied de maïs en bordure du champ. Dès qu'il arrive à son niveau, il le frappe violemment et par surprise, à l'arrière du genou, au moyen d'une matraque.

Je vois à quelques mètres de moi, hors du champ de maïs, une personne au volant d'un tracteur équipé à l'avant d'une pince à meules de foin (*round-baller*) en position abaissée. Il charge à vive allure plusieurs personnes restées en dehors du champ de maïs, dans le chaume. Ces personnes fuient dans tous les sens, le tracteur les poursuit. Etant donnée la courte distance qui les sépare du tracteur et l'allure à laquelle roule celui-ci, le risque que l'une d'elles se fasse écraser par la machine est important. Aucun des gendarmes n'intervient".

Evacuation des blessés

Au total, ce témoin voit "dix personnes interpellées, la plupart violemment, en moins de six minutes. De toute l'action, je n'ai vu aucune action violente de la part des Faucheurs volontaires". Par contre, les voitures des anti-OGM "ont été vandalisées : embouties par un véhicule, matraquées sur le capot ou le pare-brise, certaines sont renversées dans le fossé, environ 50 pneus sont crevés par de profondes entailles". Bernard, handicapé, et Kevin, son fils de 13 ans, étaient dans une voiture lors des faits et ont dû en sortir en catastrophe alors que plusieurs civils la versaient dans le fossé, sous le regard conciliant de la gendarmerie. "Les pompiers viendront évacuer deux personnes blessées, dont François, qui a reçu un violent coup de batte de base-ball d'un des civils présents auprès des gendarmes (...) Le maire de Nonette et un de ses conseillers municipaux viennent sur place. Ils nous apportent leur soutien à titre personnel et se font insulter par les civils restés auprès des gendarmes. La mairie de Nonette avait voté un arrêté anti-OGM, frappé de nullité par les services de l'état, au mépris de la démocratie locale". Certains faucheurs resteront 38 heures en garde-à-vue."

Alors ? Quel crédit accorder à ce récit ? Intoxication idéologique ? Le coordinateur de ce dossier était lui aussi à Nonette et peut témoigner des mêmes faits. Au demeurant, des vidéos montrent distinctement le matraquage de faucheurs au sol par des civils armés de bâtons et de chiens, sous le regard de la gendarmerie.

Guillaume Gamblin ■



▲ Fauchage d'OGM. La confrontation avec les forces de l'ordre se fait souvent de manière pacifique mais déterminée.

Nuire aux intérêts, pas aux personnes

Où se situe la limite entre une action violente et une action non violente ? Les actions qui se définissent elles-mêmes comme non violentes le sont-elles toujours ? Qu'en est-il des personnes touchées par la destruction de leurs biens ? Les fauchages d'OGM sont au cœur de ce débat.

JE TROUVE LES ACTIONS DES FAUCHEURS VOLONTAIRES VIOLENTES, CAR C'EST UNE DESTRUCTION de biens matériels, qui appartiennent à quelqu'un, et cela peut être reçu très violemment par l'agriculteur", entend-on parfois dans des débats. Anna Massina, dans une "Lettre ouverte aux paysans chez qui j'ai fauché du maïs génétiquement modifié cet été", se penche sur la douleur possible des transgénéralistes employés ou associés à une multinationale de l'agro-industrie, chez qui elle était allée faucher. "Je vous voyais revenir sur le champ après notre passage pour constater le désastre. Quels sentiments aviez-vous à notre égard, à ce moment-là ? Avons-nous été à vos yeux une horde de sauvages assoiffés de vengeance ? Des irresponsables ? Avez-vous ressenti l'injustice de l'acte gratuit, du vandalisme, du viol de votre terre ? J'ai eu mal pour vous". Et pourtant, explique-t-elle, "les raisons qui m'ont poussée à arracher votre maïs OGM étaient plus fortes que mes considérations". Et de conclure : "Si c'était à refaire, je le referais."

Se laisser interpellé par ces propos permet de se mettre au clair sur ce qu'est la logique de la non-violence et sur ce qu'elle n'est pas.

A la fois complices et victimes

Lorsque l'on cherche à transformer une situation d'injustice ou de nuisance, il est important de s'appuyer sur une analyse politique claire.

On peut partir du constat que nous sommes tous co-auteurs, à un certain degré, de l'injustice ou des nuisances existantes, à tous les niveaux de la société. Ceci dans la mesure où nous collaborons aux systèmes qui nous dominent et nous imprègnent, tels que le monopole de l'agro-industrie, en consommant ses produits. Pour autant, toute injustice sert les intérêts de quelques-uns plus que d'autres : classe sociale dominante, multinationales, oligarchie... Dès lors que certaines structures (entreprise, administration) ou personnes (ministre) portent des responsabilités centrales dans la mise en œuvre des injustices, n'est-il pas

1. Publiée notamment dans *Silence* n° 351, p. 26.

nécessaire de les identifier, afin d'adopter une stratégie adaptée qui s'adresse à leurs intérêts et à leur responsabilité dans la situation que l'on dénonce ? N'est-il pas nécessaire de nommer l'adversaire afin de pouvoir agir sur lui avec efficacité ?

A l'inverse, il semble important d'identifier les groupes sociaux qui participent au système que l'on cherche à transformer en étant pris dans ses rouages, mais qui sont susceptibles de devenir des alliés objectifs dans la remise en cause de ce système. Nous sommes généralement à la fois collaborateurs du système qui opprime et victimes de celui-ci. Quand j'achète une barre chocolatée Nestlé, je coopère au système pesticide, aux OGM et au néo-impérialisme, mais en même temps j'en suis victime car j'en subis les nuisances dans mon corps, dans mon environnement socio-économique et écologique...

La majorité de nos concitoyens n'a-t-elle pas des intérêts objectifs à ce que le système change, même si pour le moment les intérêts liés au confort ou à la sécurité immédiate prédominent ? A partir de là, le retournement peut être rapide.

Lutter contre une nuisance, c'est nuire à des intérêts

Dans le cas des OGM comme ailleurs, lutter contre une situation de nuisance, ce sera forcément nuire aux intérêts des personnes ou groupes sociaux qui en profitaient. L'action non violente ne se donne-t-elle pas précisément pour but de bloquer la mécanique qui engendre les nuisances ? Elle doit donc assumer sa vocation qui est de priver de la jouissance de certains de leurs intérêts immédiats certains des profiteurs de cette situation. On veillera cependant à toujours leur assurer la possibilité d'une sortie honorable de la situation, dans laquelle ils pourront trouver leur intérêt au sein de l'intérêt collectif.

Nuire à des intérêts, c'est engendrer des frustrations

Il n'en reste pas moins que contrecarrer l'intérêt d'autrui, c'est selon toute probabilité lui faire vivre l'expérience de la frustration. Et il n'est jamais agréable d'être frustré. Cela peut faire mal. La personne que l'on empêche de nuire en lui ôtant les instruments qui lui sont indispensables pour le faire, peut le vivre de manière douloureuse. Transgéniculteur sans OGM, publicitaire sans panneau, militaire sans armes, policier sans consentement de la population, peuvent tous le vivre difficilement d'un point de vue psychologique. D'où l'importance de bien distinguer, dans nos discours, les personnes de leurs actes et fonctions, afin de limiter la souffrance possible. Et plus leur souffrance sera grande, moins ils seront susceptibles de s'ouvrir à une autre logique. Mais on conviendra immédiatement que ce fait n'est pas suffisant pour renoncer à empêcher de nuire les personnes qui œuvrent à une nuisance. Les tyrans eux-mêmes sont sans doute frustrés lorsqu'ils tombent. Ils en ressentent très certainement une réelle

douleur intérieure. Faut-il pour autant renoncer à faire tomber les tyrans ?

L'action non violente risque de blesser l'autre

L'action de fauchage est fortement susceptible d'engendrer une forme de désarroi plus ou moins fort chez l'agriculteur qui est touché. Il risque d'être désarçonné ou blessé par l'action, de la ressentir comme un choc qui vient attenter, à travers "son" champ, à ce qu'il est : à son labeur, à ses valeurs, à sa sécurité économique et donc familiale et affective, à ses projets...

**Toute nuisance sert des intérêts.
Lutter contre une nuisance c'est nuire à des intérêts.
Nuire à des intérêts c'est engendrer des frustrations.**

Empathie nécessaire...

Les idéologies de la violence qui ont prévalu jusqu'ici ont nié la douleur de l'autre ou bien elles l'ont légitimé pour une cause qui la dépassait. Cela n'a-t-il pas ouvert la porte à toutes les violences ? A l'inverse, la non-violence impose la reconnaissance de l'adversaire comme une personne dotée d'une dignité fondamentale, qui a elle aussi le droit inconditionnel de ne pas être soumise à des violences. Dans ce cadre, l'empathie est certainement une vertu précieuse pour mener un combat non violent.

...mais insuffisante

Il semble que c'est au nom de cette empathie que certaines personnes critiquent des actions telles que des fauchages volontaires, comme étant violentes. Mais si l'empathie a toute sa place dans l'action non violente, peut-elle être la logique qui ordonne à elle seule l'action ? Peut-elle constituer l'ultime critère de la stratégie non violente ? Il semble en réalité que l'empathie soit nécessaire mais pas suffisante pour mener une action non violente.

Le risque serait de s'embourber dans le règne de la subjectivité absolue, qui empêcherait toute tentative de *penser* la non-violence : si toute action est violente dès lors que quelqu'un ressent qu'elle l'est, le débat est clos et il est inutile de parler d'action non violente puisqu'il est impossible de s'entendre sur un sens partagé de ce qu'est la non-violence.

Au fond, il s'agit de distinguer le plan inter-individuel (l'indispensable vigilance empathique) du plan structurel (s'attaquer résolument à la violence qui résulte des dominations, œuvrer à l'émancipation des dominés) tout en les gardant liés. Il importe qu'il y ait un constant aller-retour entre les deux. Afin que la lutte ne néglige pas l'humain. Mais aussi parce qu'on ne peut prétendre

LES FRONTIÈRES DE LA NON-VIOLENCE

► Le 16 mars 2003, Rachel Corrie, militante non-violente, s'est placée devant un bulldozer israélien en train de démolir des maisons dans la bande de Gaza. Le bulldozer ne s'est pas arrêté. Elle en est morte. Le film Rachel sorti en 2008 raconte son histoire (affiche et photo extraite du film).



Pour aller plus loin

A lire

■ Xavier Renou, *Petit manuel de désobéissance civile*, Ed. Syllepse, 2009, 141p., 7€.

■ Jean-Marie Muller, *Stratégie de l'action non-violente*, Seuil, 1981 ; *Le principe de non-violence*, Desclée de Brouwer, 1995, *Vers une culture de non-violence*, Dangles, 2000, *Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié, 2009.

■ Olivier Maurel, *La non-violence active, 100 questions-réponses pour résister et agir*, La Plage, 2001.

Pour agir

■ Les Désobéissants : www.desobeir.net. Sur ce site, de nombreuses vidéos et récits d'actions et des liens vers de nombreux sites activistes.

■ Mouvement pour une alternative non violente (Man) : 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.

■ Faucheurs volontaires d'OGM : www.monde-solidaire.org.



connaître et comprendre le plan systémique sans y inclure l'intime, ni l'inverse.

Le défi de la non-violence

On pourrait résumer ainsi le formidable défi de la non-violence : chercher à lutter contre une injustice ou une nuisance tout en refusant de faire violence à ceux-là mêmes qui en sont auteurs. La non-violence appliquée à la lutte politique naît du souci de ne pas nuire à autrui tout en agissant contre ses intérêts. De ne pas détruire autrui tout en nuisant (parfois gravement) à ses intérêts.

Pas de non-violence absolue

La non-violence peut-elle prétendre être absolue, être dépourvue de tout impact "destructeur" envers quiconque ? Refuser par avance l'hypothèse de faire souffrir quiconque, c'est renoncer par principe à l'action. Nous ne pouvons être totalement maîtres de répercussions de notre action sur autrui.

À partir de là, il nous faut admettre qu'il y a un reliquat indestructible de violence dans toute action. C'est d'ailleurs la leçon des jaïns, de qui s'inspirait Gandhi : ceux-ci marchaient en frottant le sol avec une petite balayette devant leurs pieds et avec un petit foulard devant la bouche, car le fait même de respirer et de marcher est violent puisque nous tuons à chaque fois des microorganismes et des petits animaux. Cet exemple montre, par son excès, qu'il ne saurait y avoir de non-violence absolue.

Efficacité maximale et destruction minimale

L'action non violente ne peut que chercher à tout mettre en œuvre pour être le moins destructrice possible. C'est là une possible définition de l'action non violente : action qui met tout en œuvre pour engendrer le moins de souffrance et de destruction possible... tout en étant le plus efficace possible. Il y a donc deux critères symétriquement opposés à prendre en compte : l'efficacité maximale de l'action et la destruction minimale des personnes impliquées par celle-ci.

C'est là un équilibre toujours instable pour lequel il n'existe aucune formule ni recette figée : l'action non violente nécessite une bienveillance et une vigilance toujours renouvelées. C'est au final cette attention portée à l'autre au cœur de la préparation, de l'organisation et du déroulement de l'action qui en fait une action "non violente" dans sa logique et dans sa réalité.

Guillaume Gamblin ■

Destination "non-violence" : quelques repères pour agir

Il n'existe aucun critère au monde qui soit la garantie de la non-violence d'une action. Il ne s'agit donc pas d'en donner une vision statique, définition à l'appui. Mais les quelques repères qui suivent devraient nous aider à orienter notre action en direction de la non-violence. Comment se situent les actions que j'entreprends par rapport aux différents repères identifiés ici ?

Le dialogue (ou sa tentative) précède le rapport de force et en constitue l'horizon. Sans naïveté envers les intérêts qui lient l'adversaire à l'injustice qu'il engendre, la tentative de dialoguer avec lui doit permettre, selon le rapport de forces, soit de négocier avec le pouvoir des mesures allant dans le sens que l'on cherche, soit de négocier une sortie honorable à l'adversaire, s'il y a renversement de son hégémonie.

La réversibilité de l'action est un élément essentiel, analysé dans l'article "Les zones grises de la non-violence", p. 5.

En démocratie, le caractère public et assumé de l'action peut jouer un rôle dans sa dimension non violente. En effet, dès lors que les protagonistes sont libérés de la peur des conséquences juridiques de leur acte, cette libération est susceptible de faire baisser considérablement le niveau de tension qui est le leur. A l'inverse, une personne sous l'emprise de la peur est capable de tous les débordements. Assumer son action n'empêche évidemment pas de ressentir de la peur, mais limite déjà fortement le risque de panique et le degré de violence irraisonnée qui peut s'immiscer dans son comportement pour "sauver sa peau".

Proposer des alternatives à l'état de fait qui est dénoncé participe également fortement de la dynamique non violente de l'action. Expliquer à l'adversaire, PDG ou ministre, mais aussi et surtout fonctionnaires et employés multiples insérés dans les rouages du système que l'on combat, qu'ils ont une place dans la société que l'on cherche à construire, qu'ils peuvent trouver intérêt, confort, sécurité dans le changement que l'on cherche à



faire advenir, permet stratégiquement de faire baisser leur défiance mais aussi humainement de calmer leurs angoisses et leur détresse parfois légitimes (perte d'emploi...). Ménager une porte de sortie honorable à l'adversaire est, donc l'un des éléments importants d'une action inscrite dans la logique de la non-violence.

La cohérence entre la fin et les moyens est un indicateur essentiel de la logique de non-violence. Cette réflexion évitera à un mouvement de viser la démocratie tout en ne mettant pas en

▲ OGM Banderole déployée par Greenpeace. Il faut savoir estimer les risques à leur juste niveau.



▲ Blocage de train : action très délicate car il faut que le chauffeur du train soit alerté... sans que les militants soient évacués. Le 7 novembre 2004, Sébastien Briat a été tué lors d'une telle action.



▲ Lors d'une grève de la faim, de nombreuses violences s'exercent : contre le corps du gréviste, contre ses proches... mais parfois la faim justifie les moyens ?

Attitude physique et non-violence

Cela peut sembler à première vue dérisoire, mais le fait de courir durant une action n'est pas anodin. Alors que les imaginaires et les pratiques émeutières se font sous le signe de la course, l'action non violente se fait autant que possible dans le calme et la maîtrise de soi. A l'exception du moment de l'éventuelle installation par surprise dans un lieu à bloquer ou à occuper, la course est déconseillée dans l'action non violente. D'expérience elle est liée à une non-maîtrise et à des débordements émotionnels, et pour cela elle peut contribuer à ce que le moment soit vécu par l'autre, adversaire ou passant, comme une situation violente car déstabilisante et insécurisante. Le caractère posé de l'action n'empêche en rien la détermination ; au contraire, il peut être un synonyme de force et peut avoir des effets impressionnants.

œuvre en interne un fonctionnement poussé allant dans ce sens, de revendiquer de se faire respecter tout en brandissant des slogans humiliants pour l'adversaire, de vouloir faire advenir la justice par la guerre ou la dévastation.

La proportionnalité de l'action à l'enjeu est également à prendre en compte. L'un des éléments qui font qu'une action est inscrite dans une dynamique de non-violence, c'est que la gravité de l'éventuelle dégradation occasionnée est proportionnée à celle de la nuisance. Si les Déboulonneurs¹ brisaient des sucettes publicitaires, il leur serait peut-être retourné que leur action est disproportionnée par rapport à la puissance de nuisance de l'objet en question. A l'inverse plusieurs tribunaux ont déjà reconnu la légitimité d'arrachages collectifs de plantes OGM par le collectif des faucheurs volontaires, selon le critère de l'état de nécessité. En effet ici la situation est différente : le champ ne symbolise pas tant qu'il est l'enjeu réel de graves nuisances directes sur son environnement.

Prendre des risques pour soi sans mettre autrui en danger contre sa volonté semble également déterminant dans la dynamique de la non-violence. A l'opposé de certaines manifestations mêlant pacifistes et adeptes de l'émeute urbaine, où l'on a vu les émeutiers mettre en grave danger les manifestants de tous âges et de toutes conditions qui les entouraient, tout en se cachant eux-mêmes de la répression. Cette attitude inacceptable met en relief, à l'inverse, l'importance de savoir prendre des risques pour soi-même sans en faire prendre contre son gré à autrui. Il semble que ce soit là une question de respect minimal.

Et n'est-ce pas au final l'attitude de respect qui constitue le fond commun des repères que nous avons tenté de tracer ici ? L'action non violente pourrait alors être décrite simplement comme l'action de personnes qui cherchent à se faire respecter tout en respectant autrui.

Guillaume Gamblin ■

Non-violence et sacrifice

Parmi les "zones grises de la non-violence", il nous semble important de revenir sur la question du sacrifice. Agir en non-violence, est-ce se sacrifier pour une cause ? Se sacrifier, est-ce non-violent ? Qu'en est-il de la grève de la faim ? Cette dernière n'est-elle pas une violence infligée à soi-même ? Voici quelques extraits de la réponse de Jean-Marie Muller à nos questions.

"Le choix de la non-violence implique-t-il de se sacrifier ? Les différentes morales — tout particulièrement celles d'inspiration religieuse — ont souvent exalté 'l'esprit de sacrifice'. Parfois, cela a donné lieu à de regrettables déviations qui ont conduit à valoriser la souffrance pour elle-même."

"Il est vrai que celui qui s'engage dans l'action non violente prend des risques qui le conduiront peut-être à affronter la souffrance et la mort. Pour autant le risque de la non-violence ne doit pas être pris dans une quelconque 'volonté de sacrifice'. Celui qui encourt le risque de la non-violence ne veut pas souffrir et ne veut pas mourir". Cependant "celui qui s'engage dans l'action non violente s'expose à la souffrance et à la mort avec la conviction que ce risque *donne sens* à sa vie et, le cas échéant, à sa mort. Sa vie, il ne la donne pas, il la met en jeu ; il la risque en ayant conscience qu'il peut la perdre, mais dans l'espérance qu'elle ne lui sera pas ôtée. Non seulement il n'entend pas 'aller au devant de la mort', mais il veut résister jusqu'au bout" à la logique de mort qui est celle de la violence.

La grève de la faim illimitée

"Si une grève de la faim illimitée était entreprise pour un objectif hors de portée, elle ne serait qu'un geste de protestation désespérée et désespérante. Deux issues seulement seraient alors possibles : ou bien les grévistes mettraient un terme à leur entreprise avant que n'arrive l'irréparable et devraient reconnaître leur échec, ou bien ils seraient les victimes de leur obstination, peut-être admirable mais certainement déraisonnable. Ils deviendraient certes des 'martyrs' qui seraient morts pour une cause juste et, en ce sens, on peut penser qu'ils ne seraient pas morts en vain. Mais ce doit être une règle de l'action non violente de rechercher la victoire et non pas de se sacrifier".

Pour cela, il est nécessaire de fonder son action sur une stratégie claire, avec des objectifs réalistes politiquement. N'est-ce pas là le meilleur moyen d'éviter le sacrifice et de garantir ainsi la non-violence d'une action ?

■ Jean-Marie Muller,

porte-parole national du Mouvement pour une alternative non violente

(MAN, man@nonviolence.fr - www.nonviolence.fr)

Philosophe et écrivain, il a écrit de nombreux ouvrages sur la non-violence dont le Dictionnaire de la non-violence, Le Relié Poche, 2005.

1. Mouvement qui demande une baisse de la taille des panneaux publicitaires au même niveau que les panneaux de libre expression. Voir par exemple article dans Silence n° 379, p. 37.

Désarmement nucléaire

■ **Petite avancée.** Le 26 mars 2010, les Etats-Unis et la Russie ont annoncé un accord prévoyant une réduction du nombre de leurs têtes nucléaires. Cet accord prend la suite du traité *Start* datant de 1991. Le nouveau traité prévoit une réduction d'un tiers du nombre des ogives nucléaires, de 2200 à 1550, et de moitié des vecteurs nucléaires, de 1600 à 800. Il prévoit également que ce sont des experts de chaque pays qui iront chez l'autre pour vérifier la bonne application de ces engagements. Ce nouveau traité, ratifié le 8 avril 2010 à Prague pourrait entraîner d'autres avancées en faveur du désarmement nucléaire.

■ **L'Iran demande une date limite pour la dénucléarisation.** Pour l'ouverture de la conférence de révision du TNP, Traité de non-prolifération, Mahmoud Ahmadinejad, président iranien, a demandé à la tribune de l'ONU, le 3 mai 2010, qu'une commission indépendante soit nommée pour fixer une date limite de désarmement à inclure dans le traité. La position iranienne est la suivante : soit les possesseurs de la bombe désarment comme le prévoit le TNP, soit nous n'avons pas plus de raison qu'eux de nous en tenir à ce traité.

■ **Etats-Unis : 5113 têtes nucléaires.** Le 3 mai 2010, le Pentagone a rendu public un inventaire des forces nucléaires du pays. Celui-ci disposerait sous différentes formes et dans différents pays de 5113 têtes nucléaires... alors que le dernier chiffre officiel donné en 1961, au maximum de la guerre froide, indiquait un stock de 31 255 têtes. Les Etats-Unis se vantent donc d'avoir beaucoup baissé le nombre de têtes... mais resterait à savoir quelle est la puissance moyenne de chaque tête (on peut aujourd'hui avoir la même puissance de destruction avec des têtes à charge multiple... qu'avec de nombreux missiles il y a cinquante ans).

Inspections citoyennes

■ **Condamnations.** Pour la première fois en France, début mars 2010, sept activistes du collectif *Non au missile M51*, ont été condamnés à des peines de 150 € d'amende chacun-e. Ils avaient été interpellés le 1^{er} décembre 2009 suite à l'occupation d'un radar au centre d'essai de lancement de missile de Biscarrosse

Arme nucléaire illégale

Sarkozy brièvement emprisonné !

Le 28 avril 2010, 15 activistes des *Désobéissants* ont réussi à bloquer la porte principale du palais présidentiel de l'Élysée avec des chaînes et des cadenas, afin de mettre symboliquement en arrestation son locataire principal. Celui-ci maintient en effet la France hors-la-loi en violant le traité de non-prolifération. Les activistes ont été embarqués pendant deux heures par la police après des interpellations musclées.

Le 30 avril 2010, une quinzaine de personnes ont bloqué l'entrée du siège d'Areva avant de s'en faire déloger par des vigiles musclés. Le même jour, une banderole a été déployée du sommet de Notre-Dame-de-Paris.

Le 1^{er} mai, une distribution de tracts et un stand ont été organisés pendant la manif de ce jour.

Ces actions intervenaient au moment où sept personnes ont fait un jeûne du 26 avril au 7 mai 2010, à Paris, au moment de l'ouverture de la conférence pour la révision du traité de non-prolifération. Les jeûneurs demandent à la France de respecter le traité qui prévoit que les pays possédant l'arme nucléaire doivent progressivement renoncer à leur stock d'armes nucléaires. La France est en infraction en mettant au point de nouveaux missiles comme le M51.



Martin Leers

(Landes). Cette occupation avait été réalisée pour empêcher le tir d'essai du nouveau missile nucléaire d'attaque français M 51.

■ Journée d'action européenne du 3 avril.

A Mont-de-Marsan (Landes), une soixantaine de militants ont engagé une inspection citoyenne de la base aérienne 118, un des dépôts atelier de munitions spéciales (DAMS) où sont entreposées des bombes nucléaires de la force aérienne stratégique (FAS). 13 d'entre eux ont réussi à pénétrer sur la base. Toutes ces personnes ont été interpellées, parfois violemment, par la gendarmerie, contrôlées et libérées dans la foulée.

En Belgique, un millier de *Bomspotters* ont participé à l'action, 800 avec l'intention de pénétrer la base aérienne et nucléaire (bombes américaines, mais pilotes et avions belges au service de l'Otan) de Kleine Brögel, pour effectuer cette inspection citoyenne et, accessoirement, un pique-nique sur la piste d'envol des F-16. Inez Louwagie, de Vredesactie (Actions pour la paix), indique : "Nous ne faisons pas partie des négociations. Nous ne pouvons pas établir de nouveaux traités, mais nous pouvons empêcher que les accords illégaux sur les armes nucléaires soient perpétrés en cachette, loin de toute transparence". Il y a eu 430 interpellations.

Aux Pays-Bas, à la base de Volkel, un peu plus d'une centaine de personnes ont manifesté tandis que quelques-uns entraient dans la base

avant d'être interpellés. Un peu plus tard, l'ensemble de la manifestation forçait la grille d'entrée dans le but de "nettoyer la base de ses armes de destruction massive". Il y a eu 35 interpellations.

En Grande-Bretagne, plusieurs centaines de manifestant-e-s ont bloqué la base de Faslane qui accueille les sous-marins Trident équipés d'ogives nucléaires (l'équivalent de notre Île Longue nationale, près de Brest).

En Italie, le 21 mars 2010, une manifestation de 800 personnes a protesté contre le stationnement des armes nucléaires sur la base d'Aviano.

D'autres actions ont eu lieu en Allemagne, en Turquie, à Brest, à Paris...

Dialoguer ?

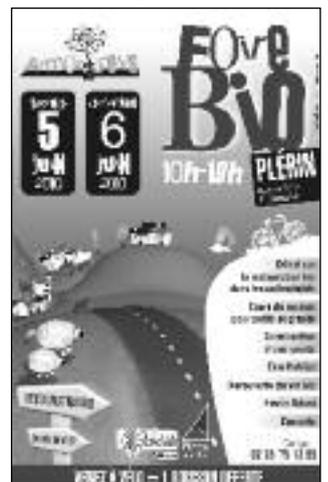
L'IECCC, Institut européen conflits cultures coopérations propose deux stages pour toute personne qui veut améliorer ses compétences relationnelles et professionnelles. *Acquérir les attitudes et outils de base du dialogue créatif* se tiendra du 26 au 31 juillet 2010 en Midi-Pyrénées. Inscriptions avant le 7 juin.

Comment transformons-nous ce monde ? se tiendra du 6 au 11 septembre 2010 à Nuremberg. Inscription avant le 25 août. Ces stages sont subventionnés par l'OFAJ, tarifs avantageux. Tous les échanges sont traduits dans les deux langues.

L'IECCC propose aussi pour les « leaders sociaux », un stage du 4 au 7 octobre 2010 à Rodez (Aveyron). Un temps pour prendre du recul, pour se ressourcer, pour continuer à se développer. Quelle est la différence entre un responsable associatif charismatique engagé à 200 % et un véritable leader ? Très probablement le temps que consacrerà le deuxième à questionner ses pratiques, à confronter ses expériences avec ses pairs, à confronter son savoir-faire avec des méthodes reconnues pour leur efficacité. Inscriptions : avant le 25 septembre 2010.

Plus de renseignements : IECCC, Le Cun, 12100 Millau, tél 05 65 61 33 26, ieccc@wanadoo.fr, www.ieccc.org.

Échange publicitaire



Aude

Suicide d'un éleveur

Depuis 25 ans, Jean-Luc Tournaire élevait 37 vaches au Bousquet, un village de l'Aude. Soucieux de la qualité de vie de ses bêtes, comme d'autres éleveurs (une cinquantaine dans le département, souvent ceux qui sont en bio), il refusait une vaccination contre la fièvre catarrhale ovine, obligatoire depuis peu. Cela lui a valu une convocation à la gendarmerie. Peu de temps après, le 26 mars 2010, il s'est suicidé. Selon son frère, ce suicide est directement lié aux pressions exercées par les autorités. La Confédération paysanne, Nature et progrès et le collectif des éleveurs audois dénoncent cette volonté d'imposer un vaccin alors que l'on n'observe pas plus de cas de maladies dans les troupeaux non-vaccinés que ceux vaccinés. Ils dénoncent une démarche purement commerciale.

Bio Cohérence

La FNAB, Fédération nationale de l'agriculture biologique et certains distributeurs partenaires (Biocoop, Biomonde...) ont lancé le 12 avril 2010 une nouvelle marque privée *Bio cohérence* qui vise à compenser les baisses d'exigence imposées en France par le nouveau règlement européen de la bio. Cette marque s'appuie sur les exigences suivantes :

- ▶ des fermes qui ne font que du bio (refus de terres mixtes)
- ▶ des animaux qui ne mangent que du bio
- ▶ des aliments produits majoritairement sur la ferme, limitant ainsi son impact environnemental tout en assurant l'autonomie des producteurs
- ▶ la tolérance zéro des contaminations OGM (alors que l'Europe tolère 0,9%)
- ▶ l'engagement de tous les adhérents dans une démarche de progrès via la signature d'une

charte et la réalisation d'un autodiagnostic leur permettant de trouver des pistes d'amélioration.

C'est un gros progrès par rapport au logo AB, mais cela ne va pas jusqu'à prendre en compte les conditions sociales de production, contrairement à ce qu'essaie de faire par exemple *Nature & progrès*. Autre différence notable : le logo ne sera attribué qu'après certification par un organisme privé (comme le logo AB) ce qui est fort coûteux, alors que *Nature & progrès* mise sur les systèmes participatifs de garantie qui sont des contrôles par les consommateurs directement, processus admis au niveau international par l'Ifoam, International Federation of Organic Agriculture Movements.

- *Fnab*, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél. : 01 43 38 38 69, www.fnab.org.
- *Nature et progrès*, 16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94, www.natureetprogres.org.



Pesticides et maladie de Parkinson

Une étude de l'*Inserm*, Institut national de la santé et de la recherche médicale, rendue publique mi-juin 2009 conclut que les agriculteurs exposés aux pesticides augmentent nettement le nombre de malades atteints par la maladie de Parkinson, une maladie neuro-dégénérative. L'étude montre que ce sont les hommes les plus touchés, et particulièrement ceux qui ont manipulé des insecticides de la famille des organochlorés. L'étude portant sur un comparatif entre 224 malades et 557 autres personnes habitant les mêmes lieux, montre que les agriculteurs sont deux fois plus malades que la moyenne. (*Le Point.fr*, 17 juin 2009)

alternatives

Bruxelles

La foire aux savoir-faire

L'association *Foire aux savoir-faire* propose tout au long de l'année des ateliers pour échanger concrètement des savoir-faire permettant d'aller vers des démarches plus douces pour l'environnement : comment faire ses produits d'entretien ménager, comment conserver ses fruits et légumes... Il propose aussi sur internet une bourse du recyclage : avant de jeter quelque chose, on peut demander si cela intéresse quelqu'un. Une fois par an, en juin, une foire est organisée sur la place de la Monnaie où tous les échanges sont gratuits. Contacts : <http://foiresavoirfaire.free.fr> ou tél : 02 78 76 182.

fleurs sauvages se mettent à pousser dans les espaces urbains délaissés de la région parisienne. Ce ne sont pas des jardiniers habituels qui vont planter ces fleurs : ce sont les habitants volontaires qui ont envie de voir fleurir leur ville. Pour ce printemps 2010, une quinzaine de communes et organismes sont de la partie. Chacun s'engage à distribuer gratuitement à ses habitants les sachets de graines de Laissons Pousser ! et à autoriser les plantations sur des espaces identifiés. Ici, ce sont les écoles qui vont semer, là les amicales de locataires, plus loin, les associations de jardins partagés, ailleurs, les particuliers-jardiniers... Plus : <http://laissonspousser.com>.

Aude

Le Corry menacé

Dans les années 1970, un mouvement social de contestation des foyers de placement pour les enfants en difficulté a permis l'émergence et la reconnaissance progressive des "lieux de vie". Ces lieux de vie permettent d'accueillir en famille quelques enfants dans un cadre plus agréable qu'une institution. Monique et Baudille Causse ont ouvert un lieu de vie en

Chantiers internationaux

L'aventure utile !

Partir en chantier, c'est participer bénévolement pendant deux à trois semaines, avec d'autres volontaires internationaux, à un projet d'intérêt collectif, utile à une communauté locale. Ces projets s'adressent aux jeunes et adultes qui souhaitent passer des vacances utiles dans un esprit de volontariat, de travail collectif et d'échange interculturel. Il y a des centaines de propositions, pour tous les goûts et tous les âges (dès 14 ans), tout au long de l'année.

En Bretagne, vous rénoverez un four à pain, en Allemagne vous installerez des aires de jeux pour enfants, en Espagne ou en Slovaquie vous entreprendrez des fouilles archéologiques, au Mexique vous participerez à la protection des tortues, en Midi-Pyrénées, vous participerez à l'entretien de sentiers de randonnées ou encore à la construction d'un bâtiment autonome...

Un catalogue recensant les chantiers est disponible auprès de : *Etudes et chantiers Midi-Pyrénées*, 9 bis, rue Compans, 31500 Toulouse, tél. : 05 61 48 08 39, www.unarec.org.



Ile-de-France

Laissons pousser

Soutenu par Naturparif et des experts, *Laissons Pousser !* est un projet qui s'inscrit dans le cadre de la revégétalisation des villes en Ile-de-France. Des mini-prairies de

1979 : *Le Corry*. Celui-ci accueille des enfants autistes. Au fil des années, deux nouvelles structures sur le lieu ont vu le jour : une compagnie de théâtre *La Grange au quatre vents*, dans laquelle les enfants autistes participent à des pièces, et une société gérant un camping. Chacune des trois structures a été habilitée en son temps

pour recevoir des enfants. En 2008, un rapport défavorable de la DDASS dénonçait le manque de mise aux normes. Le 1^{er} janvier 2010, la préfecture de l'Aude a pris un arrêté pour faire fermer *Le Corry* au double prétexte qu'elle accueillait trop d'enfants (17 au lieu de 12 autorisés pour la première structure) et qu'elle aurait

un retard de versement de cotisations sociales. S'il y a 17 enfants autistes sur les lieux, ils sont encadrés par trois structures distinctes. La troupe, avec six autistes adultes, continue une tournée avec la pièce "L'impossible mis en pièces". Les parents des enfants ont aidé à payer les arriérés et le soutien se poursuit pour obtenir la réouverture légale du lieu. *Baudille Causse, Le Corry, 11240 Ferron, tél. : 06 87 88 78 95, www.lagrangeauxquatrevents.com.*

Lubéron

Projet de collège alternatif

Après cinq ans d'expérience d'une école primaire pédagogie Montessori-Freinet, l'association *Recréés* souhaite ouvrir un collège en septembre 2010, entre Mérindol et Mirabeau. Un cahier des charges a été élaboré et un appel est lancé maintenant aux parents et aux enseignants qui souhaiteraient participer à ce collège. Le projet pédagogique a été préparé en relation avec l'IFMAN Méditerranée, structure de formation à la non-violence. Des activités en lien avec la nature sont prévues avec le Loubatas, centre d'initiation à l'environnement. Le sport sera développé autour d'une réflexion sur le sens de l'équipe et avec une critique de la compétition. Des partenariats seront passés avec des associations culturelles et avec Coridys, une association spécialisée dans l'aide aux troubles de l'apprentissage. *Collège Recréés, Les Chênes, domaine Saint-Léger, 84240 Grambois, tél. : 04 90 77 48 19 ou 04 90 09 59 62, college.recrees@gmail.com.*

Roanne

La SCI-erie

Quatre artisans du bâtiment, deux architectes et deux apiculteurs se sont mis en association, début 2010, dans un premier temps pour réfléchir à la mise en place d'un atelier partagé. Un ancien bâtiment (une distillerie de la fin du 19^e siècle) a été trouvé à Ambierle. Il comprend deux niveaux de 500 m² chacun. L'idée est d'avoir un seul atelier pour l'ensemble des métiers, ce qui correspond à un fonctionnement proche de la coopérative. Le but est ambitieux : l'entraide doit permettre de vivre autrement dans une vision globale de changement de société, avec une approche

Du vert dans les oreilles

Jean-Jo Arnault : faux agriculteur ? réel apiculteur ?

Apiculteur au cœur du Cantal, Jean-Jo sait prendre le temps de se poser des questions : sur son métier, décidément bien à part dans le monde agricole ; sur ce qui l'a fait passer de l'autre côté de la barrière, lui ancien agriculteur "intensif" ; ou sur notre venue pendant une semaine dans son univers, lui qui est pourtant d'un naturel réservé. S'il y a une rencontre dont nous sommes encore émus, c'est celle de cet homme, rempli d'incertitudes aussi touchantes que troublantes.

Une vocation tardive

« Mes parents étaient polyculteurs-éleveurs en Touraine et m'a mère m'a dit un jour : "ton père a besoin de toi". Je ne pensais pas vraiment reprendre la ferme mais ça a coupé court à toutes mes idées et j'ai pris la suite comme chef d'exploitation, à 21 ans. J'ai gobé tout ce qu'on m'a enseigné dans les écoles d'agriculture : les traitements, les engrais... mais par la suite quelque chose n'allait pas dans mon travail, je faisais un rejet de tout ce qu'on appelle maintenant productivisme. » Après quelques années de malaise, Jean-Jo décide donc de cesser son activité. Il reprend une formation d'apiculteur et s'installe dans le Cantal avec quelques ruches. Un pays préservé et bocager qui, avoue-t-il avec un brin d'amertume, lui "rappelle tout ce qu'il a foutu en l'air comme d'autres agriculteurs".

Être en phase avec soi-même

Seulement, après une reconversion aussi brutale, retrouver des marques et sa place n'est pas aisé : "Je ne sais pas trop si je peux encore me considérer comme agriculteur. Je fais un produit qui vient de la terre, un peu comme celui qui va cueillir des fraises ou des légumes. Mais, je ne sais pas comment l'expliquer, je trouve que ce terme ne me convient pas... Les gens d'ailleurs ne situent pas toujours l'apiculture dans le domaine agricole. Dans les formulaires administratifs de la MSA par exemple, ça ne fait pas très longtemps que l'on est référencé avec une case "apiculture".

Mais Jean-Jo l'avoue lui-même, cette marginalité lui plaît et il l'assume même de mieux en mieux : "L'agriculture est entrée dans un schéma productiviste qu'on le veuille ou non et je trouve qu'en apiculture on a le privilège de ne pas trop dépendre de l'extérieur, même si on a besoin d'électricité pour la miellerie, de gazoil pour aller sur les ruchers..." Alors, après



D.R.

tout, tant pis s'il peine, comme nombres d'autres apiculteurs, à trouver sa place parmi les clivages du monde agricole : "J'essaye simplement d'avoir une activité la plus en phase avec moi-même et ça, ce n'est déjà pas facile..."

■ **Goulven Maréchal et Alexis Lis**

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur www.duvertdanslesoreilles.fr.

➤ **Jean-Jo Arnault**, arnault.jean-jo@orange.fr

Le CD "Du vert dans les oreilles" est en prévente !

Après 9 mois de récolte des sons, et à peu près autant de maturation, notre petit élixir d'espoir rural est prêt à éclore : le CD issu de nos reportages doit paraître en juin 2010. Ce double-disque multimédia, enrichi en ambiances bucoliques, regroupe 20 petits épisodes audio (5 min. environ) brochant les thématiques rencontrées au cours de notre périple rural ainsi que des photos. Le tout accompagné de la douce voix de la comédienne Tifenn Hervouët (projet "Chemin Faisant"). Seul hic : il nous manque des ressources financières avant de pouvoir lancer le pressage final. Nous lançons donc un appel à prévente. Vous pouvez ainsi nous montrer votre soutien et acquérir ce double-album à un prix solidaire (13 €, frais de port inclus) en adressant vos chèques de soutien à : *Du vert dans les oreilles, Le Verger Beaucé, 35520 Melesse*. Un CD tout chaud vous sera ensuite adressé dès son pressage ! Pour plus d'infos : oreille.verte@gmail.com.

sociale et écologique. Une SCI, la *SCI-erie*, a vu le jour fin avril 2010 pour permettre l'achat du bâtiment. La SCI louera ensuite le bâtiment à l'association sous forme de bail gratuit. La SCI ne fera donc pas de bénéfices, l'association prenant en charge l'ensemble des charges. On peut aider soit en prenant des parts de SCI, soit en prêtant sans intérêts, soit en faisant un don à l'association. *Association La Scierie, 99, rue de Clermont, 42300 Roanne, tél. : Benoît au 06 27 56 40 25 ou*

Jean Charles au 04 77 65 79 07, <http://lascierie eklablog.fr>.

Médias

■ **Entropia**, 52, Grand-Rue, 84340 Malaucène, www.entropia-la-revue.org. Le thème du n°8, printemps 2010, *Territoires de la décroissance* permet d'aborder des questions fort diverses. Notamment des questions d'urbanisme comme la densité des villes, la question de l'échelle humaine (quel est le territoire idéal de la démocratie), peut-

on contrôler la démographie, la place du paysage... La revue est passionnante, même si le niveau de lecture de certains articles reste trop élevé (philosophes, encore un effort !).

■ **Regard**, Marie Morel, 01260 Le Petit Abergement, mariemorel.regard@gmail.com. Petite revue d'art (un quart du format *S!ence*) présentant dans chaque numéro un artiste, un écrivain ou un créateur actuel, avec des inédits. Parution irrégulière... mais déjà plus de 100 numéros parus.



politique



décroissance

Grèce

Spéculateurs contre protection sociale



▲ Athènes, 5 mai 2010

Tous les Etats sont endettés (record pour les Etats-Unis). Si la Grèce est en difficulté aujourd'hui, c'est parce que le milieu de la finance refuse de lui prêter au même taux que les autres pays. Les banques s'appuient sur le manque de crédibilité de la politique du pays pour justifier de taux très élevés. Mais quelle est la politique du pays ? La Grèce est un pays qui a encore un fort mouvement social et des prestations sociales correctes. En faisant gonfler artificiellement la dette du pays, les financiers obligent le gouvernement à appliquer une politique de rigueur. L'arrivée du FMI dans le débat provoque un choix : ce sont les salaires et la protection sociale qui sont amputés, alors que d'autres secteurs auraient pu être touchés. Ce n'est sans doute pas un hasard si les trois pays dans le collimateur de la finance internationale (Portugal, Espagne, Grèce) sont dirigés par des socialistes. Il s'agit d'empêcher toute émergence d'une politique alternative au libre marché en pénalisant des gouvernements pourtant déjà bien peu révolutionnaires.

Les associations face au libre marché

Le gouvernement a lancé en janvier 2010 un vaste chantier en vue de réformer la loi de 1901 définis-

sant le fonctionnement des associations. Il souhaite notamment y introduire une limitation des subventions possibles : celles-ci ne pourraient être accordées par les collectivités publiques que dans la mesure où cela n'entraîne pas de "distorsions de concurrence". Ainsi, si vous montez une association pour construire un immeuble coopératif, vous faites de la concurrence aux promoteurs, pas de subventions possibles. Vous faites une AMAP, concurrence avec les maraîchers de plein champ, pas de subventions... Cela peut aller loin, en particulier dans le domaine social où les entreprises sont de plus en plus nombreuses à essayer de s'emparer des marchés comme les maisons de retraite, les crèches, les centres aérés, etc. Cette logique "économiste" de l'association est dénoncée par de nombreuses confédérations d'associations et une pétition circule sur internet : www.associations-citoyennes.net.

Fribourg

Des Verts entre gauche et droite...

Fribourg est connu au niveau international pour son écoquartier Vauban (voir *Silence* n°358). La ville compte 220 000 habitants. Le maire, Dieter Salomon, a été réélu le 25 avril 2010. En 2002, il était le premier maire Vert d'une grande ville allemande grâce au soutien du SPD (socialistes) et de l'extrême-gauche. Il avait alors battu une candidate du CDU (droite). Cette fois-ci, il a été réélu dès le premier tour (50,5 % avec 55 % d'abstention)... face à deux candidats de gauche ! Signe du glissement vers la droite : dans les quartiers les plus ruraux et traditionnellement les plus à droite, le maire a fait plus de 60 %. A l'inverse, dans le quartier Vauban, où les plus alternatifs sont nombreux, il ne fait que 38 %. La gauche reproche au maire d'avoir voulu en 2006 privatiser le parc immobilier de la ville pour désendetter la commune au détriment du logement social. Un projet alors bloqué par référendum. Alors que la droite a rejoint le maire en soutenant sa demande de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim toute proche ! (source : *L'Alsace*, 27 avril 2010)

Naissance de groupes "villes en transition"

La liste des groupes français sur les "villes en transition" se trouve sur le site <http://villesentransition.net>. On trouve déjà des groupes dans le Trièves (sud-Isère, trieves@villesentransition.net), à Grenoble (Marie-Chantal Ginoux, tél : 04 38 02 92 19), Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines, Leigh Barret, sqytransition@gmail.com), à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne, Jean-Paul Grange 06 34 18 87 82 ou 01 56 71 53 33). Des groupes sont en projet à Bordeaux et Salies-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques)...

Promouvoir une autre manière de travailler

Alors que le chômage monte, les organisations syndicales appellent à soutenir les salariés en grève dans des usines en difficulté. Mais faut-il soutenir les entreprises pétrolières ou automobiles en difficulté ? *L'Association des objecteurs de croissance*, dans un communiqué publié le 7 avril dénonce la logique productiviste de ces soutiens. "Notre combat doit aller vers la lutte contre les entreprises polluantes, responsables du pillage de la planète quand ce n'est pas de la "servitude morale" de la population" (...) "Nous ne sommes donc pas favorables à la perfusion des grandes entreprises mais à la promotion d'une autre manière de produire et de vivre. La convivialité et la coopération doivent prédominer sur la compétitivité, et la centralité du travail dans nos vies doit être dépassée". Adoc c/o Davy Borde, 2, rue Léon-Blum, 92260 Fontenay-aux-Roses, <http://actu.adoc-france.org>.



Aude

Objecteurs de croissance

Un groupe local des objecteurs de croissance a vu le jour fin avril 2010 dans le département de l'Aude. Il se réunit chaque quatrième jeudi du mois au Café de la Comédie à Carcassonne à 18h30. Gérald Garcia, ppld11.garciagerald@free.fr, Martine Gonsard, martinedargo@gmail.com, Guy Espugna, tél. : 04 68 47 60 47, Dominique Barette barettealvaro@yahoo.fr.

Échange publicitaire

BRÉSIL EN MOUVEMENTS
Films documentaires et débats
15-20 juin 2010
Confluences,
Maison des Arts Urbains,
190, bd. de Charonne
75020 Paris
www.autresbresils.net



D.R.

Quelques idées pour financer nos retraites

Le but dans la vie n'étant pas le travail, tout raisonnement sur la question des retraites (ou d'autres financements comme la Sécurité sociale) ne peut s'appuyer sur une augmentation de ce temps de travail que cela soit pour la durée hebdomadaire ou pour la durée de la vie. Il faut donc assurer les financements des caisses sociales en prenant sur d'autres richesses. Si nous voulons une décroissance de l'empreinte écologique, le mieux est de pénaliser la consommation. Dans ce contexte, la mise en place d'une TVA sociale et progressive est un excellent moyen de financement : plus un objet vient de loin et plus il est taxé ; moins il est vital et plus il est taxé. Actuellement, la TVA distingue seulement l'état de transfor-

mation (la nourriture de base est peu taxée, les parfums sont fortement taxés). On peut donc aisément modifier cette échelle de taxation en prenant en compte les conditions environnementales et sociales de production.

Autre piste, la taxation des échanges monétaires. Comme nous sommes contre la marchandisation du monde et voulons favoriser le lien social, on peut aussi taxer à des niveaux différents les échanges financiers : peu élevés lorsqu'il s'agit d'achats de biens, beaucoup plus élevés lorsqu'il s'agit d'échanges de monnaies (bourse, spéculation, financement des prêts, dividendes des actionnaires, circulation des finances entre Etats, entre banques...).

Autre piste, changer l'orientation de certains postes budgétaires : si nous arrivons à financer des centrales nucléaires, une armée néo-coloniale, des autoroutes, des aéroports... cela signifie que l'argent existe. On peut donc envisager qu'une partie des cotisations sociales soient financées par des apports issus de la redistribution des budgets de l'Etat.

Bref, tout n'est que choix politique.

société



Publicité

Liberté d'expression

La relaxe du 2 avril 2010 de huit Déboulonneurs (voir *Silence* 379 p. 37) a été pleinement justifiée par le juge Olivier Géron. Voici des extraits forts intéressants de ce jugement : « C'est la taille des panneaux visés et leur emprise sur le champ visuel des passants qui étaient contestées ; cette contestation, pour légitime qu'elle puisse être au regard de la préservation de l'environnement, ne saurait se prévaloir d'un état de nécessité. Les dégradations reprochées, loin de constituer des barbouillages, terme pourtant revêtu par les prévenus, sont des slogans exprimant un message intelligible. Il résulte de l'article L 581-1 du Code de l'environnement que "Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité". La publicité constitue un mode d'expression en ce qu'il s'agit d'adresser un message envers un public. Comme tout message, celui-ci peut provoquer une réponse.

Dès lors, c'est dans le cadre de l'application des règles relatives à la liberté d'expression que doivent s'analyser les faits reprochés. L'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dispose que "Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public". L'article 11 précise que "La libre communication des pensées est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté". Ces textes à valeur constitutionnelle sont repris par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ainsi, en apposant, sur un support prévu pour la communication, des idées en réponse ou en complément de ce qui est contenu dans ledit support, les prévenus n'ont pas commis de dégradation mais n'ont fait qu'exercer leur liberté d'expression. Il convient donc de prononcer la relaxe. » (L'intégralité des motifs est disponible (contre envoi d'une enveloppe timbrée à son nom) auprès de *Le Publiphobe*, 67, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, France. Tél. 01 45 79 82 44.

Bidoche

Naufrage au milieu des terres bretonnes

Lecteurs de *Silence*, pas de panique, surtout pas de panique, car le bateau est juste en train de couler, en Bretagne, pas sur les côtes, mais pour une fois, à l'intérieur des terres. Et si l'on ne devait nommer qu'un seul responsable ce serait certainement Edgard Pisani. Lequel fut le ministre de l'Agriculture de Charles de Gaulle au début des années 60 du siècle passé, avant de devenir socialiste, puis grand sage devant l'Éternel.

Je ne me moque pas de lui ; en tout cas, pas seulement de lui. Le Pisani gaulliste était un formidable « moderniste ». Un homme politique qui croyait dur comme fer à la planification, à l'État, à la technique. Comme les autres ? Comme les autres, mais avec une ferveur bien plus grande encore. En 1965, au cours d'une triomphale tournée sur place, il déclare que la Bretagne doit devenir « l'usine à lait et à viande » de la France, textuellement et sans état d'âme. Bien entendu, il ne sait rien des conséquences qu'entraînera son cri de guerre. Faut-il pour autant oublier ? Près d'un demi-siècle plus tard, la situation est tout simplement hors de contrôle. Notre malheureuse Armorique "produit" chaque année environ 14 millions de porcs (2006), 2 100 000 bovins (2006), près de 350 millions de volailles de chair (2005). Ce qui représente plus de la moitié des porcs de France et 40 % des volailles sur moins de 7 % de la surface agricole utile (SAU) de notre pays. Un délire ? Cela se pourrait. Ajoutons qu'un porc pollue autant, sur le plan organique, que 3 humains environ. En clair, il urine et défèque bien plus que l'un d'entre nous. Les Bretons étant environ 3,2 millions, les animaux des élevages concentrationnaires polluent au total plusieurs dizaines de fois plus qu'eux. Le résultat se retrouve sans surprise dans les rivières, puis dans la mer, sous



la forme de marées d'algues vertes que les humains, tels des Shadocks, héros foldingues des années 60, pompent sans aucune cesse, ou plutôt entassent dans des remorques tirées le long des plages par des tracteurs. Depuis peu, on compte aussi les morts, asphyxiés par l'hydrogène sulfuré, un gaz très toxique produit par la décomposition des algues. Quant au lisier du bétail breton – mélange d'excréments et d'eau –, il contient des centaines de milliers de tonnes d'azote. Sur le papier, c'est excellent pour doper la végétation et donc les récoltes, car l'azote est vital dans le cycle des plantes. Mais lorsqu'on y ajoute les engrais azotés utilisés notamment pour le maïs, c'est la catastrophe. Un peu plus

de 200 000 tonnes par an d'azote apportées par les déjections et près de 300 000 tonnes par les engrais. Les sols sur lesquels on déverse ces quantités géantes ne peuvent évidemment pas les assimiler, et l'azote se balade ainsi, avant de se changer, par un processus chimique simple, en nitrates.

Or, l'Union européenne impose une valeur guide à ne pas dépasser, idéalement, qui est de 25 milligrammes par litre. A 50, ce qui arrive désormais fréquemment, l'eau n'est plus légalement potable. En Bretagne, et en une moyenne annuelle qui cache bien des surprises, la concentration de nitrates dans l'eau est passée de presque rien en 1971 à 25 milligrammes en 1981, puis à près de 40 en 1996. Le dernier chiffre connu indique 30,6 milligrammes par litre, avec une tendance légère, mais nette, à la remontée, malgré des programmes publics très coûteux. Sous le nom aguichant de Bretagne Eau Pure, des centaines de millions d'euros ont été investis depuis 1994 en Bretagne.

Question toute bête : ce merdier va-t-il encore durer longtemps ? Réponse un peu plus maligne : oui. Oui, tant que la société n'aura pas trouvé les moyens d'une véritable révolte, qui passerait par des actions aujourd'hui inimaginables, comme le boycott de toutes les productions issues de l'élevage industriel. Ce qui est un rêve peut devenir réalité. Il suffit de se lever tous ensemble.

Fabrice Nicolino

Fabrice Nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)



énergie

Ain

Centrale photoélectrique citoyenne

Philippe Vachette a initié un projet de centrale photoélectrique "citoyen" laquelle a été inaugurée début avril 2010. Installés sur le toit de la société Pic Bois à Brégnier-Cordon (spécialiste de la signalétique en bois), ce sont 1700 m² de panneaux, pour 238 kWc, qui devraient produire annuellement 230 000 kWh (la consommation moyenne de 40 familles). Particularité : les panneaux ont été financés en partie par un appel à l'épargne : 155 personnes ont souscrit à hauteur de 35 % du prix de l'installation, le reste provenant pour 35 % de la Banque de Savoie et pour 30 % de la société financière la Nef. Le suivi technique de l'installation est assuré par Hespul, une association dont l'un des administrateurs, Georges David, a été le

premier en France, en juin 1992, à installer une installation photoélectrique reliée au réseau... dans le cadre de la lutte contre Superphénix, déjà à l'aide d'une souscription. Hespul, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél. : 04 37 47 80 90, www.hespul.org.

Bolivie

Nationalisation des compagnies d'électricité

Estimant que le domaine de l'énergie relève du bien commun et qu'il ne peut faire l'objet de bénéfices, Evo Morales a annoncé le 1^{er} mai 2010 la nationalisation des quatre compagnies d'électricité du pays (dont une appartenait à GDF Suez). Les multinationales ont été dédommagées à hauteur de la valeur du capital investi diminué des arriérés d'impôts. L'ensemble du personnel a été conservé.



D.R.

Etats-Unis

Les investissements s'accroissent

Pays du libre marché, les Etats-Unis voient s'envoler les investissements dans les énergies renouvelables, preuve que cela est devenu rentable. Devenu en 2009, le premier producteur mondial d'électricité éolienne (devant l'Allemagne), les Etats-Unis couvrent déjà 3 % de leur électricité avec l'éolien et visent 20 % en 2030. Selon le ministère de l'énergie, à cette date, le solaire photovoltaïque devrait atteindre 10 % (contre 0,1 % actuellement). Par la suite, le solaire devrait progresser plus rapidement. En 2050, éolien et solaire pourraient atteindre 70 % de la production électrique. Selon les industriels, il n'y a pas besoin d'innovation majeure pour y parvenir. Même si des projets de centrales nucléaires sont envisagés... cela ne devrait pas même réussir à compenser les fermetures de la centaine de vieux réacteurs qui ont aujourd'hui entre 40 et 50 ans.



nucléaire

Déchets vers la Russie

Greenpeace freine les exportations

Fin mars et début avril 2010, Greenpeace a mené de multiples actions pour empêcher le chargement de déchets qui officiellement partent pour retraitement en Russie. Greenpeace s'appuie sur les chiffres officiels pour montrer qu'il s'agit d'une exportation déguisée, laquelle est interdite par la loi. En effet, moins de 10 % des 33 000 tonnes de déchets exportés depuis 2006 sont revenus en France, les autres étant en attente d'un traitement (inexistant) en Russie. Le bateau et les équipes de militants de Greenpeace sont intervenus pour essayer de coincer des chargements dans les ports de Brest, Cherbourg et Le Havre à plusieurs reprises. Areva a alors obtenu du tribunal des référés du Havre, le 6 avril 2010, une décision interdisant aux militants de s'approcher des convois à moins de 300 mètres avec une amende automatique de 75 000 € par infraction constatée. Greenpeace a pris le large... attendant le

navire *Kapitan Kuroptev*, parti du Havre, dans les eaux territoriales de Belgique. A plusieurs reprises les 8 et 9 avril, des militants ont réussi à grimper dans le bateau et à y mettre des banderoles "La Russie n'est pas une poubelle".

EPR en Finlande

Soupçon de corruption

Comment expliquer que malgré une opinion largement antinucléaire, le gouvernement continue à vouloir lancer de nouveaux réacteurs ? Une explication pourrait être la corruption. Depuis deux ans, les informations sortent dans la presse finlandaise sur les financements occultes du Parti du centre et du Parti conservateur, les deux partis au pouvoir. Au moins 45 députés, sept ministres et le premier ministre lui-même sont au centre du scandale. (*Le Monde*, 24 avril 2010)

Istanbul

Mobilisation pour Chernobyl day

Environ 5000 personnes ont manifesté à Istanbul le 25 avril 2010 à l'occasion de l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Elles étaient nombreuses à être venues du nord du pays car, le long de la mer Noire, le nuage de Tchernobyl a laissé une importante radioactivité et à l'époque peu de précautions ont été prises. Aujourd'hui la mort de jeunes personnes atteintes de cancers probablement liés à cette pollution mobilise alors que le gouvernement essaie depuis plusieurs décennies de lancer un programme nucléaire dans le sud du Pays. (source www.agoravox.fr, 1^{er} mai 2010).



Greenpeace

◀ panneau de danger radioactif sur un cargo russe transportant des déchets français, port de Saint-Petersbourg, 1er février 2010



Bretagne

22, v'la les poulets !

La commune de Stang-Yan-Goz (Côtes-d'Armor) doit accueillir en 2010 un projet de concentration avicole, extension d'un poulailler existant fusionné avec trois poulaillers hors-sol. Il accueillera à terme 75 000 poules pondeuses et sera automatisé. L'initiateur du projet possède déjà deux grands poulaillers sur d'autres sites. Outre le caractère concentrationnaire de cette usine, le projet supprime trois emplois, et met en danger d'autres emplois touristiques riverains. En effet, pour permettre l'exportation de la fiente desséchée, un système de ventilation entraînera le rejet dans l'atmosphère de 525 000 m³ par heure de produits volatiles, avec notamment des retombées d'azote, de CO₂ et d'ammoniac, entraînant le surdéveloppement des cyanobactéries (algues bleues) sur les lacs et plans d'eau environnants. Outre la question du captage d'eau, aucune route existante n'est

adaptée au trafic prévu de 640 poids lourds annuels, qu'il faudrait alors construire, aux frais de quelle collectivité ? Un collectif s'est constitué pour lutter contre ce projet : *Bagne, Kergégard, 22110 Glomel, tél. : 02 96 29 17 95, site : <http://bagne.over-blog.com>.*

Non aux chasseurs dans les écoles

Le 4 mars 2010, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, la Fédération nationale des chasseurs a signé avec les ministères de l'écologie et de l'éducation, une "convention de partenariat pour le développement durable" (!) qui prévoit la diffusion d'informations dans les établissements scolaires par les chasseurs. Cela a provoqué l'irritation des associations de protection de la nature qui dénoncent l'incompétence en biologie des chasseurs et qui posent la question de la promotion des armes dans un milieu scolaire déjà trop confronté aux questions de violence. Une pétition contre cette convention a été lancée par l'*Aspas, Association*

pour la protection des animaux sauvages, BP 505, 26401 Crest cedex, tél. : 04 75 25 10 00, www.aspas-nature.org.

Avions

■ **Bataille contre les low-cost.** Dans notre n° 369, nous expliquons que si les billets coûtent si peu chers dans certaines compagnies, c'est parce qu'elles négocient des aides des collectivités locales pour venir se poser sur leur aéroport. L'Union européenne a estimé cette pratique contraire à la libre-concurrence et quelques procès ont déjà eu lieu se terminant par la condamnation de la compagnie aérienne à rembourser les sommes publiques perçues. Une procédure qu'*Air France* estime trop lente. En mars 2010, la compagnie a annoncé qu'elle avait porté plainte contre *Ryanair*, estimant les sommes perçues des différentes collectivités à 155 millions d'euros entre 2000 et 2008. Si *Air France* gagne son procès, non seulement *Ryanair* devrait rembourser ces sommes, mais on peut prévoir que de nombreuses petites lignes seront fermées. Pour le plus grand bien de la planète.

Paolo Mariani



■ **Volcan, cendres et bilan carbone.** Du 15 au 18 avril 2010, 63 000 vols ont été annulés en Europe du fait de la présence de cendres en provenance de l'éruption d'un volcan en Islande. Selon une estimation publiée dans *Le Monde* du 21 avril 2010, cela correspondrait à environ un million de tonnes de CO₂ économisées. Mais en parallèle, les émissions du volcan sont estimées à 750 000 tonnes... le bénéfice n'est pas évident dans la mesure où les vols internes à l'Europe ont été remplacés par des cars et les vols internationaux seulement retardés.



Lyon

Verbalisé pour excès de vitesse

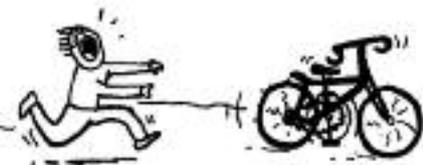
Le propriétaire d'un vélo couché caréné de Lyon a été verbalisé dans le parc de la Tête d'Or pour vitesse excessive, fin avril 2010. Dans ce parc public, la vitesse est limitée à 10 km/h... et le cycliste roulait à plus de 30 km/h. Cette affaire a montré que la réglementation n'est plus à jour avec l'arrivée de véhicules à propulsion humaine (et/ou à assistance élec-

trique) qui peuvent aller parfois très vite. Peut-on accepter sur des pistes cyclables des vélos qui roulent à 30 km/h (vitesse possible avec un tandem), 60 km/h (vitesse possible avec un vélo couché caréné), voire 80 km/h (vitesse possible pour le *Twike*, tricycle deux places caréné couché à assistance électrique) ? Faut-il des panneaux de limitation de vitesse sur les pistes cyclables ?

On pourrait pédaler plus !

Lorsqu'on dit que les Néerlandais ou les Belges se déplacent beau-

vélo



coup plus que nous à vélo, la réponse classique est que chez eux, c'est plat ! Oui mais, les Suisses aussi font plus de vélo que nous : trois fois plus en moyenne, et chez eux ce n'est que de la montagne ! Il doit donc y avoir une autre explication (tout rapprochement avec l'implantation en France de marques automobiles comme Renault ou Peugeot ne serait sans doute pas qu'une coïncidence).

Guidon d'or et Clou rouillé

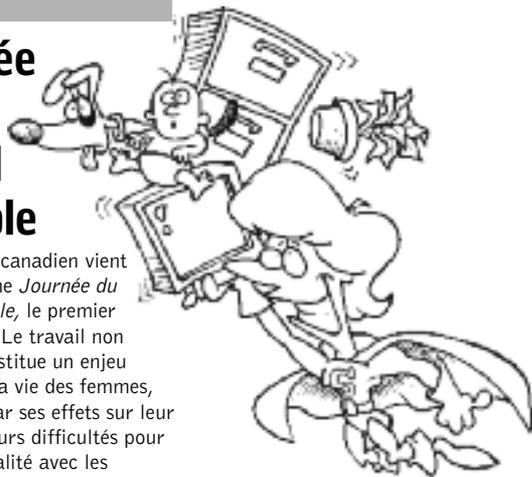
Lors de son assemblée générale du 24 avril 2010, la FUBicy, la Fédération des usagers de la bicyclette, a décerné le *Guidon d'Or 2010* aux villes de Clamart et Sceaux (Hauts-de-Seine). Elles ont généralisé les doubles sens cyclables (DSC) à l'ensemble de leur voirie communale dans des

délais très courts. Désormais, les cyclistes peuvent donc "remonter" les rues à sens unique sur tout leur territoire. La FUBicy salue ainsi la volonté politique de ces deux municipalités, qui avaient déjà aménagé la totalité de leur voirie communale en zone 30. Les DSC sont l'une des clés d'un bon partage de l'espace public et de la modération des vitesses en ville. La FUBicy a également décerné son *Clou Rouillé 2010* au Conseil Général de Seine-et-Marne qui persiste à réaliser ou financer des aménagements de voirie urbaine ne prenant pas en compte les cyclistes, ce qui est en contradiction avec la loi. La Loi sur l'Air de décembre 1996 impose en effet que toute rénovation de voie urbaine comprenne un aménagement cyclable. *FUBicy, Fédération française des usagers de la bicyclette, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, www.fubicy.org.*

Canada

Journée du travail invisible

Le parlement canadien vient de décréter une *Journée du travail invisible*, le premier mardi d'avril. Le travail non rémunéré constitue un enjeu majeur dans la vie des femmes, notamment par ses effets sur leur pauvreté et leurs difficultés pour atteindre l'égalité avec les hommes, ainsi que l'ont reconnu les conférences organisées par l'Onu à Nairobi (1985) et Beijing (1995). Prochaine étape : une journée internationale ? Ce type d'initiative provoque au moins, çà et là, un peu de débat... (Source : Afeas, Association féminine d'éducation et d'action sociale, Canada)



Pour l'effeuillage gratuit et réciproque !

"Il est inacceptable que des femmes, ou des personnes en général, soient



Paris

L'architecture plus que jamais érectile...

Une équipe de *La Barbe* (des femmes qui se présentent avec de fausses barbes) s'est invitée à une table ronde de la Fondation Le Corbusier pour les féliciter de résister avec tant de succès à la féminisation croissante du beau métier d'architecte. Les nominés au concours du Grand Paris sont tous des hommes en 2010 et le revenu net moyen des architectes est de 18 001 € au féminin contre 30 838 € au masculin ! *Les Ami-e-s de la Barbe*, 30, rue du Pressoir, 75020 Paris, www.labarbelabarbe.org.

des produits destinés à la vente", a déclaré fin mars 2010 la députée Verte Kolbrún Halldórsdóttir, qui a obtenu le vote d'une loi interdisant les "bars de danseuses" en Islande, un pays qui avait fini par en compter autant que la ville de Copenhague, pourtant trois fois plus peuplée. (Source : www.sisyphe.org)

Sondage rétro

Dans *Le Parisien* du 16-17 mars 2010, on apprend que 59 % des

personnes sondées (dont 49 % des femmes mais 70 % des hommes !) sont pour une réouverture des maisons closes, que C. Brunel député UMP entend appeler "maisons ouvertes"... Les sympathisant/es des Verts s'illustrent avec 69 % d'approbation. Ce n'est là qu'un sondage, mais qui nous encourage à débattre. Les maisons en question n'ont-elles pas toujours été des hauts lieux de la domination et du business masculins ? Comment cesser de confondre liberté d'aimer et liberté d'exploiter ?

OGM



Suisse

Moratoire prolongé

Le 8 mars 2010, le parlement fédéral suisse a prolongé jusqu'en 2013 le moratoire sur les OGM mis en place depuis 2005. Le conseil fédéral a proposé ce vote estimant "qu'il n'existe pas de besoin urgent en matière d'OGM dans le domaine alimentaire, ni pour l'agriculture, ni pour les consommateurs".

Des fromages sans OGM

80 % de l'alimentation animale en France contient du soja transgénique d'importation. *Greenpeace* a pris contact avec les gestionnaires des AOC (Appellation d'origine contrôlée) et AOP (origine protégée) pour les fromages. Sur 46 fromages, 11 AOC et cinq AOP ont déjà mis dans leur cahier des charges l'in-

terdiction de l'utilisation d'OGM pour les animaux producteurs de lait. C'est notamment le cas des AOC "Bleu du Vercors Sassenage", Pélardon, Comté... Preuve que cela est possible. *Greenpeace* demande aux autres fromages de suivre la même démarche. *Greenpeace France*, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél. : 01 44 64 02 02, www.greenpeace.org.

Gard

Gréviste de la salive relaxé par la justice

Benjamin Deceunick a été relaxé le 5 mars 2010 alors qu'il passait en procès suite à un deuxième refus de prélèvement d'ADN. L'affaire avait débuté en 2005 alors que le jeune Gardois avait été condamné à un mois avec sursis pour destruction de betteraves transgéniques. Depuis la justice ne l'a jamais lâché. Cette fois-ci c'est

le procureur lui-même qui a demandé la relaxe, en se basant sur un arrêt récent de la Cour de cassation, qui dit que le prélèvement génétique des personnes condamnées doit être effectué dans un délai d'un an après l'exécution de leur condamnation. Or cela fait cinq ans que la condamnation avait eu lieu. Alors que la Cour européenne a condamné la Grèce dans une affaire de délit continu, c'est la question de la modification de la loi française de délit continu pour refus de prélèvement ADN qui se pose également... et non pas la seule interrogation du procureur d'Alès, Christian Pasta, qui entendait poser une question (pour lui) essentielle : "que veut cacher M. Deceunick ?". Une conscience peut-être ?

Sète

Les Faucheurs occupent la Sogema

Le 2 avril 2010, une centaine de faucheurs volontaires ont occupé les locaux de Sea Invest/Sogema par surprise. Ils réclamaient des contrôles de traçabilité sur les tourteaux de soja OGM importés par cette société et destinés au bétail. Les Faucheurs, qui récla-

ment l'abandon des importations de soja OGM, ont rencontré la direction et ont lui demandé une sécurisation du stockage dans des locaux hermétiques différenciés OGM/non-OGM. Le collectif souhaite que le conseil régional s'engage pour un port sans OGM, et demande à rencontrer son président, la région étant gestionnaire du port. *Collectif des faucheurs volontaires*, 4, place Lucien-Grégoire, 12100 Millau, tél. : 05 65 59 14 36.

Etat des lieux

Selon le Criigen, après 14 années de commercialisation, les OGM atteignaient 8,9 % des cultures mondiales en 2009, répartis en quatre plantes "seulement" : soja, maïs, coton et colza. Les deux premières totalisent 83 % de l'ensemble. Ces OGM sont pour la totalité des plantes à pesticides modifiées soit pour tolérer un herbicide, c'est-à-dire absorber un désherbant comme le Roundup sans mourir (62,4 %), soit pour fabriquer un ou deux nouveaux insecticides (21,4 %), ou les deux à la fois. Le continent américain regroupe 89 % de toutes les surfaces d'OGM, ou 97 % des OGM alimentaires, hors coton indien et chinois. En Europe, au contraire, on trouve moins de 0,2 % des OGM, surtout cultivés en Espagne.

Si vous désirez présenter **S!ence** lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud*, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.

Paris : 8^e Images mouvements, 26 mai au 1^{er} juin au cinéma 5 Caumartin, 101, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, festival du cinéma d'Attac. Thème de l'année : la démesure, jusqu'à quand ? Cela sera décliné dans le domaine de la finance, de la production alimentaire, de la grande distribution, des ressources naturelles, des mégapoles, des libertés individuelles, de l'informatique, de la recherche médicale, de l'anglais comme langue de domination... Programme : www.local.attac.org/images-mouvementees.

Loire : les Troncs sonnés, 29 et 30 mai à Noirétable, festival autour du thème du bois, de la plantation à son utilisation, artisans et artistes du bois. *Office du tourisme des Montagnes du haut Forez*, tél. : 04 77 24 93 04, www.haut-forez-tourisme.fr.

Paris : désobéissants, 31 mai, 1^{er} et 2 juin, de 19h30 à 22h, trois soirées à prix libre de formation avec les Désobéissants, à La Petite Rockette, 6, rue Saint-Maur, 75011 Paris, (M^o Voltaire). Plus sur www.desobeir.net.

Meuse : chantier à la maison de la résistance au nucléaire de Bure, à partir du 1^{er} juin et jusqu'à fin août, chantier pour construire une salle multi-activités en ossature bois. Encadrement par un professionnel. Nombreux ateliers autour de la construction (maçonnerie, taille de pierres, menuiserie...) mais aussi dans le domaine du maraîchage et des alternatives au nucléaire. *Maison de Bure*, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77, justimerzi@hotmail.fr.

Nice : arrivée de la marche pour la régularisation, 1^{er} juin. Alors que se déroulera à Nice du 24 mai au 1er juin, une réunion internationale de 67 chefs d'États africains pour le cinquantième anniversaire des indépendances des anciennes colonies françaises, le ministère de la régularisation de tous les sans-papiers terminera une marche partie début mai de Paris. Renseignements : www.ministere-de-la-regularisation-de-tous-les-sans-papiers.net.

Aude : première leçon d'apiculture, 1^{er} juin, journée de formation à Saint-Jean-de-Paracol, co-organisée avec *Nature & Progrès Aude*. *Le chant du pissenlit*, La Bouchère, 11140 Galmaignes, tél. : 04 68 20 90 82, www.lechantdupissenlit.org.

Seine-Saint-Denis : carte scolaire, marché et mythe de la concurrence, 1^{er} juin, 19h, à la fondation Gabriel-Péri, à Pantin (M^o Hoche), conférence de Choukri Ben Ayed, sociologue de l'éducation. *Fondation Gabriel-Péri*, 11, rue Etienne-Marcel, 93500 Pantin

Nîmes : débat sur les retraites, 1^{er} juin à 20h, salle Pablo-Neruda, conférence-débat avec Jean-Marie Harribey, co-président d'Attac, <http://local.attac.org/attac30>.

Angers : équitable nord-nord 1^{er} juin à 14h30 au Centre Jean-Vilar, place Jean-Vilar, débat autour d'un café avec Peuples Solidaires sur la question du soutien que l'on peut apporter à des producteurs français en difficulté. *Peuples Solidaires*, tél. : 02 41 66 49 10.

Drôme : coopérer par le jeu, 2 juin, qu'est-ce que la coopération ? comment on la pratique, comment le jeu comme outil ludique. *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Macon : la pompe Afrique, 2 juin à 20h30, au Scoubidou, 46, rue Dufour, projection d'un film de Nicolas Lambert suivi d'un débat. *AIAPEC*, 44, rue Dufour, 71000 Macon, <http://jrd.typepad.fr/aiapac>.

Montpellier : débat sur les retraites, 2 juin à 20h, conférence-débat avec Jean-Marie Harribey, co-président d'Attac. *Attac-Montpellier*, 39, rue François-d'Orbay, 34000 Montpellier, tél. : 04 67 57 43 76, <http://attacm.ouvaton.org>.

Lyon : au boulot, à vélo ! 3 juin, 4^e journée d'incitation à prendre son vélo pour aller travailler. Challenge inter-entreprises : celle qui a le plus de salariés cyclistes gagne le challenge. *Pignon-sur-rue*, *Maison du vélo et des modes doux*, 10, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 23 57, www.pignonsurruce.org.

Rhône : communiquer et faciliter la relation, 3 et 4 juin, comment communiquer pour affirmer nos points de vue tout en tenant compte du message de l'autre, comment favoriser l'empathie, la coopération. *Ilman Rhône-Loire*, 20 rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ilman.fr.

Montauban : débat sur les retraites, 3 juin à 20h30, Maison du peuple, conférence-débat avec Jean-Marie Harribey, co-président d'Attac. *Attac-Montauban*, montauban.attac.org.

Toulouse : gestion des déchets pendant les festivals, 3 juin, de 15h à 17h, à Friture, table-ronde avec Elémén' terre, La Glanerie et les Amis de la Terre pour présenter aux organisateurs d'événements des idées pour la gestion des déchets. *Friture*, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.

Drôme : phyto-épurateur et toilettes sèches, 4 juin, gestion des déchets au quotidien, épuration et digestion des matières solides. *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Tours : le printemps des Cigales, 4 et 5 juin. Une Cigale, c'est un club d'investissement pour une gestion alternative locale de l'épargne. Cela permet à un groupe de personnes d'investir dans des projets d'entreprises au niveau local et d'accompagner le développement de cette initiative. Différentes initiatives lancées avec l'aide de Cigales seront présentées (samedi après-midi), un débat portera sur les finances alternatives (samedi soir), une table-ronde portera sur l'évolution des Cigales et l'interaction avec les collectivités (dimanche après-midi). *Fédération des Cigales*, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél. : 01 49 91 90 91, www.cigales.asso.fr.

Calvados : construire et rénover en mortier de chanvre, 4 et 5 juin à Burcy, avec Xavier Jeanne, artisan maçon. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Seine-Saint-Denis : enduits terre isolants, de finition, décoratifs, 4 et 5 juin à Saint-Denis, avec Mourad Ouferhat, artisan décorateur. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Pays basque : 7^e Bioterra, 4 au 6 juin au parc des expositions du Gipuzkoa à Irun, salon de produits bio, écoconstruction, énergies renouvelables, consommation responsable. *Ficoba*, *avenida de Iparralde*, 43, 20302 Irun (Gipuzkoa, Espagne), www.ficoba.org.

Rennes : les vacances à vélo, 4 juin à partir de 19h au centre social Carrefour 18. Les itinéraires, le matériel, le budget... pour passer de bonnes vacances à vélo ici ou ailleurs. Expositions de

vélos couchés et autres vélos. Forum à 19h, projection à 21h de *Cyclos-paysans*. *La Bonne assiette*, 49, rue Pierre-Cornelle, 35000 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.

Lyon : réseau Possible, 4 juin, à 20h à La Lutttine, 91, rue Montesquieu, Lyon 7^e, repas partagé pour échanger sur les projets d'initiatives alternatives en cours.

Angers : cuisine végétarienne, 4, 11, 18 et 25 juin à 10h30, préparation d'un repas végétarien ou végétalien à base de produits récupérés ; 12h30 : repas à prix libre. *L'Etincelle*, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

Bas-Rhin : enduits de terre crue, 4 juin à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne*, *Lydia Christmann*, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Arles : débat sur les retraites, 4 juin à 18h, Maison de la vie associative, conférence-débat avec Jean-Marie Harribey, co-président d'Attac. *Attac-Arles*, *Maison de la Vie Associative*, *boulevard des Lices*, 13200 Arles, <http://local.attac.org/13/arles>.

Hauts-de-Seine : retraites et exigences citoyennes, 4 juin à 20h30 à la mairie de Clamart, salle Jacky-Vauclair, 1, place Maurice-Gunsbourg. Débat animé par Thomas Coutrot co-président d'Attac. <http://attac92clamart.free.fr>.

Savoie : Solar event, 4 au 6 juin à Savoie Technolac, Bourget-du-Lac, course de véhicules solaires, exposition de matériel, conférences, visite des laboratoires de l'INES... www.solar-event.com.

Essonne : Ecolo'zik, 4 et 5 juin à Saintry-sur-Seine, près d'Evry, festival de musique et village associatif, expositions, artistes de rue... *Les canards sauvages*, 64 bis, rue du régiment Normandie-Niemen, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois, tél. : 06 45 35 95 65, www.ecolozik.fr.

Partout : fête du vélo, 5 et 6 juin, voir le site www.feteduveelo.fr.

Nantes : vélorution, 5 juin. En restant groupés avec nos vélos (ou tandem, roller...), nous créons une zone libérée de l'automobile, montrant ainsi que son règne n'est pas une fatalité. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Rendez-vous chaque premier samedi du mois à 14h, place Royale. www.velorution.org.

Paris : vélorution, 5 juin à 14h, place du Châtelet, www.velorution.org.

Angers : Vélorution, 5 juin à 15h, place du Piloni, www.velorution.org.

Lille : Broc'à vélo, 5 juin, gare Saint-Sauveur. Ventes, achat, troc de vélos et d'équipements cyclistes. *Adav*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 86 17 25, www.droitavevelo.org.

Paris : quarante ans de pratiques féministes en Ile-de-France, 5 juin, auditorium de la Grande galerie de l'évolution, Jardin des plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Quatre tables-rondes. 9h30 : les lieux du féminisme ; 11h15 : informations, média et veille féministes ; 14 h : les modes d'actions féministes ; 15h45 : féminisme et manifestations culturelles. *Institut Emilie-du-Châtelet*, *Muséum national d'histoire naturelle*, 57, rue Cuvier, CP 22, 75005 Paris, tél. : 01 40 79 53 63 ou 01 40 79 39 60, <http://www.mnhn.fr/iec>.

Savoie : fabriquer ses savons au naturel, 5 juin à Saint-Genix-sur-Guiers, avec Jocelyne Chavat, savonnière. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Vaucluse : 11^e rencontres écocitoyennes, 5 et 6 juin, à Mérindol, deux jours pour évaluer vos besoins, deux jours pour faire de meilleurs choix. Thème de l'année : rompre avec la surconsommation et réveiller nos consciences. Pôle auto-construction avec une vingtaine d'associations, espace économie d'énergie et de matière première, énergies renouvelables, 26 conférences (dont Jean-Pierre Oliva, Paul Ariès, Christian Jacquiau...) huit films (dont Bonheur national brut, L'assiette sale, La bio utopie...), manège à pédale, jeux anciens en bois, spectacles. *Ame*, *Action Mérindol environnement*, BP 8, 84360 Mérindol, tél. : 04 90 72 38 96, www.recontres.ecocitoyenne.org.

Isère : faire ses fromages bio, 5 et 6 juin à Herbeys, avec Françoise Reiller, fromagère. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Orne : construire ou rénover sa maison écologique, 5 juin à Briouze, avec Nicolas Knapp, architecte. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Orne : démarrer un rucher familial, 5 et 6 juin à Rabodanges, avec Cécile Maingot, apicultrice. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Hautes-Alpes : construire un four à pain, 5 et 6 juin à Crots, avec Gilbert Ricoeur et Vincent Queller, artisans maçons. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Seine-Saint-Denis : tapisserie d'ameublement, 5 au 11 juin à Saint-Ouen, avec Jean-Simon Rougier, tapisserie. *Savoir faire et découverte*, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.

Toulouse : méthanisation. 5-6 et 12-13 juin. Une culture de bactéries sans oxygène permet de produire du biogaz. Ce biométhane est utilisé pour faire la cuisine, de la chaleur, de l'électricité et de carburant pour les véhicules. Les avantages de la méthanisation : valorisation des déchets ; énergie et engrais ; production régulière et stockable ; énergie propre et standard : c'est du méthane. Un chantier participatif, ouvert à tou-s-tes, est organisé près de Toulouse. *Renseignements sur www.artideo.net rubrique Biogaz ou en appelant le 06 06 93 43 59.*

Lyon : café-débat "Villes en transition", 5 juin, 10h30 à la Maison rhodanienne de l'environnement. Autour d'un petit déjeuner convivial, rencontre sur le thème "Villes et quartiers en transition" à partir du dernier numéro de *S!ence* avec Marie-Pierre Najman, de *S!ence*. *Maison rhodanienne de l'environnement*, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, www.maison-environnement.fr.

Haute-Savoie : 6^e Fête des Arbres, 5-6 juin, à Allinges. Samedi 5 à 20h30 : contes et projection d'Arbres, un voyage immobile. Dimanche 6 à 14h : clowns, danse, chanson, contes, land-art, peinture pour petits et grands. *Auprès de mon arbre*, 711, chemin de la Tatte, hameau de Prailles, 74140 Sciez, www.admarbre.net.

Maine-et-Loire : foire bio de Murs-Érigné, 5 et 6 juin au Centre culturel Jean-Carmet, 37, route de Nantes, 100 expositions, conférences, concerts, etc. *Caba-Biocoop*, 122, rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél. : 02 41 60 01 61, www.fetebiomurs.org.

Limousin : portes ouvertes dans les fermes bio, 5 et 6 juin, nombreuses visites possibles, dégustations de produits, visites des activités. *Gab-Lim*, tél. : 05 55 31 86 80, www.gablim.com.

Bas-Rhin : mobilier de récupération, 5 juin à 9h30 à Wimmenau, stage pratique. *Ecotidienne*, *Lydia Christmann*, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidien.



agenda

 santé

 dans la rue

 femmes

 politique, société

 habitat

 paix

 fêtes, foires, salons

 nord / sud

 énergie

 **Lille : cuisine sauvage**, 5 juin à 15h, au jardin écologique, rue du Guet : les plantes sauvages alimentaires, les fleurs qui se mangent... les recettes. *PPJEG, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 40 21 80.*

 **Auxerre : désobéissants**, 5 et 6 juin, stage de formation théorique et pratique avec *les Désobéissants*, www.desobeir.net.

 **Finistère : rencontre inter-Sel de Bretagne**, 5 et 6 juin, à Châteaulin. *SEL Fleur du blé noir, Espace associatif, 53, impasse de l'Odé, 29000 Quimper, tél. : 02 98 59 30 39.*

 **Toulouse : feria verte**, 5 et 6 juin, sur la promenade du D'Albert-Salut, entre le Pont des Demoiselles et le boulevard Monplaisir, sur les bords du canal du midi, stands d'associations, interventions d'artistes, pique-nique bio... www.feria-verte.fr.

 **Paris : gala de l'Union pacifiste**, 6 juin au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, à Ivry (M^o Porte d'Ivry), gala annuel avec de nombreux artistes pacifistes. *UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

 **Poitiers : inter-sel de la Vienne**, 6 juin à partir de 11h, au Logis de la Cour, à Jazeneuil, bourse d'échanges, repas partagé, etc. *SEL Poitiers "Le Chablis", 29, rue du Planty, 86180 Buxerolles, tél. : 09 51 10 39 31, www.seldepoitiers.net.*

 **Beauvais : débat sur les retraites**, 7 juin, 19h, salle du Pré-Martinet, conférence-débat avec Jean-Marie Harribey, co-président d'Attac. *Attac-Oise, http://attacoise.canalblog.com.*

 **Essonne : faut-il être végétarien ?** 8 juin à 20h, Pépinière d'entreprises, 31, avenue de Gaulle, à Viry-Châtillon. Le rôle de la viande dans le changement climatique, si on veut diminuer la viande par quoi la remplacer ? *SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.*

 **Essonne : le bio est-il réservé aux riches ?** 10 juin de 12h à 14h, MJC Maryse-Bastie, 12, place René-Coty, à Viry-Châtillon. Repas possible sur réservation. *SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.*

 **Yonne : construire en chanvre**, 10 et 11 juin, congrès à Sens des acteurs de la filière, *CenC (Construire en chanvre), 15, rue du Louvre, bât. 3, escalier A, 1^{er} étage, Boite 84, 75001 Paris, www.construction-chanvre.asso.fr.*

 **Drôme : Afrique du Sud, de l'apartheid à nos jours**, du 11 juin au 19 septembre, exposition conçue par le festival Images Singulières de Sète. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

 **Saône-et-Loire : agro-écologie**, 11-13 juin, séminaire animé par Stéphane Fayon à Ligny-en-Brionnais, *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.*

 **Loire-Atlantique : production de semences**, 11-13 juin, séminaire animé par Raoul Jacquin à Pannecé. *Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.*

 **Maine-et-Loire : Rural !** Les 11, 12 et 13 juin au lycée agricole de Montreuil-Bellay. Forum social local et environnemental. Faire vivre pendant 3 jours un espace d'échange d'idées, de pratiques, de savoirs, d'émotions sur le thème de la "ruralité". Et si l'espace rural était un espace de liberté et d'espoir, porteur d'un idéal de vie possible ?

Thèmes : L'alimentation et l'agriculture, l'habitat et l'éco-construction, les énergies renouvelables, l'aménagement du territoire et l'accès aux services, les services publics, l'emploi et les activités économiques, la biodiversité et la diversité culturelle... Ateliers, conférences, démonstrations, débats, projections, ballades, spectacles... *Lycée agricole Edgard-Pisani, route de Méron, 49260 Montreuil-Bellay, tél. : 06 79 60 14 01, http://fsl-ruralite.blogspot.com.*

 **Bas-Rhin : peintures naturelles**, 11 juin à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

 **Bouches-du-Rhône : FestiSol**, 11 au 13 juin à Saint-Cannat, estivales de la biodiversité, *APEAS, Pascal Hennequin, 49, rue de Village, 13006 Marseille, tél. : 06 83 62 32 16 ou 04 91 99 02 40, www.festisol.org.*

 **Drôme : journée jardinage**, 12 juin, initiation à l'agro-écologie, découverte des plantations. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

 **Manche : 13^e fête de la bio**, 12 et 13 juin à Breville-sur-Mer. *GAB50, maison de l'agriculture, avenue de Paris, 5009 Saint-Lô cedex, tél. : 02 33 06 45 76, www.bio-normandie.org.*

 **Paris : forum national des femmes**, 12 et 13 juin, dans le cadre de la marche mondiale des femmes, manifestation, banquet féministe et fête le 12, ateliers et forum le 13. *Coordination française de la Marche mondiale des femmes, 25/27, rue des Envergers, 75020 Paris, tél. : 01 44 62 12 04, 06 80 63 95 25, www.mmf-france.fr.*

 **Saône-et-Loire : la nature de l'eau**, 12 et 13 juin, au domaine agricole de Saint-Laurent, près de Cluny, formation animée par Michaël Monziès (fontainier-paysagiste). *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

 **Toulouse : forum des langues du monde**, 12 et 13 juin, place du Capitole, samedi : spectacles, danses, musique. Dimanche : stands associatifs. *Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 9, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 12 11 16, www.arnaud-bernard.net.*

 **Ille-et-Vilaine : je réalise des enduits de terre**, 12 et 13 juin, jardin de saules, à Bazouges-sous-Hédé. *Les amis du petit patrimoine, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, http://lesamisdupetitpat.free.fr.*

 **Seine-Maritime : construction d'un abri en charpente traditionnelle**, 12 juin à Saint-Denis, avec Rémi Beauvisage, gérant d'une entreprise de bâti. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Hautes-Alpes : oser la vanne**, 12 et 13 juin à Ourres, avec Hugues-Mircea Paillet et Florian Mannaioni, vanniers. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Val-de-Marne : produire du miel en ville**, 12 et 13 juin à Fontenay-sous-Bois, avec Cédric Chenevière, apiculteur. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Hérault : créer son rucher en biodynamie**, 12 et 13 juin à Olargues, avec Denis Courmol, apiculteur. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Paris, pas de pub à la télé**, 12 juin, 11-12h, Centre Pompidou. Heure de Silence organisée par le MAN-Ille-de-France pour la campagne "Télévision : pas de publicité à destination des enfants", au Centre Pompidou, rue Aubry-le-

Boucher, Paris 4^e, M^o Rambuteau/Les Halles. *MAN, 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.*

 **Toulouse : Capitada au capitole**, 12 juin, place du Capitole, une cinquantaine de canapés prêtés par Emmaüs sont installés sur la place pour en faire un lieu convivial où l'on propose ateliers, débats, musique ou même rien du tout. *Carrefour Culturel Arnaud-Bernard, Maison des associations, 3, rue Escoussières Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 12 11 16.*

 **Loire : 6^e fête de l'oiseau et de la nature**, 12 et 13 juin, le samedi à Rive-de-Gier, le dimanche à Sainte-Croix-en-Jarez, manifestation écotouristique sur le thème "comprendre pour agir". *LPO, Maison de la nature, 4, rue de la Richelandière, 42100 Saint-Etienne, tél. : 04 77 41 46 90, www.loire.lpo.fr.*

 **Haute-Vienne : 8^e Coccinelle et Cie**, 13 juin, au bord du lac d'Uzurat, à Limoges, foire bio-écologique. *Gab-Lim, 4, rue Thomas-Edison, 87220 Feytat, tél. : 05 55 31 86 80.*

 **Drôme : cuisine et compost**, 14 juin, cuisiner de la cueillette au jardin à la gestion du compost. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

 **Drôme : énergies renouvelables**, 15 juin, présentation et enjeux, choix, réussites, difficultés. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

 **Paris : paradis fiscaux**, 15 juin à 20h, foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre, Paris 15^e (M^o La Motte-Picquet-Grenelle), conférence-débat animée par Alain Deneault, d'Attac-Québec. *www.local.attac.org/paris15.*

 **Macon : ils ont fait taire un homme**, 16 juin à 20h30, au Scoubidou, 46, rue Dufour, projection d'un film de Nicolas Joxe et Yves Junqua, sur les actions paramilitaires en Colombie, suivi d'un débat. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, http://iprd.typepad.fr/aiapac.*

 **Lyon : exposition de Silence**, 17 et 18 juin. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

 **Ariège et Aude : enduits de terre crue**, 17 au 22 juin à Festes de Saint-André, de 9h à 17h, formation professionnelle. *Association Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

 **Reims : Viva Zapatero**, 17 juin, à 19h30, maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, projection d'un film sur la démocratie en Italie, entrée libre. *Attac-Reims, tél. : 06 86 58 84 30.*

 **Bas-Rhin : construire en bottes de paille**, 18 juin à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

 **Lyon, la non-violence radicale, des réfractaires à la guerre d'Algérie à aujourd'hui**, 18 juin à 19h30, Cedrats. Dans le cadre des rencontres "Ce que je voudrais partager", le Cedrats vous invite à une projection-débat avec André Bernard et Pierre Sommermeyer, animateurs du site anarchismenonviolence2.org et anciens réfractaires à la guerre d'Algérie. A partir du film Comme un seul homme, débat sur les perspectives actuelles de la non-violence radicale. *Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67.*

 **Seine-Saint-Denis : maîtriser un chantier en éco-construction**, 19 et 20 juin à Olmet-et-Villecun, avec Pascal Poot, agriculteur. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Calvados : savoir reconnaître les plantes en cuisine ou en tisane**, 19 juin à Saint-Jean-le-Blanc, avec Véronique Lambin, productrice de plantes. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Seine-Saint-Denis : tisanes, baumes, macéras... des plantes dans notre quotidien**, 19 juin à Neuilly-Plaisance, avec Virginie Bitaille. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Hérault : cultiver légumes et fruitiers bio sans apport d'eau**, 19 et 20 juin à Olmet-et-Villecun, avec Pascal Poot, agriculteur. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Puy-de-Dôme : plantes sauvages et pommades**, 19 et 20 juin à Chambon-sur-Lac, avec Brigitte Beernaert, productrice de plantes. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Lyon : AG de Silence**, 19 juin à 10h dans nos locaux, voir programme en rubrique "Quoi de neuf ?" pages 2-3.

 **Lyon : AG du Réseau Sortir du nucléaire**, 19 et 20 juin au Centre international de séjour, Lyon 8^e. Au programme : choix stratégiques jusqu'en 2012, modifications de fonctionnement de la structure... *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 78 28 29 22, www.sortirdu nucléaire.org.*

 **Bas-Rhin : meubles en carton**, 19 juin à 8h30 à La Wantzenau, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

 **Paris : la contrExposition**, 19 juin à 14h, à la Petite Rockette (M^o Voltaire). Œuvres provenant d'ateliers avec Espoir Goutte d'Or, le Refuge de la Mie de pain et le Bus des femmes. Débats l'après-midi, concert le soir. *La Petite Rockette, 6, rue Saint-Maur, 75011 Paris.*

 **Charente-Maritime : 36^e Prairial**, 19 et 20 juin au Parc Jean-Macé, à Aytré, foire écologique, 150 exposants, animations, conférences, entrée gratuite. *Ville d'Aytré, BP 102, 17442 Aytré cedex, tél. : 05 46 30 19 19.*

 **Isère : pain au levain naturel au feu de bois**, 20 juin à Uriage, avec Alain Pommart, paysan-artisan-boulangier. *Savoir faire et découverte, tél. : 03 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Tourcoing : visite du futur éco-quartier de l'Union**, 20 juin à 11h30 devant la Tour Mercure, boulevard Gambetta, office de tourisme, tél. : 03 20 65 31 90.

 **Nord : 7^e festival du sable et des érabes**, 20 juin au Centre permanent d'initiation à l'environnement Flandre-Maritime, 200 exposants, contes, ateliers, expositions, musique... *CPIE Flandre-Maritime, "Adeel", rue Jean Delvallez, 59123 Zuydcoote, tél. : 03 28 26 86 76.*

 **Morbihan : construire des murs en paille**, 21 au 25 juin à Languidic, avec Olivier Le Gal, artisan maçon. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirdaire.fr.*

 **Angers : café décroissant**, 21 juin à 19h au Bar "Oh puces", 60, rue Guittenot, débat autour du thème "moins de biens, plus de liens".

 **Drôme : journée jardinage**, 22 juin, initiation à l'agro-écologie, découverte des plantations. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Paris : contre les marchands d'armes, 22 juin à 18h, au Carrousel du Louvre, regroupement de protestation pour dénoncer le banquet organisé par le salon de l'armement Eurosatory. *UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

Drôme : ekta Parishad, 23 juin, conférence de Rajagopal qui présente les marches des pauvres en Inde. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*

Strasbourg : construire un lombricompost, 23 juin à 17h, café L'Artichaut, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

La Rochelle : l'ancrage territorial comme support pour l'éducation à l'environnement, 24 et 25 juin. Colloque organisé par l'UIUFM Poitou-Charentes et l'IFREE, Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement. *IFREE, Elodie Le Thiec, Carrefour de la Canauderie, Forêt de Chizé, 79360 Villiers-en-Bois, tél. : 05 49 09 64 92, http://ifree.asso.fr.*

Jura : Permaculture, planification, blé sans labour, l'apiculture naturelle et nids d'oiseaux, stage du 25 au 27 juin. *L'Inflorescence, Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél. : 03 84 44 23 53, www.lesjardinsducoeur.webnode.com.*

Bas-Rhin : initiation au jardinage bio, 25 juin à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Drôme : utilisation d'un compteur Geiger, 26 juin, 9h à 13h, comprendre les différents types de rayonnements, faire des comptages, interpréter les résultats, évaluer les risques... *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*

Paris : marché des fiertés LGBT, 26 juin de la gare Montparnasse à la place de la Bastille, défilé annuel lesbien, gay, bi, et transsexuel. *Interassociative lesbienne, gale, bi et trans - c/o Maison des associations du 3e, Boîte 8, 5, rue Perrée - 75003 Paris, fax et boîte vocale : 01 72 70 39 22, http://marche.inter-lgbt.org.*

Ille-et-Vilaine : je réalise une couverture en bardeaux de bois, 26 et 27 juin, jardin de saules, à Bazouges-sous-Hédé, *Les amis du petit patrimoine, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, http://lesamisdupetitpat.free.fr.*

Savoie : transformer les plantes en sirops, tisanes et bonbons, 26 juin à Landry, avec Cécile Caullireau. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Orne : transformer vos pommes et fruits du bocage en gelée, pâtes de fruits, jus... 26 juin à Taillebois, avec Laurence Féron. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Seine-Saint-Denis : le tadelakt pour décorer votre intérieur, 26 et 27 juin à Neuilly-Plaisance, avec Arnaud Tessier, décorateur d'intérieur. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Seine-Saint-Denis : teintures végétales à l'africaine, 26 et 27 juin à Montreuil, avec Moussa Daniogo, artiste. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Lille : 6^e festival Cultures équitables, 26 juin, festival de musiques du monde, village associatif, marché du commerce équitable. *Rif Association, 79, rue Gantois, BP 80272, 59019 Lille Cedex, tél. : 03 28 52 33 96.*

Lille : désobéissants, 26 et 27 juin, stage de formation théorique et pratique avec les Désobéissants, *www.desobeir.net.*

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, 26 juin à 14h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Orne : techniques naturelles pour comprendre et éduquer son cheval, 27 juin à Craménil, avec Sophie Szirmay. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Hautes-Pyrénées : randonner et se débrouiller avec ce que la nature nous offre, 27 juin au 3 juillet, départ de Sost, avec Stéphane Poix, accompagnateur de haute-montagne. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Drôme : aromathérapie et huiles essentielles, 28 au 30 juin à La Roche-sur-Grâne, avec Jean Coudour. *Savoir faire et découverte, tél. : 02 33 66 74 67, www.lesavoirfaire.fr.*

Ariège : construire en paille, 29 et 30 juin à Mirepoix, de 9h à 17h, formation professionnelle. *Association Ecorce, Petite Fournet et Barbéou, 09500 Mirepoix, tél. : 05 61 69 55 38, www.ecorce.org.*

Macon : Toussaint Louverture, Haïti et la France, 30 juin à 20h30, au Scoubidou, 46, rue Dufour, projection d'un film de Laurent Luthaud, suivi d'un débat. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, http://iprd.typepad.fr/aiapec.*

Juillet

Loire-Atlantique : Relocalisons ! 2 au 4 juillet, à Notre-Dame-des-Landes, première rencontre nationale de la relocalisation organisée par les groupes décroissance et écologie radicale.

Europe : cyclo-trans-Europe, 3 au 31 juillet, randonnée cycliste militante de Liège à Berlin en passant par des véloroutes, pour cyclistes assez entraînés (60 à 100 km par jour à vitesse modérée). Retour par autocars et camion pour les vélos. *Dynamobile asbl, chaussée de Louvain, 617, 1030 Bruxelles, tél. : 010 65 66 90, www.dynamobile.net.*

Drôme : radioactivité et radio-protection, 3 juillet, 9h à 18h, notions de base sur la radioactivité, détection des rayonnements, manipulation des appareils de mesure, effets sanitaires, mode d'exposition et risques, normes en vigueur... *Crii-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél. : 04 75 41 82 50, www.criirad.org.*

Seuls ces numéros sont disponibles.

Ils sont à commander à

Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 09.

Numéros régionaux

- 325 Nord-Pas-de-Calais
- 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- 337 Paris
- 348 Centre
- 353 Haute-Garonne et Gers
- 359 Seine-Saint-Denis
- 364 Savoies
- 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- 375 Gard et Lozère



Cochez le(s) numéro(s) désiré(s).
Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement :

VOS COORDONNÉES

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Ne faites qu'un seul chèque si vous vous abonnez également... voir en page 47. Chèque à l'ordre de Silence.



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au-delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Vivre ensemble

■ **Rennes.** Projet d'habitat groupé quartier Moulin du Comte (proche stade rennais) : un groupe de cinq foyers recherche une famille supplémentaire pour un logement supérieur à 100m². Petit collectif écologique passif avec espaces communs, sur un terrain de 1000m². Plus d'information et contact : <http://les-amis-de-max.blogspot.com>.

■ **Uruguay.** Dans une belle ferme en création, sur 49 ha en bordure de rivière, à proximité de Colonia de Sacramento, nous offrons hébergement et nourriture en échange d'une participation dans les activités quotidiennes. Vous y trouverez la possibilité de développer vos initiatives. Intégration à terme dans projet collaboratif et alternatif envisageable. *Mario Suarez Miranda, masuanda@yahoo.es.*

Agir ensemble

■ Informaticien 62 ans, je cherche une structure paysanne dans laquelle je pourrais m'impliquer financièrement et par mon travail : dans l'agriculture (maraîchère ou autre), l'arboriculture fruitière, l'apiculture, l'élevage de petits animaux (poules, moutons, brebis, chèvres etc.), ou même la pisciculture ou la construction de maison écologique. Je ne connais pas grand-chose à l'agriculture biologique ni aux techniques de transformations, mais je suis très désireux d'apprendre. Ma proposition peut-elle vous intéresser ? *Michel Pakschwer, m.pakschwer@hotmail.com.*

■ **Sud pays de Rennes,** jeune couple cherche terrain ou bâtisse à rénover autour de Guichen, pour y réaliser notre projet de logement bioclimatique et sain. Nous serions d'autant plus heureux de faire ce projet avec d'autres pour un habitat groupé mais non communautaire, avec un projet de vie tourné vers l'écologie et la simplicité. Pour partager autoconstruction, bons moments, confitures, musique, verger... Nous souhaiterions aussi rencontrer des lecteurs de *Silence*. *Virginie et Nicolas, tél. : 02 23 61 06 69, vbalee@yahoo.fr.*

■ **Sud-Isère,** écolieu en construction propose chantier participatif du 19 juillet au 08 août 2010 pour la mise hors d'eau de la première maison. Au programme, ossature bois et isolation paille sur une ruine existante, charpente et couverture, complément d'isolation chaux-copeaux banché et plus si le temps le permet... Mais aussi partage de connaissances, joie et bonne humeur. Encadrement professionnel, nourriture bio, hébergement sous tente. Contact, informations et inscriptions sur <http://tilia.canalblog.com>, tiliaetcompagnie@yahoo.fr.

■ **Vendée,** Un chantier participatif prend vie autour de l'auto-construction d'une maison sur pilotis à ossature bois, isolation paille (plancher, mur, toit) une partie des poutres serait autoconstruite... Une partie des enduits sera en terre et la paille sera récoltée aux environs du 15 juillet. Ça se passe à Pouzauges (85700). Le lieu est extra : une ancienne carrière d'extraction de pierre bleue ; l'endroit est boisé avec un versant minéral au nord et bien dégagé au sud. Superficie 8000m². Il y a un point d'eau. Je peux héberger 2 à 4 personnes dans un appartement + places pour tente caravane ou camping car. Des douches et toilettes sèches sont prévues. J'accueillerai toutes personnes désirant

s'informer, se former, participer... Soyez tous et toutes les bienvenus ! N'hésitez pas à me contacter au plus vite pour que je puisse m'organiser. Pour me joindre : 02 51 65 50 68 ou 06 85 26 72 86, *Christian.*

entraide

■ Qui accueillerait gratuitement, pour trois à sept jours, en juillet-août, une professeure vietnamienne de français, venue parfaire sa connaissance de la langue et de notre vie quotidienne ? *Jean-Pierre, 03 85 79 92 17, lepoub71@yahoo.fr.*

Rencontre

■ Mec 40 ans trouvera un jour son loulou... Qu'il soit cool, viril, politique et écolo, avec plein d'idées de figues, de basilic, de soleil et un bon esprit. Pour partager des moments doux. Pour un chemin confiant quelque temps ou beaucoup plus ! Pour lire ensemble *Silence* et faire germer des graines, email-moi vite : source@mailspot.org.

■ Comme vous sans doute, j'aime la vie, les relations sincères, les plaisirs de la nature. J'aspire à la simplicité, avec un œil curieux. Très attaché à mon bout de Franche-Comté, que j'entretiens, ma foi, honnêtement, je vous attends pour partager tendresse et projets sur le chemin (encore long) de la vie. *Tél. : 06 21 86 49 63.*

Emploi

■ En vue de la création d'un fournil certifié bio, cherche boulanger pour janvier 2011, avec possibilité de devenir associé. Il est souhaitable d'avoir une pratique en fabrication manuelle de pain au levain et cuisson au four à bois. Une expérience en situation d'autonomie est nécessaire. Un diplôme CAP boulangerie ou équivalent est privilégié. Le poste proposé est un emploi temps plein en CDI. Lieu : Epône (78). Candidatures par courriel à : *Daniel Boittard, boittard.daniel@yahoo.fr, tél. : 01 34 75 25 83 ou 06 82 92 22 97.*

■ Je cherche job pour l'été avec des végétariens. Je reste ouverte à vos propositions. *Hélène, tél. : 06 83 03 29 90.*

Immobilier demande

■ Nous rentrons d'un an et demi passé en Nouvelle-Calédonie et nous voulons nous installer en Ariège. Moi, infirmière et mon compagnon berger et nos trois enfants. Nous cherchons une maison en milieu vraiment rural pour pouvoir nous installer sur du long terme. erci d'avance. magalileduc@rocketmail.com.

■ Groupement de cinq jeunes (21 à 26 ans), cherche à acheter terrain de quelques hectares pour retour à la terre : potager, petit élevage, projet de simplicité volontaire et d'autosuffisance alimentaire. Motivation inébranlable. *Alban, tél. : 09 52 36 13 01, alban4137@hotmail.com.*

■ **Limousin.** Couple proche de la nature cherche maison rurale en bon état, avec terrain 1 à 2 ha, projet installation bio et autonomie. Maxi 100 000 €. Etudions toute proposition. Zam7523@yahoo.fr, *tél. : 06 07 45 19 24 et 06 74 58 02 83.*

Immobilier offre

■ **Gironde,** dans centre naturiste Montalivet, ouvert à l'année, bord de mer, vends bungalow meublé, séjour, coin cuisine, deux chambres, douche exté-

rieure et intérieure, terrasse couverte, chauffage gaz, électricité solaire, sur terrain 250 m², 29 000 €. Prévoir location parcelle et taxes à l'année. *Tél. : 06 22 50 55 72.*

■ **Limousin.** Dans l'ouest de la Haute-Vienne, à Saint-Mathieu, offre logement indépendant avec jardin clos contre gardiennage et entretien propriété. *Marie-Françoise, tél. : 02 47 49 99 09.*

■ **Haute-Savoie.** A vendre ferme mitoyenne de montagne à 2km de Samoëns, un cuisine authentique avec fourneau à bois et cheminée, 5 chambres, écurie, cave, garage indépendant. Alimentation par eau de source, proximité torrent, pleine nature. 150 000 € à débattre. *Marc et Janine Rebreyend, tél. : 04 78 08 24 20.*

■ **Haute-Marne.** Dans village 110 habitants, 23 km Neufchâteau (Vosges), à vendre ancienne ferme, cour fermée, 1 ha de terrain (potager, verger) : 8 chambres, 2 séjours, 2 cuisines, 3 salles d'eau, 3 wc, grenier, dépendances nombreuses. Ancien lieu de vie. 150 000 €. *Tél. : 03 25 03 88 39 ou 06 13 53 46 96.*

■ **Loire-Atlantique.** Maison bois esprit cabane 80 m² bord canal, grand jardin. Pour vie nature et autonomie. 94 000 €. *Tél. : 02 40 51 70 16.*

Vacances

■ **Aveyron.** Vous voulez poser votre tente pour un séjour dans un lieu écologique, eau de source, toilette sèche... gratuit en échange d'aide à éduquer deux bovins pour projet en 2011 de traversée des Pyrénées par les cimes. Recherche mode de fabrication de bât. *Martinez Alexandre, 12270 Najac,*

tél. : 05 65 29 87 36.

■ **Cantal.** Loue gîte 4 p. (fermette dix-huitième siècle avec grand verger) dans hameau paisible en pleine nature. Promenades, possibilité VTT et baignade dans lacs aménagés. Terrasse ombragée, chauffage poêle de masse au bois. Initiation gratuite apiculture et potager bio. 320 à 390 €/semaine. *Tél. : 06 33 57 22 88 ou www.versteven.be/zomerhuis-bob-liekens.*

■ **Drôme.** Au pied des falaises sud du Vercors, où l'on peut observer bouquetins et vautours fauves, hébergement en yourte de Mongolie, associée avec studio cuisine et salle de bains. Proche du village de Chamalod, nombreuses randonnées possibles. geircors-aventure@orange.fr, *tél. : 04 75 21 27 89, www.souslayourte.com.*

■ **Pyrénées-Orientales.** Loue pour couple et deux enfants, maison de village située 15 km au sud de Perpignan, à Ortaffa, gare d'Elne à 4km. Proximité de la mer et de la montagne (environ 6 km). Possibilités de faire du vélo ou/et de marcher le long du petit fleuve côtier traversant le village. Toilettes sèches. Coût par semaine : 300 €. *Tél. : 04 68 37 92 90, bonaventure@gmail.com.*

■ **Jura.** Loue maison 4 personnes dans petit village, avec grand verger clôturé. Maison rénovée dans un esprit écologique (chanvre et bois) de 2 étages de 60 m² chacun, située dans une ruelle hors rue principale. Proximité lac de Vouglans, baignade, promenades, VTT. Libre 15 juin à fin août. 400 € par semaine. *Tél. : 03 84 48 49 94 ou sylvie.buchin@wanadoo.fr.*

■ **Savoie, Beaufortin,** location de vacances, 4 personnes, 300 €/par semaine, www.lamaisonsevessand.com, *tél. : 04 79 38 08 53.*

Échange publicitaire

5 & 6 juin 2010

rencontres ECO citoyennes

POUR UNE TERRE OÙ IL FERA BON VIVRE

www.rencontres-ecocitoyennes.org



Yohan Musseau, cueilleur-producteur-distillateur

Installé dans le village de Cudos en Gironde, Yohan Musseau cueille et distille des plantes aromatiques et médicinales. Il est en bonne voie pour vivre de la vente directe de ses produits.

C'EST SANS DOUTE LE SEUL PRODUCTEUR À DISTILLER SES PLANTES DANS UN ALAMBIC QUI a connu la Révolution Française. A 28 ans, Yohan Musseau se définit comme un « cueilleur-producteur-distillateur ». Son activité se concentre autour de la production d'huiles essentielles, eaux florales et tisanes.

On pourrait imaginer, en l'écoutant raconter son parcours de vie, qu'il était déjà tout tracé. Ce n'est pas du tout le cas : "A l'issue de mes deux ans de BTS Gestion et Protection de la Nature, je ne savais pas du tout quoi faire. En fait, cette formation m'a ouvert les yeux : j'ai réalisé que la nature vivait pour nous et pas le contraire. Mais j'étais passionné par tous les domaines, au milieu de jeunes qui savaient déjà quel métier exercer". Un attrait pour le maraîchage biologique l'amène à faire plusieurs stages, parmi lesquels du wwoofing¹ dans les Cévennes. "J'y ai rencontré un personnage qui venait à la ferme emprunter un outil pour cueillir du thym. A l'époque, la seule chose que je savais à propos de cette plante, c'est qu'on en trouvait dans les flacons d'une grande marque !". Yohan va accompagner ce producteur de plantes médicinales, puis pendant six ans, enchaîner les expériences avec d'autres producteurs du syndicat des SIMPLES². Le métier lui plaît : en 2005, avec Jean-Luc Haramboure, un ami, ils font toutes les démarches pour créer ensemble leur activité. Le projet est présenté à la Chambre d'Agriculture, la Confédération Paysanne, la SAFER. Un bémol : "Jean-Luc devait faire une année de formation pour pouvoir s'installer. Pendant ce temps, j'ai commencé à m'impatisser. J'ai décidé de tenter un

premier marché en Gironde. Là, j'ai eu le déclic. Même si mon stand était un peu ridicule, avec seulement deux-trois produits mal emballés, je me suis senti dans mon élément !".

Atchoum !

Aujourd'hui, installé dans sa région natale à Cudos, près de Bazas en Gironde, Yohan propose une gamme de produits dont il est fier pour l'avoir élaborée avec soin. La plupart sont fabriqués à base de plantes aromatiques et médicinales en cueillette sauvage (thym, romarin, pin sylvestre, lavande, laurier) et en culture (mélisse, menthe, verveine, camomille romaine, sauge). Il donne la priorité aux huiles essentielles et eaux florales, valeurs sûres. Tisanes, herbes de Provence, sirops et confitures viennent compléter la liste. "J'aime les tisanes, je suis équipé pour en faire et les gens aiment en consommer, mais je souhaite surtout développer la production d'huiles essentielles et eaux florales. De plus, la plupart des petits producteurs ne faisant que des tisanes n'en vivent pas facilement. Certaines tisanes portent des noms originaux : *Atchoum !*, *Rzzz...*, *Cocoricoo !* ou encore *Miam*. Plus loin qu'une simple stratégie marketing, il faut voir derrière ce choix une sorte de ruse pour faire comprendre aux clients les propriétés des préparations : « n'ayant pas de formation de médecin ou pharmacien, je n'ai pas le droit de donner des propriétés à certaines plantes qui sont considérées comme aromatiques. Je ne peux pas dire que le thym est bon pour la toux par exemple. Nombreux sont les producteurs qui ont dû trouver des astuces. J'ai choisi le registre des onomatopées

■ **Yohan Musseau,**
Houn de la Peyre, 33430 Cudos,
tél. : 06 73 76 61 36
yohanmusseau@yahoo.fr
<http://yohanmusseau.blogspot.com/>

1. WWOOF signifie World Wide Opportunities on Organic Farms. Ce système repose sur un échange non monétaire : les hôtes offrent la nourriture, l'hébergement et les occasions d'apprendre en échange d'un travail agricole.
www.wwof.org ou www.wwof.fr

2. SIMPLES est une structure regroupant 60 producteurs-cueilleurs de plantes médicinales et aromatiques respectant un cahier des charges strict concernant notamment la protection de l'environnement.
www.syndicat-simples.org



D.R.

pour laisser imaginer ce qui se cache dans mes tisanes !".

Privilégier le sauvage et le local

Chacune des décisions que prend Yohan pour orienter sa production est savamment réfléchie avec une forte intégration de la notion de « local ». Pour commencer, les plantes sont cueillies dans deux périmètres : le premier est très proche : 20 km autour de Cudos ; ensuite vient le Sud-Est de la France, qui bénéficie du climat méditerranéen et permet aux autres plantes que Yohan utilise de pousser en abondance. Ce second périmètre s'étend jusqu'à l'Espagne, d'où Yohan importe de l'eucalyptus bio, sauvage et brut, très rare dans nos régions. "Je pars du principe que tout ce qui pousse ici à l'état sauvage, je n'ai pas besoin de le cultiver. J'ai mis en culture seulement les plantes que je ne trouvais pas : verveine, mélisse, menthe, sauge, camomille romaine".

La vente directe sur les marchés, en AMAP, ou sur commande le reste de l'année, souligne à nouveau cet attachement au territoire. "De plus, en étant présent sur le marché, je peux expliquer aux gens ce qu'est mon travail. Je suis cueilleur dans la nature et j'estime que c'est essentiel d'être à l'autre bout de la chaîne. Je n'ai pas envie de déléguer la vente à quelqu'un d'autre". Un marché lui rapporte de 100 à 400 € selon le lieu et la saison.

Le contact avec les gens, qu'ils soient de futurs clients ou non, Yohan adore. En plus, cela lui évite de faire du démarchage commercial, une pratique

où il n'est pas à l'aise. "En lançant seul mon activité, je savais qu'il me faudrait assurer toutes les étapes, de la production à la vente en passant par la transformation, le conditionnement, l'étiquetage. J'aime chacune de ces activités, qui sont plus ou moins importantes selon la période de l'année. L'hiver par exemple, je passe moins de temps dans la montagne".

Ouvrir la bulle bio

Comment certifier « AB » des plantes cueillies en pleine nature ? Cette question est intéressante et illustre à quel point Yohan tient à la qualité de ses produits. En fait, *Ecocert* est le seul organisme certificateur ayant développé une spécialité en cueillette sauvage. Les critères sont encore plus exigeants que pour la culture, où les pratiques de l'exploitation voisine ne sont pas prises en compte. L'organisme demande que chaque cueilleur tienne à disposition du contrôleur les cartes IGN localisant ses sites de cueillette, ainsi qu'un cahier de cueillette indiquant les espèces et quantités récoltées, les sites et dates de récolte. En cueillette sauvage, l'article 12, point 2 du règlement (CE) N° 834/2007 stipule : "que les zones n'aient pas été soumises, pendant une période de trois ans au moins avant la récolte, à des traitements à l'aide de produits autres que ceux ayant fait l'objet d'une autorisation d'utilisation dans la production biologique ; que la récolte n'affecte pas la stabilité de l'habitat naturel ou la préservation des espèces dans la zone de récolte". Un périmètre exempt de

toute pollution est exigé autour de la zone de cueillette. La présence de sites industriels ou autoroutes à moins de 3 km du site de cueillette est proscrite. "Finalement, à l'échelon français, pas mal d'endroits, notamment les forêts, pourraient être certifiées" conclut Yohan Musseau.

Vouloir prouver la qualité des produits prend du temps... et de l'argent. Pour les plantes cultivées, la conversion a pris moins de temps que pour la plupart des prétendants au label AB car son père, ancien propriétaire du terrain, n'employait aucun produit chimique. Il a tout de même fallu payer la certification pendant un an (400 €) sans pouvoir afficher le logo sur les produits. Enfin, le jeune homme a pour projet de certifier ses produits *Nature & Progrès* car à ses yeux, il va bien au-delà des critères du label AB.

L'exigence de qualité ne s'arrête pas là. Les huiles essentielles sont « complètes » : la distillation est très longue afin d'extraire les molécules les plus lourdes, conférant aux huiles toutes leurs propriétés médicinales. Yohan utilise comme combustible du bois, qu'il met dans le foyer de son alambic en cuivre (la fameuse antiquité dont la date de fabrication, 1786, est apparue sur la chaudière lors de la restauration de l'outil). Le feu permet de changer l'eau en vapeur, qui en passant à travers les plantes, entraîne les huiles essentielles. Tout se déroule donc à basse pression et faible température. Ces méthodes traditionnelles s'opposent aux techniques industrielles des grands laboratoires, qui privilégiant la quantité et le parfum des huiles, ne laissent souvent pas la distillation se terminer. Certains utilisent du CO₂ à la place de la vapeur, et au lieu du bois comme combustible, un gaz. "L'un des rares avantages des huiles essentielles produites en masse, c'est qu'elles touchent une population pas forcément habituée au bio. Dans un sens, la publicité faite par les laboratoires a finalement bénéficié aussi aux petits producteurs". Du coup, Yohan doit faire face à une demande supérieure à sa capacité de production. C'est son principal souci : il faut augmenter les surfaces de culture, améliorer le matériel, rassembler son activité en un lieu à lui. Il n'a pas assez de place et attend avec impatience le jour où il aura une ferme avec une petite boutique, un local pour stocker ses outils et ses stocks de plantes. Car pour le moment, sa production est dispersée entre son domicile (il fait la mise en flacon dans une petite cuisine) et des locaux prêtés par des amis. La grosse difficulté reste le foncier : aujourd'hui, les jeunes paysans disposant de peu de ressources peinent à s'installer puisque les terrains sont souvent proposés aux plus offrants, qui sont rarement des projets agricoles.

Faire tache d'huile

Si l'évolution du bénéfice de l'activité est encourageant (0 € en 2007, 5000 € en 2008, 9000 € en 2009), le jeune agriculteur ne vit pas, pour le moment, de sa passion. Il se verse un salaire d'environ 4000 € par an, qu'il complète encore avec du travail saisonnier. Le fait que la demande soit supérieure à ce que Yohan produit est dans un sens positif, et pour bien gagner sa vie,

il sait où des changements sont à apporter pour optimiser la production. "Je travaille moins de 35h par semaine. Il faudrait que je sois plus efficace au niveau des quantités produites pour ne plus être en rupture de stock". D'autant que Yohan affiche des prix raisonnables au regard du travail fourni et de la qualité des produits. Le prix d'une huile essentielle est conditionné par de nombreux facteurs : la distance et le temps passé à la cueillette, la facilité à récolter ou à cultiver, le temps et le rendement de distillation. Par exemple, la cueillette de la lavande se fait loin et est plus délicate car il faut prélever juste la fleur. Le laurier est plus proche et plus facile à récolter, mais son rendement est très faible. Ainsi, une fiole de 5 ml d'huile essentielle de lavande coûte 4 € et on atteint 9 € pour le laurier.

Pour finir, quel est le point de vue de notre cueilleur-producteur-distillateur par rapport à la prise de conscience écologique ? "Parfois, je me dis qu'on est dans une bulle entre producteurs et consommateurs avertis, que la plupart des citoyens ne se pose pas de questions. Dans mes bons jours, je me dis que les petits pas que l'on fait font tache d'huile... essentielle ?".

Opaline Lysiak ■





Les jardins d'Illas : de la terre à l'assiette

► Hersage par traction animale

Après avoir expérimenté dans l'Aude sur des terrains mis à disposition de manière précaire, grâce à la Foncière Terre de liens¹, Mélina et Guillaume exploitent 3,8 ha de terres et 1,2 ha de bois, à Illas, sur la commune de Riverenert en Ariège. Ils entendent produire en traction animale, fruits, légumes et semences potagères selon les méthodes de l'agriculture biologique et écologique.

REMISE EN ÉTAT DES CLÔTURES, FABRICATION D'UN SÉCHOIR POUR LES GRAINES, RÉCUPÉRATION de matériels anciens de traction animale, travail du sol et expérimentations de labour... Depuis leur installation à Illas en septembre 2009, Mélina et Guillaume n'ont pas chômé.

Depuis toujours attirés par la nature et désireux de la protéger, Mélina et Guillaume sont persuadés qu'ils ne pourraient atteindre leur objectif sans sensibiliser le grand public aux questions environnementales. C'est ainsi qu'en 2005 est née l'*Ecol'porteur*, une association d'éducation à l'environnement et de promotion des alternatives écologiques. Basée à Galinagues, dans l'Aude, l'association propose diverses actions, notamment des formations en agro-écologie, une épicerie-librairie ambulante, des séjours de vacances pour enfants. Pour aller plus loin dans leur démarche de cohérence, et après de multiples expériences dans les domaines de l'éducation et du travail de la terre ils ont décidé de créer leur entreprise agricole de maraîchage arboriculture en traction animale.

Beauté du paysage, terre riche, essor touristique... La propriété de Riverenert offre les avantages de la montagne sans ses inconvénients. En effet, il est très rare en zone montagne de trouver des terrains plats, à seulement 500 m d'altitude, assez bien orientés, bordés d'un ruisseau, à proximité de Saint-Girons et d'un bassin de population de 7700 habitants, où la demande en produits de qualité et de proximité est grandissante, le tout dans un environnement naturel riche.

Aux jardins d'Illas (c'est le nom de leur petite entreprise), Mélina et Guillaume utiliseront des méthodes agronomiques les plus respectueuses

possibles de la vie : agrobiologie, bois raméal fragmenté, pas ou peu de travail du sol, engrais vert, qui permettent un rendement satisfaisant. La jument ardennaise Pyrène sera utilisée pour les travaux lourds : attelage, travail du sol. « A moyen ou long terme, nous proposerons aussi nos services pour les travaux agricoles en traction animale (débardage, buttage des pommes de terre...) auprès d'autres agriculteurs », ajoute Guillaume qui envisage d'ores et déjà l'achat d'une deuxième jument.

Toutes les productions seront labellisées *agriculture biologique*, afin de pouvoir commercialiser les produits au sein des magasins biologiques. Pour valoriser leur choix et soutenir les paysans en mode de production biologique, Mélina et Guillaume se feront également labelliser *Nature & Progrès*. Leur démarche va encore plus loin avec l'utilisation des méthodes d'agro-écologie et d'une éthique forte, comme le choix des partenaires, la vente locale, l'entraide. Et comme le souligne très justement Guillaume: « Ces éléments sont de plus en plus regardés et appréciés par le consommateur qui saura reconnaître la qualité de nos productions ».

Vivre et travailler au pays

En créant les jardins d'Illas, Mélina et Guillaume veulent démontrer qu'il est encore possible de vivre et travailler en milieu rural. De plus, en développant des cultures dans cette vallée du Couserans, ils participent à la sauvegarde des paysages et de la biodiversité, autant sauvage qu'agricole, permettant ainsi de renforcer l'attrait touristique du territoire, source de développement pour l'économie locale. Certes, pour l'instant, la vallée de Riverenert est peu fréquentée, mais la

1. voir www.terredeliens.org



◀ Séchage de semences



◀ Maraîchage

création d'une ferme pédagogique, ainsi que l'utilisation de la traction animale, devraient attirer les locaux ou les touristes curieux, et donc participer à dynamiser ce territoire.

Aujourd'hui, il y a un déficit de production au niveau national de semences. Les producteurs semenciers ne produisent pas assez, alors que la demande augmente constamment. L'entreprise *Graine del pais* en est la preuve : depuis quatre ans qu'elle existe, son chiffre d'affaires double et son stock s'épuise chaque année. L'ensemble des productions des *jardins d'Illas* sera vendu via cette entreprise avec qui le jeune couple de paysans travaille déjà et qui s'est engagée à leur acheter toutes leurs semences. Méлина et Guillaume proposeront des variétés rustiques, adaptées au territoire local, et sélectionnées par rapport à la résistance aux

maladies et aux contraintes pédo-climatiques locales, ce qui garantit une qualité optimale aux consommateurs. « Nous pourrions ainsi proposer localement une gamme plus complète ».

Une jument nommée Pyrène

Guillaume justifie le choix de la traction animale plutôt que la traction mécanique pour des raisons agronomiques, environnementales, économiques et personnelles. Et de préciser : « Les raisons agronomiques les plus fortes sont : l'absence de tassement du sol (le cheval permet d'éviter l'utilisation d'engins mécaniques lourds, aux vibrations importantes, qui tassent le sol et diminuent sa fertilité) et l'apport de matière organique provenant du fumier de cheval ».

Concernant l'environnement, il est clair que le tracteur est bien plus nocif que le cheval parce qu'il

Des commandes livrées chaque semaine à St Girons

A compter de septembre 2010, avec une charrette tirée par leur jument Pyrène, Mélina et Guillaume souhaitent vendre leur production maraîchère sur le marché de Saint-Girons. Bien que difficile d'accès du fait du peu de places disponibles, il n'y a que deux maraîchers qui vendent des légumes de saison bio et l'hiver les petits producteurs arrêtent le marché. En démarquant le marché l'hiver et en orientant leurs productions sur des légumes de conservation et d'hiver, ils peuvent, au dire même des producteurs présents, se faire une place. Une demande écrite a été envoyée au maire de Saint Girons. En réponse, on leur rappelle que le marché est en restructuration... La même réponse depuis trois ans déjà !

Nos deux jeunes producteurs n'entendent pas en rester là. L'union faisant la force, avec des producteurs et artisans confrontés au même problème, un groupement de défense vient de se constituer. Avec pour objectif faire vivre le droit de vendre sur le marché de Saint-Girons.

En attendant, Mélina et Guillaume proposent, sur commande, des légumes de saison frais bio et locaux, livrés chaque semaine à la brasserie artisanale des Pyrénées, avenue René Plaisant à Saint-Girons.

■ Les jardins d'Illas, Mélina et Guillaume Kedryna, Illas, 09200 Riverenert, tél. : 05 34 14 62 23.



brûle du carburant fossile, ce qui augmente la quantité de gaz à effet de serre dans l'air. Concernant l'aspect économique, le cheval peut dès aujourd'hui être gagnant car l'investissement dans du matériel agricole mécanisé peut être onéreux comparé à des outils attelés. « Le coût du carburant est en hausse, cela favorise énormément le cheval, surtout si celui-ci est également utilisé pour le transport des légumes. Par ailleurs, l'utilisation de la traction animale et sa mise en valeur par des supports de communication, ou lors de déplacement en charrette, est un élément permettant un « coup de pub » important, reflétant la tradition et la qualité dans l'inconscient collectif ». « A toutes ces considérations, il faut ajouter la satisfaction personnelle de mener un cheval au travail et de participer à la sauvegarde d'un patrimoine vivant : le cheval de trait. J'ai eu la chance de pouvoir comparer le travail mécanisé et le travail avec l'animal et ce dernier me correspond bien mieux. »

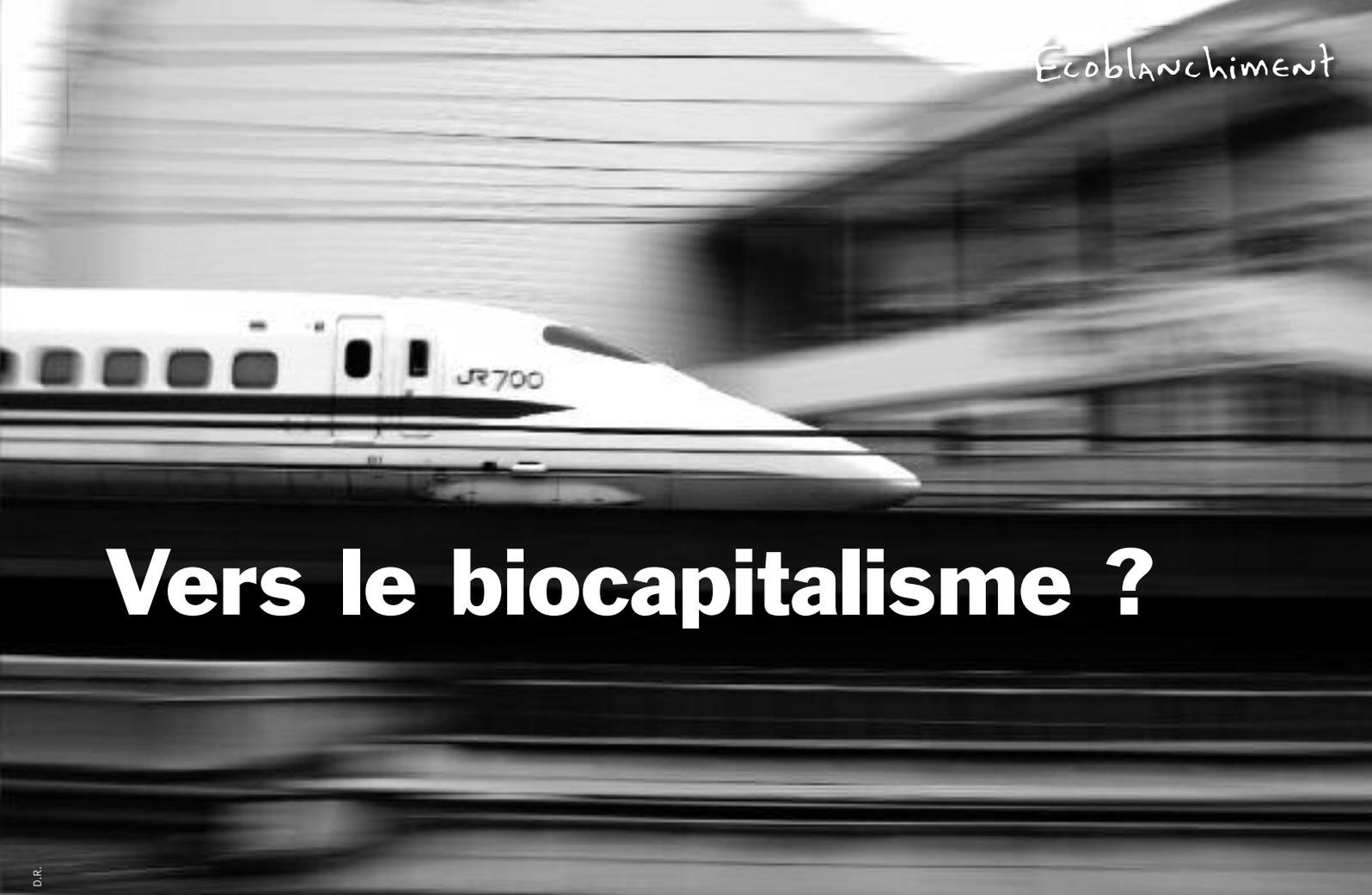
Une ferme support d'éducation

Mélina et Guillaume souhaitent vulgariser ces alternatives efficaces que sont l'autoproduction de semences paysannes rustiques adaptées au terroir, les bois raméaux fragmentés permettant les économies d'eau et l'augmentation et/ou la restauration des taux d'humus dans les sols, ainsi que la traction animale. « Dans ce sens, la ferme est un merveilleux support d'éducation à l'environnement : on cuisine avec les produits tout juste récoltés, on y

observe la vie des plantes et de la faune alentour, on découvre le jardinage, la magie du compost. On peut découvrir la mécanique en observant les rouages d'un moulin, les sciences de la vie en jardinant, on apprivoise les mathématiques en cuisinant et par le travail manuel. Du travail du sol à l'assiette, nous pourrions partager chacune des étapes de la transformation de notre alimentation ».

Pour mener à bien leur projet d'Ecol'porteur, Mélina et Guillaume recherchent des personnes motivées, dynamiques, esprit décroissance et simplicité volontaire, pour développer le volet pédagogique avec l'organisation de séjours, stages, formations, animations enfants et adultes. De même que pour le volet recherche/expérimentation autour de l'agro-écologie, extraits de plantes, technique culturale simplifiée, semis direct, agroforesterie, biodynamie, permaculture...

Jean-Claude Geoffroy ■



Vers le biocapitalisme ?

De nos jours, dans l'industrie, la tendance est comme jamais au bio...

LES BIOPRODUITS INDUSTRIELS SONT DES PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMÉS, LES PLUS connus étant les "biocarburants"¹ et les bioplastiques. *Silence* a, plus d'une fois, dénoncé les dégâts humains et écologiques résultant des premiers, quant aux seconds, leur image est encore positive et certains les utilisent en agriculture bio. A base de végétaux tels que le maïs ou la pomme de terre, les bioplastiques ne représentent encore qu'1% du marché mondial des plastiques. Pourtant, une chaire vient de leur être consacrée à l'Ecole des Mines de Paris, en partenariat avec Peugeot, l'Oréal, Nestlé, Schneider Electric, PSA Peugeot Citroën et le chimiquier Arkema, qui entendent ainsi transformer des déchets agricoles ou des algues. Le bilan écologique de leurs procédés sera à suivre de très près, ainsi que les conditions sociales des fabrications : comment se faire des illusions à ce sujet ?

Imiter n'est pas reproduire

Le biomimétisme est plus ambitieux que ces "bioproduits" : il s'agit d'analyser la biologie et le comportement des organismes vivants pour y trouver des solutions avantageuses en termes de technologie, d'économie, de confort, d'esthétique et de coût écologique². On vise, à terme, une économie matérielle fonctionnant sans "déchets", comme les cycles naturels.

Pendant des siècles on n'a certes utilisé et réutilisé que des matériaux naturels locaux, que l'on transformait peu (par de simples procédés mécaniques ou des fermentations) et qui retournaient à

la nature en cas de rejet. Ces techniques pouvaient être maîtrisées par des collectivités à taille humaine. Mais l'ambition industrielle immédiate est toute autre : mimer ou imiter ne signifie pas reproduire. Il s'agit d'obtenir certaines propriétés des réalisations naturelles par des procédés industriels, le plus souvent tout autrement que la nature.

Le biomimétisme des formes

Quelques innovations emblématiques bénéficient d'une publicité importante (voir en encart). Mais pour mimer ces formes naturelles, la démesure industrielle ne lésine ni sur les transports ni sur le nombre des matières premières, tout en dévaluant au maximum le travail humain et en taisant les risques, par exemple ceux des nanotechnologies ou des manipulations génétiques.

Le biomimétisme des procédés

Au-delà des formes et des architectures, ce sont des procédés naturels de transformation que l'industrie aimerait pouvoir "mimer", mais voici un exemple instructif de difficulté rencontrée : on a mis au point, en Allemagne, des peintures, des verres et même des surfaces métalliques sur lesquelles l'eau déperlait comme sur les feuilles de lotus, en emportant les impuretés au passage. Or ces surfaces, au lieu de rester durablement auto-nettoyantes, sont devenues auto-salissantes en un ou deux ans, la durée moyenne d'une feuille de lotus. C'est là un exemple, analyse G. Chapelle, promoteur actif du biomimétisme³, de la difficulté de reprendre un système hors de son contexte.

▲ *Le shinkansen, le Train à grande vitesse japonais.*

1. Appelés maintenant "agrocarburants", et même parfois "nérocarburants", le débat public permettant d'éventer peu à peu l'escroquerie publicitaire.

2. Voir le supplément Schuiten du n°379 de *Silence*.

3. Ingénieur agronome et docteur en biologie, Gauthier Chapelle a co-fondé en 2006 l'association Biomimicry-Europa. On peut le lire dans le n°60 (hiver 2008-2009) du magazine *Nouvelles Clés*.



▲ Robot Snake : Ce type de robot est utilisé par l'armée israélienne : il se faufile partout en renvoyant ce qu'il voit et entend au soldat qui le dirige avec son ordinateur portable.



▲ Photobioreacteur : projet aux Etats-Unis d'une sculpture monumentale en aluminium et verre comportant sur de multiples niveaux des bacs où des algues se développeraient en étant exposées au soleil. Les algues seraient ensuite récupérées et compostées pour produire du biogaz.

La visée ultime du biomimétisme : l'écosystème

Il faut, explique Chapelle, "s'efforcer de ne pas trop s'éloigner du contexte. On ne peut pas forcément demander à un système auto-nettoyant prévu pour durer deux ans, de multiplier ce temps par cinq". Admirable leçon, mais pourquoi, au fond, s'éloigner du contexte ? Notre problème ne serait-il pas précisément d'y revenir, d'y réancrer nos civilisations ? Notre spécialiste n'est pas loin d'arriver lui aussi à cette conclusion...

Il vante d'abord un troisième niveau de biomimétisme qui, après l'imitation des formes et des transformations, est celui des stratégies, autrement dit d'écosystèmes entiers. Encore plus de démesure ?

Suivons quand même l'argumentation, à quelque distance...

Les écosystèmes matures, nous dit-on, obéissent à des principes de fonctionnement que Janine Benyus⁴ a appelé les "principes du vivant" : utiliser les déchets comme ressources, diversifier et coopérer, optimiser pour tous plutôt que maximiser pour quelques-uns, utiliser au mieux l'énergie, les matériaux locaux, ne pas souiller ou épuiser son territoire, être à l'affût des informations alentour, etc.

"Nous commençons tout juste à prendre connaissance de ces principes, et n'en mettons que très peu en pratique", écrit Chapelle, oubliant semble-t-il les millénaires de cueillette nomade et d'agroécologie, et les quelques siècles d'arts et métiers qui ont précédé la grande gabegie de l'industrialisme. "Un nombre considérable de nos pratiques sont à revoir. (...) chaque arbre a sa source d'énergie, nous devons faire pareil. Dans la nature, il existe des poisons, mais qui ne durent pas (...). L'eau, qui est le grand diluant universel de la nature, doit l'être aussi dans nos activités (...). Le vivant ne pratique pas le luxe idiot de se nourrir de denrées venues du bout du monde..."

Sa conclusion : "nous avons énormément de progrès à faire (...) sans perte de confort", et de vanter "avec quelle jouissance les espèces vivantes non humaines s'ébrouent dans la nature sauvage"... "Pendant des millénaires", admet-il enfin, "nos ancêtres ont pratiqué le biomimétisme sans le nommer". Il semble ainsi nous appeler à la décroissance des dégâts écologiques et humains pour que nos descendants aient un avenir décent. Pourtant, au nom du biomimétisme, c'est tout le contraire qui a lieu...

Biocapitalisme et esclavage temporel

Comme toujours en technoscience, l'armée se trouve en première ligne : les Etats-Uniens étudient un gastéropode pour cuirasser leurs soldats, ou on peut suivre sur internet le robot israélien Snake (serpent)... Dans les pays riches, des structures de lobbying⁵ proclament l'ambition de "réconcilier l'industrie avec l'écologie et la société", grâce à la "science du naturel". La "nouvelle révolution industrielle" serait en vue. Nous réaliserions enfin que "comprendre le vivant et en respecter les règles n'est pas une contrainte mais une opportunité". Imaginez, nous dit-on, des produits réutilisables "à l'infini", le recyclage de l'ancien fournissant l'énergie pour la fabrication du neuf. Quoiqu'aucun processus physique ou biologique ne conserve entièrement l'énergie, les gaspillages et les nuisances seraient considérablement réduits en "économie circulaire", s'il ne fallait pas soupçonner d'emblée un effet rebond des plus terribles...

Car tout cela signifie bien "croissance", même si le mot est évité sur les sites de lobbying. Toute mutation technique, même visant plus d'écologie, entraîne casse et reconstruction des usines et des équipements utilisant les procédés devenus obsolètes. Ensuite, au cas où de nombreuses filières industrielles auraient opté pour la circularité, dans une économie devenue ronronnante, quelles possibilités auraient les capitalistes en perpétuelle com-

4. Janine M. Benyus, naturaliste américaine, a inventé le concept de « biomimicry » (imitation du vivant) et écrit un best-seller mondial Biomimicry - Innovations inspired by nature, 1997, encore non traduit.

5. Voir le site de l'Institut Inspire, "Initiative pour la promotion d'une industrie réconciliée avec l'écologie et la société"...

Les bioplastiques permettraient, dit-on, de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 à 80% mais ils utilisent des cultures normalement destinées à l'alimentation et la consommation d'eau pour les produire pose problème. De plus, pour un prix 2 à 4 fois supérieur aux plastiques pétroliers, ils sont moins performants, ils nécessitent un recyclage adapté et les introduire compromettrait le retour aux sacs réutilisables...

La forme du TGV japonais, le Shinkansen, s'inspire d'oiseaux qui passent de l'air à l'eau pour lui permettre d'emprunter de nombreux tunnels avec un minimum de ralentissement, donc de consommation électrique.

On nous vante ailleurs des immeubles imitant la climatisation des termitières, etc. Des chercheurs du MIT, Massachusetts institut of technology (Etats-Unis) ont fabriqué un nanomatériau capable, comme le dos de l'insecte dont il s'inspire, de récupérer l'eau dans l'air et de la stocker, et des enzymes et des moteurs moléculaires sont à l'étude...

Plusieurs laboratoires travaillent actuellement sur des panneaux solaires organiques, imitant ce qui a lieu dans les végétaux.

On recherche aussi comment structurer le silicium à basse température comme dans les éponges, et la chimie rêve de synthétiser des molécules organiques complexes par séries de centaines de réactions en utilisant des cellules vivantes.



▲ Nid d'amour ? La cabane hôtelière la plus extrême d'Europe culmine à 22m dans une ferme bio du pays d'Auge. Imitation des oiseaux ou business ?

pétition d'accumuler de quoi écraser leurs concurrents plutôt que de l'être eux-mêmes ? Un peu d'anticipation : imaginons des pulls-over en fibre biomimétique, chauds et déperlants inspirés de la plume de canard, naturellement biodégradables au bout d'un an ; sitôt que votre bien commence à pelucher, vous allez en magasin où vous le déposez et vous choisissez parmi les dernier-nés dont vous ne payez que l'innovation et la fabrication. Cette fois, les fibres s'adaptent à la température à moins que la couleur ne varie selon vos états d'âme. On reconnaît le tableau : course aux innovations et création de nouveaux besoins par la pub ! Hélas, trop peu d'humains encore refusent d'être tirillés en permanence entre les mille et un désirs du marché...

Ainsi, la concurrence entre capitalistes se jouerait dans l'accélération du turn-over des "marchandises"⁶. La pression publicitaire augmenterait comme jamais, sachant qu'ils cherchent déjà à l'individualiser toujours plus en envahissant nos domaines privés. Alors que les possibilités d'interaction numérique en temps réel devraient décupler avec la domotique et les vêtements "intelligents", notre liberté et notre créativité d'être humain dépendront toujours de nos rythmes de vie. Seule, une certaine lenteur et une quantité suffisante de

temps "vide" nous permettent de penser et d'être libres. Ces conditions, déjà bien compromises à ce jour, le seraient encore davantage avec le biocapitalisme. Nous deviendrions plus que jamais des rouages de la Mégamachine... "Ce qui caractérise notre "science" c'est le désir de dominer, d'exploiter, de manipuler"⁷ et ce désir, inféodé au capitalisme, a dépassé la portée de nos bras et de notre vigilance, au point d'être devenu incompatible avec la démocratie et sans doute l'humanité elle-même.

A quoi bon le biomimétisme? Ce mot s'avère un néologisme artificieux et somme toute laid⁸ comme tant de produits industriels, en comparaison des mots simples qui nous suffisent à dire ce qui nous importe, dans une nature cultivée ou transformée à échelle humaine, avec une gestuelle attentive et conviviale. Qui mieux que nous autres, là où nous vivons, saura prendre soin de notre avenir ?

Marie-Pierre Najman ■

6. Dans la vidéo *The story of stuff (La vie des choses)*, Annie Leonard raconte que les Etats-Uniens se débarrassent d'un produit acheté après 3 mois d'usage en moyenne...
7. Dans "Contre le scientisme", dernier chapitre du *Petit savant illustré* (Seuil, 1980), Pierre Thuillier ajoute : "il se peut que, un de ces jours, naisse une autre 'science' ; ou bien que celle que nous connaissons change radicalement d'orientation"...
8. L'esthétique clinique du site de Chapelle comme de celui de Benyus ne véhicule en aucun cas d'images de "vases, vermines et broussailles" chères à François Terrasson (*La peur de la nature*, éd. Sang de la terre). On a affaire à une "nature industrielle", celle qu'on fréquente aussi dans certains magasins bien connus. Un artiste comme Luc Schuiten a quand même le mérite d'introduire de la poésie, c'est-à-dire du trouble, du singulier, parmi la raideur des clichés scientifiques et la vacuité des productions industrielles (une pensée pour les grenouilles en fer blanc...).



Passeurs d'espoir

Depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002, quelques associations calaisiennes se relaient sans interruption afin de venir en aide aux migrants qui arrivent toujours, et de plus en plus jeunes.

ILS SONT IRANIENS, AFGHANS, IRAKIENS, KURDES, SOUDANAIS, ÉRYTHRÉENS ET ONT, POUR LA plupart, le même dénominateur commun : la peur. Peur qui leur a fait fuir la guerre et la violence en laissant souvent, derrière eux, famille et vie professionnelle. Leur but ? La terre promise, ou du moins l'espèrent t-ils comme telle. Cette Angleterre qu'ils peuvent apercevoir, les jours de beau temps, à quelques encablures des côtes calaisiennes. Cette Angleterre où n'importe lequel d'entre nous peut se rendre, l'espace d'un week-end, pour savourer une bière ou déambuler dans les rues de Piccadilly Circus.

Car rien n'a changé depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002. Et ce, contrairement aux déclarations péremptoires et mensongères de Mr Nicolas Sarkozy, à cette époque ministre de l'Intérieur, qui affirmait, alors, que la destruction du camp avait réglé le problème des exilés. La guerre, le viol, la misère, la famine sont toujours d'actualité et les migrants, huit ans plus tard, sont toujours à Calais, comme nous avons pu le constater, en atterrissant avec notre charter de fringues collectées à Millau.

Croisière de misère à 15 000 euros

Il s'appelle Anam, iranien, une trentaine bien tassée. Dans ses yeux noirs je lis l'intelligence et la volonté sans faille de ceux qui ont flirté avec l'horreur. Le genre de regard avec lequel tu ne triches pas. Nous sommes devant le local qui avait été ouvert cet hiver, en plein cœur de Calais, pour offrir aux migrants un peu de chaleur. Un lieu de repos et de convivialité, évacué et interdit quelques jours plus tôt, à la demande de la maire Natacha Bouchart. Raison officielle : insalubrité. Le rapport sur l'état des lieux de privation de libertés - prisons et commissariats pour parler français - doit frémir de rire au fond de son tiroir...

Dans le froid pinçant du petit matin, l'association des bénévoles de *La Belle Etoile* distribuent quelques miettes de réconfort. Café, thé et viennoiseries.

Premiers regards, premières rencontres. Anam me résume son histoire. Instituteur, obligé par le régime à quitter son métier pour vendre des tapis, il décide de fuir l'Iran quand les menaces sur sa vie

se précisent. Humiliation, répression, assassinat. Le cercle classique de tous les totalitarismes. Il laisse derrière lui femmes et enfants. "Je les ferai venir une fois que je serai en Angleterre" poursuit-il. Et pourquoi l'Angleterre ? "J'ai de la famille, je parle la langue et je serai bien accueilli". Quant au coût du voyage, financé par la famille et les amis : quinze mille euros pour trois semaines de galère à travers la Turquie, la Grèce, l'Italie et la France. "Mais je m'en suis bien tiré car le nouveau que vous voyez là-bas et qui est arrivé hier dans la nuit" me dit-il en m'indiquant un jeune garçon qui ne doit pas avoir plus d'une quinzaine d'années "il a mis trois mois pour faire le même trajet".

A qui profite le crime ?

Le rajeunissement de la population des migrants est une nouvelle donnée, comme me l'avait expliqué Françoise, militante de la première heure, au volant de la voiture qui nous avait menés vers ce petit-déjeuner glacial : "Ils ont parfois douze ou treize ans et voyagent seuls". Des proies de choix pour les réseaux mafieux qui s'engraissent sur la misère humaine et que la politique d'immigration actuelle ne fait que renforcer. "Les gros bonnets sont à Paris" poursuit Françoise, "c'est la plaque tournante". C'est là que se fait le tri entre ceux qui espèrent rester en France et l'immense majorité qui veut passer directement en Angleterre. Quant à ces soi-disant passeurs qui sévissent dans le coin "il s'agit le plus souvent de migrants qui ont épuisé leurs économies et qui, en ouvrant et en fermant les portes d'un camion pour le compte d'un trafiquant professionnel de chair humaine, auront le droit, une fois leur job terminé, à un passage gratuit". Sans garantie de succès... Toujours la même architecture criminelle, la même organisation qui fait que, loin de s'attaquer aux sources du mal, on préfère arrêter le petit trafiquant alors que les vrais mafieux sont ailleurs... Le groupe grossit. Les premiers brouillards de méfiance se dissolvent.

Un sentiment de gâchis m'envahit soudainement. Toutes les grandes nations qui aujourd'hui, se replient derrière la carte de la consanguinité dégénérative, oublient que leurs seules richesses proviennent de leur passé de terres d'immigration. Les hommes ont la mémoire courte et sélective. Ils continuent, en dépit des leçons de l'Histoire, d'ériger des murs de béton en oubliant que les migrants d'hier sont, souvent, les censeurs intolérants d'aujourd'hui. Et peut-être les migrants de demain...

Le syndrome Téléthon

Françoise m'arrache de mes digressions. Il est tant de nous rendre dans les locaux de l'association *La Belle Etoile* afin de participer aux préparatifs du repas de midi. Pas de temps morts, l'objectif étant de rencontrer la plupart des organisations qui œuvrent sur le terrain et de mettre la main à la pâte. Comprendre. Une journée de travaux pratiques obligatoire dont l'instauration, en lieu et place des multiples commissions brasseuses de vent, aurait sans doute des vertus éducatives pour nos "politicards" de tous poils. Durant le court trajet, Françoise m'explique qu'après pratiquement





■ **La belle étoile,**

tél. : 06 87 88 70 83,
Monique Delannoy.

■ **Salam,**

tél. : 06 70 55 14 55,
Jean-Pierre Leclercq,
www.associationsalam.org.

■ **Secours Catholique,**

tél. : 03 21 15 10 20,
www.secours-catholique.org.

■ **Médecins du Monde,**

tél. : 03 27 47 40 08,
www.medecinsdumonde.org.

■ **No Border,**

tél. : 00352 621 25 92 94,
www.noborder.org.

■ **Collectif millavois d'aide
aux sans papiers,**

tél. : 06 89 94 57 82.

dix ans de bénévolat quotidien, elle ne vient désormais que le vendredi. "A chaque fois je termine désespérée et j'en veux au monde entier. C'est très dur de s'investir dans la durée car j'ai l'impression, après toutes ces années, que rien n'a changé et, qu'au final, rien ne changera jamais".

Sauf à porter le combat sur un plan politique. "C'est pourquoi, mon mari et moi, nous apprécions énormément le travail des *No Border*¹. Ils apportent l'énergie et la révolte de la jeunesse". Après dix ans de lutte associative et caritative le bilan est amer. "Bien sûr, le travail que nous faisons est vital mais tous les bénévoles ont l'impression que les pouvoirs publics se défont sur les associations" poursuit Françoise. Une situation que l'on pourrait qualifier de syndrome Téléthon. "Donner à manger c'est important mais l'Etat refuse de prendre ses responsabilités, humaines et politiques, en laissant reposer le problème sur des bénévoles fatigués qui n'ont plus la force de s'investir dans la lutte politique. C'est une stratégie parfaitement calculée qui s'accompagne de violences au quotidien". L'objectif caché étant de faire disparaître les migrants du paysage calaisien quotidien, faire croire qu'ils n'existent pas ou plus.

Nadine, Christian, Marion, Martine et les autres

Françoise stoppe aux abords d'une bâtisse décrépie : "Voilà, c'est ici, nous sommes arrivés". L'intérieur est encore plus sordide. Le froid glacial et l'humidité pénétrante nous accueillent. L'équipe des bénévoles est déjà à l'action. "Aujourd'hui, nous devons préparer deux cents sachets repas" explique Nadine, pilier de l'association. "Il nous est

arrivé de monter jusqu'à cinq cents". On se présente rapidement. Nous nous intégrons facilement dans la chaîne des préparatifs. "Ça fait du bien de recevoir un peu de renfort" ajoute Martine, une institutrice qui vient tous les jours, avec son mari, en prenant sur son temps de repos. "On a eu le déclic en visionnant le film *Welcome*" ajoute Frédéric, son époux, "impossible de rester sans rien faire après".

Nadine retourne vers ses gamelles géantes afin de préparer le repas chaud qui sera distribué. Quant à nous, corvée de patates ! Entre deux coups d'éplucheur, Christian nous éclaire un peu sur le fonctionnement de l'association. Pour l'huile de coude, on a compris. Côté nourriture, "il y a des grandes surfaces qui nous donnent leur production de pains et viennoiseries non écoulée la veille, et nous récupérons également certaines denrées dont les dates limites de vente sont dépassées. Mais, bien entendu, tout cela ne suffit pas et l'essentiel de la nourriture provient de la banque alimentaire ou d'achats effectués à l'aide de subventions". La voix rocailleuse de Nadine retentit. Le déjeuner est prêt. C'est l'heure. Il faut charger la camionnette et nous rendre sur le lieu de distribution des repas.

Une fois sur place, je suis surpris par l'ordre et l'atmosphère assez bon enfant. Les migrants prennent sagement leur place dans la file d'attente ; pratiquement aucune femme parmi ce concentré d'humanité.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

1. « No Border » est un réseau associatif européen, fondé en 2000. Le mouvement lutte pour l'abolition des frontières, la liberté de circulation et d'installation, mais également pour la fermeture des centres de rétention.

La petite foule se disperse. Quelques uns trimballent leur duvet. "Pour beaucoup, il va falloir trouver une place pour la nuit" m'explique Valentin, pilier calaisien des *No Border*, en essayant de se faire discret afin d'échapper au harcèlement policier. "C'est de l'humiliation gratuite et systématique, les flics prennent les duvets et détruisent les tentes en les laissant ensuite dans le dénuement le plus total face aux rigueurs du froid".

Un autre rendez-vous nous appelle, dans les locaux du *Vestiaire*, émanation du *Secours Populaire*, qui assure le tri et la distribution des vêtements. Une chaîne humaine prend forme. Notre fourgon est rapidement vidé de son contenu. Les sacs sautent de bras en bras. Nous les suivons et pénétrons dans une vaste église désaffectée et non chauffée dans laquelle s'entassent des pyramides de chaussures, pantalons, tee-shirts, chemises, vestes, blousons et ceintures, soigneusement rangés par tailles. Là encore, l'accueil est chaleureux. Je constate, avec un peu de tristesse, que la moyenne d'âge est plus proche de la carte vermeil que du carré jeune... Même si les engagements tardifs sont souvent les plus forts, je comprends encore mieux les propos matinaux de Française...

Les bénévoles confectionnent également des kits de toilette en incorporant dans un gant de toilette : rasoir, savonnette, pochette de mouchoirs jetables et dose de shampoing. L'après-midi passe rapidement. A dix-huit heures retour au centre-ville. Nous retrouvons Ouriel qui nous servira de guide et de laissez-passer pour la soirée. Ouriel : un afghan au parcours assez atypique ; visage asiatique, œil d'aigle et intelligence aiguisée. Arrivé en France à l'âge de treize ans, il décide d'y rester. Contrairement à la grande majorité des migrants qui entrent sur le territoire national, il connaît la loi et sait que son statut de mineur lui procure certains avantages, notamment celui de pouvoir être placé en foyer et bénéficier d'une famille d'accueil. Aujourd'hui, il est majeur, travaille, disserte sur les grands noms de la littérature hexagonale, maîtrise parfaitement les rouages complexes de nos institutions et chante du Brassens au volant de sa Clio. Mais, pour lui, le parcours du combattant n'est pas totalement terminé. La France, le pays des lois, des missions d'experts et des tampons administratifs lui réclame une dernière paperasse avant d'obtenir la nationalité française dont il a fait la demande : un extrait d'acte de naissance. "Un document qui n'existe pas dans mon pays et que l'ambassade refuse donc logiquement de me délivrer". Une constante, un coup bas qui permet de faire traîner les dossiers et, bien souvent, pour mieux les enter. La solution ? "Retourner à Kaboul le mois prochain pour aller chercher le précieux Sésame" m'explique Ouriel. Là je ne pige plus. "Tu vas risquer ta peau pour un bout de papier fantôme ?" Sourire, limite condescendant, devant mon regard naif, chargé d'incompréhension. "Tu sais avec un peu d'argent, et en frappant aux bonnes portes, on peut fabriquer du vent"...

Philippe Donnaes ■



Roberto



Roberto

Rapports de genres,



rapports de forces ?

Tel était le titre du colloque organisé par l'association SOS violences conjugales 42 et le Service de Médecine Légale du CHU (Centre Hospitalier Universitaire) de Saint-Etienne en novembre 2009. Les colloques des années antérieures avaient comme thème : la violence faite aux femmes, l'enfant témoin des violences de ses parents... Cette année les organisateurs avaient souhaité élargir le sujet en situant les rapports Homme-Femme à l'intérieur d'une histoire aux multiples aspects.

C'EST AINSI QUE DES HISTORIENS, DES SOCIOLOGUES, DES PSYCHOLOGUES SE SONT succédé et ont apporté leur éclairage sur l'évolution du couple et sur l'articulation amour et haine. L'objectif étant de donner des éléments d'analyse et de compréhension de la complexité de ces relations aux professionnels de terrain qui accompagnent des hommes et des femmes autour de la question de la violence conjugale.

La relation homme-femme est en effet au cœur de l'articulation entre le privé, l'intime, et la dimension sociale des rapports entre les genres et de leurs représentations. Peut-on instaurer dans une relation à deux un rapport à la différence qui ne soit pas basé sur la domination ? Quel est le poids des modèles sociaux, en particulier la persistance d'un modèle inégalitaire, dans la construction d'une relation amoureuse entre un homme et une femme ?

Mariage et émancipation féminine

Plusieurs historiennes ont rappelé que la notion de couple lié par amour est très récente, le mariage qui a été institué par l'Eglise et l'Etat a eu plusieurs fonctions. C'était une façon de repeupler la France après les épidémies de guerre et de famine, de canaliser la sexualité des femmes et des hommes, de travailler ensemble sur une même ferme, d'éviter la guerre entre les familles royales. Le mariage unit d'abord deux familles avant d'unir deux individus. C'est seulement à la Renaissance qu'apparaît la notion de mariage d'amour, mais les rôles sociaux et les fonctions restent très sexués et même renforcés après la Révolution Française. Une évolution se fait sentir à la fin du 19e avec la loi qui rétablit le divorce en 1884, le rôle des femmes pendant les deux guerres, et la révolution féministe des années

Longtemps, le mariage unit deux familles avant d'unir deux individus.

1970. Cela s'est accompagné d'un dispositif législatif important sur le droit à la contraception, la réforme des régimes matrimoniaux, le statut de l'enfant né hors mariage... qui a apporté un peu plus d'équité entre les femmes et les hommes.

Crimes passionnels, entre emprise et négligence

Patricia Mercader, maître de conférence de psychologie sociale à l'Université Lyon 2, a présenté l'étude qu'elle a menée sur le crime passionnel à partir de 337 crimes commis de 1986 à 1991 ; 263 avaient été commis par des hommes et 74 par des femmes. 75 % de ces hommes ont tué leurs compagnes parce qu'elles les avaient quittés ou avaient menacé de le faire. Pour les femmes, les mobiles sont souvent de mettre fin à une mésentente, à une violence conjugale, ou bien l'homme devient un obstacle à l'épanouissement ou à un projet personnel. Il y a une dissymétrie des mobiles de ces crimes selon un facteur de genre, les hommes tueraient plutôt pour « garder » leurs compagnes, tandis que celles-ci auraient tendance à tuer pour « se débarrasser » de leur conjoint. Certains couples se construisent sur la représentation suivante : être un homme c'est s'approprier une femme et savoir la garder, être une femme c'est ne pas s'appartenir et vivre par procuration. Ces notions d'emprise et de négligence, qu'a bien développées la psychiatre Mme Hirigoyen dans son intervention, font une association très pathogène. Certains hommes vivent une véritable crise d'effondrement après une séparation, c'est une agonie psychique liée non seulement à la perte mais à l'impossibilité de vivre sans cette personne, la plupart de ces hommes criminels se suicident après avoir donné la mort.

Recomposition du rapport de force

Il semble que nous soyons dans une période de recomposition de ce rapport de force et de ce rapport de genre, qui sans nier les héritages sociaux, essaye de s'en démarquer pour instaurer des relations plus créatives, et plus respectueuses de la différence. C'est l'avis du sociologue Gérard Neyrand, professeur de sociologie à Université Toulouse 3. La conjugalité est moins normative, les femmes et aussi les hommes ne supportent plus l'assignation à un rôle sexué pré-défini, l'ordre des différences ne va plus de soi, chacun construit alors sa propre identité. Il y a nécessité de composer avec soi-même, la relation à soi, à l'autre, et à la différence de l'autre. L'émergence de ce nouvel individualisme, s'il est accompagné par le ciment de la parole vraie, peut participer à un nouvel ordre démocratique au sein du couple et de la famille. Si un véritable dialogue existe dans le couple, chacun peut identifier ce dont il a besoin, le dire et être ensuite à l'écoute des besoins de l'autre. Quelquefois au contraire, cette absence de norme



rassurante creuse l'écart et augmente l'incompréhension. Les hommes sont souvent moins mobiles dans la capacité à créer de nouveaux modèles d'identification. Comme ils étaient antérieurement dans une position dominante, ils vivent le changement d'abord comme une perte. Le féminisme a été un soutien pour les femmes, il n'y a pas cet étayage collectif équivalent pour les hommes et certains sont dans une période d'indécision, de recherche d'identité qui peuvent les déstabiliser.

Certains couples se construisent sur la représentation suivante : être un homme c'est s'approprier une femme et savoir la garder, être une femme c'est ne pas s'appartenir et vivre par procuration.

Au moment de la séparation du couple, certaines femmes rejettent totalement l'homme en tant que partenaire et en tant que père de leur enfant, elles créent une relation trop fusionnelle avec leur progéniture et font obstacle à la co-parentalité auquel pourtant a droit tout enfant. Ce phénomène de pouvoir maternel trop fort paraît prendre de l'ampleur aujourd'hui et a des conséquences néfastes sur l'éducation de ces enfants et sur leurs représentations des modèles parentaux et du rapport homme-femme.

L'intérêt de ce colloque est d'avoir osé ouvrir ce difficile débat, les questions sont complexes, et les réponses sont à construire collectivement en essayant d'œuvrer le plus possible à une plus grande égalité entre homme et femme. Cela passe par l'acceptation de l'altérité, dans l'estime de soi et la confiance en l'autre. Il est à noter qu'au cours de ces deux jours de travail sur le rapport de genre, rapport de force, il n'a pas été évoqué la question de l'homosexualité, qui pourtant, me semble-t-il, fait partie du débat. Ce sera peut-être le sujet d'un autre colloque...

Yvette Bailly ■

Recette pour un bouquet à lancer...

Faire reflourir la ville... qui n'en a jamais rêvé ? Au-delà de l'imaginaire et de la fantaisie, replanter les zones urbaines constitue un vrai défi pour la souveraineté alimentaire. A la fois sensibilisation et éducation populaire de terrain, les actions des Robins des graines à Lyon et des "guérillas jardinières" un peu partout participent d'une reconquête de nos conditions d'existence et d'autonomie en milieu urbain.

■ Sources

Une vidéo qui explique comment faire les seed bombs : www.guardian.co.uk/environment/video/2008/apr/25/seed-bombing

Le livre cité pour retrouver les références : www.souffledor.fr/boutique/produits_la-guerilla-jardiniere_3248.html

► Légende :

- 1 : Fabrication des bouquets volants.
- 2 : Le résultat final, il ne reste plus qu'à la lancer
- 3 : Même les vers sont venus prêter main forte
- 4 : Une rangée de fleurs colorées ? Ou peut-être que ce seront des courgettes ? Les jardiniers iront bien vérifier que ça pousse et éviter que les semis soient abîmés.
- 5 : À l'action autour d'un tour d'arbre

PLANTAGE CITOYEN, PLANTAGE URBAIN : LES ROBINS DES GRAINES ONT DÉCIDÉ DE LANCER des bouquets volants pour parsemer la ville de fleurs et de légumes dans des espaces appropriés, c'est-à-dire quasiment partout, des bouts de trottoir aux friches délaissées. Le début du printemps constitue l'occasion de les réunir pour une fabrication festive de bouquets volants. Les ingrédients ? Pas compliqué : des graines, du compost, de l'argile et de la bonne humeur !

Chacun est venu avec sa petite contribution. Qui un saladier, qui un sac d'argile ou de compost. Les graines étaient également présentes et c'est par elles que la soirée débute.

Chaque graine est une plante potentielle. Interdit de faire n'importe quoi avec elles. Ainsi, il va falloir apprendre à les connaître et à les regrouper suivant leurs caractéristiques pour pouvoir trouver des mélanges adéquats.

Les robins définissent ainsi plusieurs assortiments : ici pour le tour des arbres (peu de matière pour pousser), ici pour des friches disposant de plus de terre, là encore pour les trottoirs vraiment peu pourvus de terre au départ (espèces plus vivaces qui vont pousser le plus facilement).

Ensuite la recette consiste à mélanger 4 doses d'argile avec trois doses de compost et une dose de graines. Celle-ci provient de Richard Reynolds, le fondateur en 2004 du site guerrillagardening.org et auteur de « La guérilla jardinière ».

Il faut mélanger le compost et les graines puis ajouter l'argile (en poudre !), ajouter un peu d'eau (petit à petit, attention à ne pas en mettre trop !) pour obtenir la consistance d'une pâte homogène, un peu comme une pâte à pizza. Pour finir,



c'est bien de faire des boules de taille moyenne qui devront sécher au soleil une petite journée.

Vous avez alors de petits embryons de plantes prêts à être lancés dans des endroits plus ou moins inaccessibles. On préférera garder les endroits faciles pour planter directement des graines avec du compost.

Une pelle, une petite bouteille d'eau, une paire de gants si l'on veut et il ne reste plus qu'à se donner rendez-vous pour une balade urbaine qui étonnera plus d'un passant.

Robine Dugrain ■



Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

courrier



Soins esthétiques

J'ai été désagréablement surprise par le numéro sur les femmes et leur pilosité (articles dans S!lence n°374) ... comme s'il n'y avait pas de sujet plus important ! Tout d'abord les soins esthétiques existaient déjà dans l'Egypte ancienne (cire fondue au sucre). D'autre part, s'occuper de son corps ne signifie pas forcément rien faire d'autre, cela peut être certes un moment de détente, mais aussi de réflexion au calme, loin du conjoint, enfant, téléphone. Se centrer sur soi de la façon que chacun souhaite (yoga, amélioration de son corps, soins esthétiques, sport plus intense) est un choix personnel (sociétal peut-être ?). A quand un numéro sur le temps que les hommes passent à se raser ? Espérons que d'autres thématiques plus intéressantes soient choisies.

Gabriela Chirita
Seine-et-Marne

S!lence : Nous ne rejetons pas les soins du corps en tant que tels mais seulement la pression sociale qui les impose comme une norme difficile à contrer. Nous avons mis en valeur des initiatives liées aux soins esthétiques dans le n°372 p. 29-32 par exemple.

LA DÉCROISSANCE : UNE NOUVELLE HÉRÉSIE ?

Le dictionnaire définit l'hérésie comme une idée, théorie ou pratique qui heurte les opinions communément admises. En ce sens il est clair que la décroissance choque l'opinion commune qui admet que dé-croître revient à s'amenuiser voire se laisser mourir tellement vivre est synonyme d'expansion. (...) Cette idée selon laquelle tout être vivant, tout individu et par extenso la société entière ne peut concevoir l'évolution qu'en augmentant son volume, son territoire ou son influence n'est-elle pas un dogme quasi religieux, le moteur sous-jacent de toute l'entreprise occidentale judéo-chrétienne, puisqu'on peut lire dans l'ancien testament cette injonction : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-là ; dominez les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. » Depuis des siècles, cette croyance a justifié bien des guerres de conquêtes, elle a justifié le développement technologique comme outil de cette suprématie et elle semble justifier encore aujourd'hui le pillage de la planète, puisque ses ressources ne seraient là que pour faire croître le profit des entreprises qui les exploitent et augmenter le capital de leurs actionnaires. Les médias comme le politique sont prompts eux aussi à s'élever ensemble contre toute parole décroissante, comme s'il s'agissait de blasphèmes, de crime de lèse société, d'une atteinte même à la civilisation (qui reste à définir).

Or au fil de l'Histoire, différents courants de pensée se sont battus contre, ou simplement désolidarisés de l'opinion commune qui veut que tout progrès passe par une croissance matérielle, que celle-ci se traduise par le développement technologique (les luddistes), la conquête de territoires (les anti-colonialisme) ou l'accumulation/consommation de biens matériels : les cathares par exemple. Ces hérétiques (...) faisaient vœu de dénuement, de simplicité, de sobriété ; ils dénonçaient l'Eglise, son dogme et ses serviteurs comme usurpateurs. (...)

Toute proportion gardée, et sans que les décroissants actuels ne revendiquent une quelconque influence religieuse, n'est-il pas étonnant de constater qu'une fois encore les discours de sobriété, de solidarité, d'équité, de probité, que les rêves d'une vie harmonieuse en lien avec l'autre et en bonne intelligence avec la nature (...) soient (...) attaqués par "l'opinion commune", qualifiés de dangereux et traités comme hérésie ?

(...) Deux forces contraires et symétriques animent le monde : quand l'une affirme croissance, conquête, compétition, l'autre évoque équilibre, paix, entraide. (...) Peut-être serait-il temps (sommes nous mûrs ? avons-nous le choix ?) de dépasser, sublimer la pensée dialectique pour échafauder – ensemble – une pensée relative (voir www.lagrenouille.org)

David Vial



Le pouvoir et ses moutons

"A partir du 01.07.2010, l'identification électronique devient obligatoire pour les ovins et bovins. Moyennant quelques investissements, de nombreux outils pourront être mis à disposition des éleveurs pour la gestion de leur troupeau. Vous pouvez suivre des stages, gratuits pour les éleveurs à jour de leurs cotisations..."

- Pourquoi ? Pour qui ? Quel intérêt ? Dans quel but ?

- "De quoi ? Quelles questions ? On vous a dit : l'identification électronique est obligatoire à partir du 01.07.10 : après cette date, les contrevenants s'exposeront à des sanctions. En quoi un éleveur, un technicien de l'agro-alimentaire es machines à viande ou à lait est-il à renseigner sur le pourquoi de ce qu'il doit faire ? Depuis quand consulte-t-on les humains sur des choix qui engagent toute la population, les générations futures, voire l'avenir de la planète sur laquelle ils vivent ? Quand vous passez sous une caméra, comme il y en a des millions disséminées dans les pays "modernes", on vous demande si vous voulez être filmé ? A-t-on pu songer à signaler aux myriades d'humains que l'on échangeait pour leur bien des centaines de données sur eux entre intéressés ? Et que cela ne suffisait pas, on leur préparait des pluies de puces RFID et autres, encore mieux, capteurs, récepteurs de tout, avec cette capacité d'optimiser tout, tout le monde comme toute chose !

Qu'enfin la rationalisation optimum de toutes les ressources, minérales, végétales, animales, humaines, est à portée de main ! Bien sûr que cela justifie, ne serait-ce que pour se préparer, la fin de l'enseignement de l'histoire, des sciences humaines en général : pourquoi voudrait-on penser ? Pourquoi poser des questions ? Comment se fait-il qu'il y ait encore des questions à l'heure où déjà la plupart des humains sont servilement accoutumés à servir un système, à être obligés de, pour justifier leur droit à vivre ?

Puisqu'on vous prépare "le Meilleur des Mondes" ?

"Béêê, Béêê..."

(Grâce au "progrès" il disparaît un paysan toutes les deux secondes dans le monde, un toutes les 20 minutes en France → ces témoins de l'ancien monde... au revoir !)

Marc Finand
Drôme

Film de Coline Serreau ?

Je m'aperçois avec stupeur que pas un mot n'est écrit dans le numéro d'avril sur la sortie du film de Coline Serreau. Je pense que ce film va très vite (je l'espère) s'imposer

comme référence dans le monde de l'agriculture bio et de l'écologie. Je pense qu'un petit dossier ne serait pas de trop dans votre prochain numéro ! En espérant qu'il soit encore à l'affiche d'ici là.

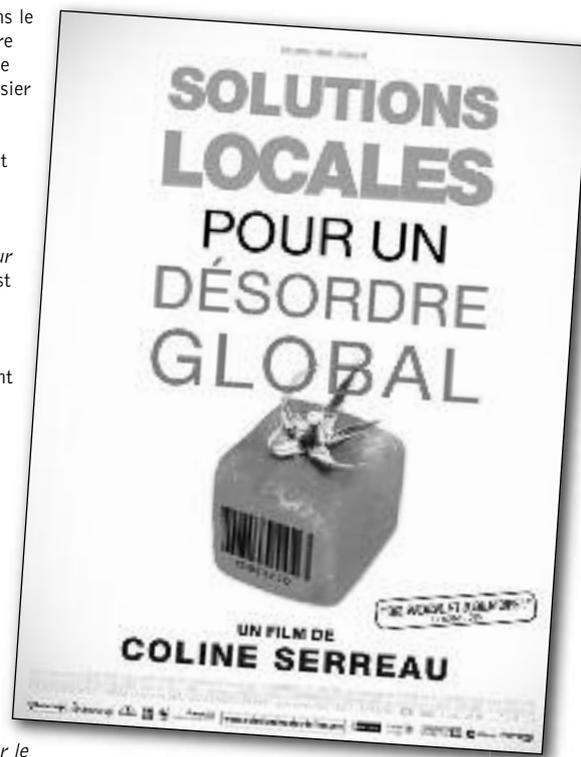
Pour rappel, le film : *Solutions locales pour un désordre global* est sorti le 7 avril 2010 en salles. Il est produit avec le soutien du mouvement *Colibris*, dont on n'entend pas beaucoup parler non plus dans S!lence ! (...)

Continuez d'écrire, ça fait du bien !

Jean-Marie Roche

S!lence : convaincus nous aussi de l'intérêt de ce film, nous cherchons à rencontrer Coline Serreau depuis un an maintenant... en vain pour le

moment. A suivre si nous y parvenons un jour ?



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!ence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Une violence éminemment contemporaine

Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires

Jean-Pierre Garnier.
Ed. Agone / Contre-feux
2010 - 254 p. - 18 €

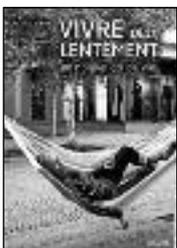


La sociologie urbaine, dont l'auteur est un spécialiste, doit être un caillassage verbal de l'urbanisme. Cette édition réédite des textes de 1985 à 2005 montrant une chronologie du changement de l'espace urbain. Le champ d'enquête reste pourtant la région parisienne, d'où Garnier exécute les bobos (les enfants de Bernard Arnault et d'Amélie Poulain), à la façon de la rumeur, et maudit la gentrification des quartiers populaires. Il déplore la fin d'un prolétariat incapable de changer le monde comme de savoir qu'il est une entité propre. A propos des flambées urbaines ou des émeutes de cités, il explique que cette violence nerveuse (dixit Baudrillard) n'est "qu'un hommage — un peu rude certes — rendu à l'économie de marché..." puisque les sauvages de Jean-Pierre Chevènement ont parfaitement intégré les valeurs de compétition, profit, réussite matérielle, du monde capitaliste. Jean-Pierre Garnier, avec sa verve anarchiste, dénonce essentiellement l'artificialisation d'un Paris populaire. Il décortique la langue mensongère du pouvoir, créant ici des "villages" quand la vie de quartier a été éliminée, structurant des "cheminements" là où il n'existe plus que des déplacements conditionnés par le travail et la consommation. CG.

La sociologie urbaine, dont l'auteur est un spécialiste, doit être un caillassage verbal de l'urbanisme. Cette édition réédite des textes de 1985 à 2005 montrant une chronologie du changement de l'espace urbain. Le champ d'enquête reste pourtant la région parisienne, d'où Garnier exécute les bobos (les enfants de Bernard Arnault et d'Amélie Poulain), à la façon de la rumeur, et maudit la gentrification des quartiers populaires. Il déplore la fin d'un prolétariat incapable de changer le monde comme de savoir qu'il est une entité propre. A propos des flambées urbaines ou des émeutes de cités, il explique que cette violence nerveuse (dixit Baudrillard) n'est "qu'un hommage — un peu rude certes — rendu à l'économie de marché..." puisque les sauvages de Jean-Pierre Chevènement ont parfaitement intégré les valeurs de compétition, profit, réussite matérielle, du monde capitaliste. Jean-Pierre Garnier, avec sa verve anarchiste, dénonce essentiellement l'artificialisation d'un Paris populaire. Il décortique la langue mensongère du pouvoir, créant ici des "villages" quand la vie de quartier a été éliminée, structurant des "cheminements" là où il n'existe plus que des déplacements conditionnés par le travail et la consommation. CG.

Vivre plus lentement

Pascale d'Erm et Elie Jorand
Ed. Ulmer
2010 - 144 p. - 25 €



Après une excellente préface de Patrick Viveret, Pascale d'Erm nous présente différents reportages autour de pratiques liées de près ou de loin avec le désir de retrouver une certaine lenteur dans nos vies : présentation des choix de vie de Carl Honoré, auteur d'*Eloge de la lenteur* ; découverte de la ville d'Orvieto,

capitale des villes lentes ; suivi de Sylvain Tesson dans ses longues et lentes marches ; entretien avec Georges Toutain, fondateur du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, lequel fait la promotion de l'agriculture biologique et de la biodiversité ; et quelques exemples sur ce que serait un slow design. A l'arrivée, on a l'impression de toucher à quelque chose d'important, mais le livre manque de liant pour expliquer les choix de reportages. MB.

Le potager anti-crise

Rodolphe Grosliéziat et Franck Boucoust
Ed. Ulmer
2010 - 272 p. - 24 €

Rodolphe Grosliéziat explique sa démarche autour d'un potager, avec comme particularité pour cet ouvrage d'être illustré par de magnifiques photos et d'aborder la question financière : dans le cas de l'auteur (qui dispose de 3000 m² de terrain), cela représente trois Smic par an d'économisé... et plein de fruits et légumes frais excellents pour la santé. Comme quoi on peut manger sain en dépensant peu... à condition d'avoir le terrain pour cela. MB.



la santé.
le terrain

Croissance infinie, la grande illusion

Jean Aubin
Ed. LMR
2010 - 246 p. - 18 €

Après avoir republié à plusieurs reprises *Croissance : l'impossible nécessaire*, l'auteur réédite son ouvrage sous un titre plus compréhensible. Préfacé par Albert Jacquard, cette nouvelle édition ne varie qu'un peu dans ses conclusions. Un livre de réflexions de plus en plus pertinent avec le temps qui passe et les issues de secours qui se referment. FV.



Vivre ensemble autrement

Ecovillages, habitat groupé, écovillages

Pascale d'Erm, Patrick Lazic
Ed. Ulmer
2009 - 144 p. 24,90 €

Six reportages sur Torri Superiore (écovillage italien près de Nice), La Tarlatane (habitat groupé près de Bruxelles), Carapa (écohamneau des Cévennes), Vauban (écoquartier de Fribourg), Le Viel Audon (écohamneau de l'Ardèche), La Baraque (quartier alternatif de Louvain-la-Neuve). Des présentations fort bien faites de chacun des lieux, même si l'introduction comparative est trop succincte. Les photographies de Patrick Lazic sont de toute beauté. MB.



Cohn-Bendit, l'imposture

Paul Ariès et Florence Leray
Ed. Max Milo
2010 - 191 p. - 17 €

À l'heure où, fort de ses récents succès électoraux, Daniel Cohn-Bendit lance son idée de coopérative politique, voici un essai aussi opportun que roboratif sur l'"enragé" soixante-huitard, devenu, au fil de ses repositionnements "droitiers", le chouchou des médias. En se basant sur ses écrits et déclarations, les deux auteurs décryptent la "pensée" de celui qui

se profile volontiers comme un "libéral libertaire" (un de ces oxymores dont notre époque est si friande). "L'homme-caméléon" apparaît alors comme le chantre décomplexé du capitalisme auquel il conviendrait d'apporter juste quelques touches de verdure, sans remettre en cause ses présupposés, ni dénoncer ses effets dévastateurs tant pour l'humain que pour l'environnement. Le partisan acharné de l'intégration européenne et de l'atlantisme prône une écologie dépourvue de tout substrat subversif, aux antipodes des concepts authentiquement révolutionnaires qu'en avaient forgés par exemple des pionniers comme Petra Kelly outre-Rhin et René Dumont en France. Qu'il dresse notamment l'éloge de la consommation et du travail avec des accents que ne renierait pas Nicolas Sarkozy, devrait au minimum le déboulonner de son piédestal de "rebelle" ! Florence Leray et Paul Ariès esquissent en conclusion les contours d'une "alternative globale", radicalement en rupture avec les dogmes délétères de la croissance exponentielle. René Hamm.



L'or nègre

Camille de Vitry
Editions Tahin Party
2009 - 173 p. - 5 €

Le livre est estampillé « polar vrai » car il s'agit d'une véritable enquête. Au cours d'un tournage, Camille de Vitry se rend incognito sur les lieux d'une



Le livre du mois

Vers la sobriété heureuse

Pierre Rabhi
Ed. Actes Sud
2010 - 142 p. - 15 €



Né dans le sud algérien, de parents musulmans, adopté par des catholiques, Pierre Rabhi s'ouvrira progressivement à la spiritualité hors des religions : ce qui l'intéresse ce n'est pas "s'il existe une vie après la mort, mais s'il en existe une avant la mort" [p.80]. Venu d'un pays du Sud, il sera un immigré travaillant en usine, fera le retour à la terre en Ardèche dix ans avant que cela soit la mode et vivra concrètement ses choix de simplicité volontaire tout en promouvant l'agroécologie. Ces idées n'en sont que plus riches et plus crédibles. Il critique ici une modernité qui se définit en opposition à la tradition, semblant oublier que celle-ci est un long processus d'accumulation de savoirs plus anciens. "La modernité [...]

semble percevoir la réalité d'une manière fragmentée et mécaniste [...] ce qui est contraire à la vision unitaire et interdépendante qui est celle de l'écologie" [p.34]. Dans son style toujours concret et agréable à lire, il nous propose de regarder en face nos incohérences (racontant les siennes) et à chercher individuellement et collectivement à aller dans le bon sens. L'ouvrage se termine par des fiches sur les projets dans lesquels il est aujourd'hui impliqué. Autant de pistes concrètes à explorer. MB.

Finis Terrae

Bernard Charbonneau
préface de Didier Laurencin
Ed. A plus d'un titre
2010 - 291 p. - 17 €



Ce texte de Bernard Charbonneau (1910-1996), précurseur de l'écologie politique en France, rassemble plusieurs articles non publiés qui "n'ont pas été dictés à la hâte, mais écrits en leur temps, en pesant les mots", au moment où advient "une fin des terres" qui est peut-être une fin de l'histoire humaine. L'auteur examine d'abord les

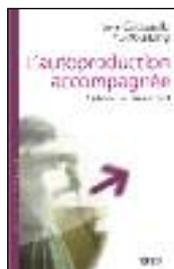
dégâts causés aux espaces et au temps humains par "le développement explosif (aux conséquences implosives) de la société industrielle ou technicienne" via le tourisme et les loisirs. Il médite ensuite sur la fin du travail et de la guerre comme valorisations de l'énergie humaine (avec un point de vue surtout masculin), puis sur la fin des "pouvoirs et connaissances pour tous" en raison du développement de la science. Il conclut par une critique du nihilisme auquel il appelle à résister en disant oui à notre liberté pour "retrouver la nature, une société et une vie personnelle sensées". Le tout est émaillé de commentaires prémonitoires, dans un style où se conjuguent avec bonheur ironie et lyrisme. Un "cri" sans concession et pourtant revigorant ! MPN

L'autoproduction accompagnée

Daniel Cérézuelle et Guy Roustang
Ed. Eres (Toulouse)
2010 - 206 p. - 23 €

Nous avons présenté cette problématique dans le dossier du n°360 de *S!lence* : aider les gens en difficulté à se reconstruire en construisant eux-mêmes, que cela soit par les jardins familiaux, la rénovation d'un logement, des ateliers pour apprendre à cuisiner, à coudre, à bricoler... Ce livre présente de manière beaucoup plus détaillée

les différentes pratiques mises en place dans différentes communes et analyse ce que cela peut produire sur les individus, mais également sur les modes d'aides sociaux. Le livre est fort intéressant car il questionne sur ces pratiques de manière distanciée. Par exemple, ces pratiques non-monétaires peuvent-elles être une alternative alors que le discours social dominant dit que l'on ne se réinsère que par l'emploi ? Touche-t-on vraiment les personnes les plus dans le besoin ou seulement celles qui sont le plus combattives ? De quoi se creuser les méninges sur le concept d'alternative ! MB.



livres

Désobéir par le rire

Les Désobéissants
Ed. Le passager clandestin
2010 - 62p - 5 €

A bonne distance du cynisme, qui banalise le mal pour mieux l'accepter, l'humour militant est un puissant outil d'émancipation. Source de plaisir, le rire rend plus fort, dissipe les peurs, désamorce les haines et aide à garder un certain recul vis-à-vis des problèmes qu'on affronte. Et si le ridicule ne tue pas, il peut ébranler les pouvoirs qui ne sont pas armés à lutter sur ce terrain-là. Moqueur ou complice, l'humour fait appel à l'intelligence et à l'humanité de l'adversaire. Enfin le rire appelle le rire et aide à conquérir la sympathie de l'opinion publique. Les Désobéissants ont eu l'excellente idée de consacrer un mini-guide à cette arme de dérision massive. Vous croirez sur votre chemin des clowns activistes et des "Démon" basques, des entarteurs, des "Yes Men" et de nombreux autres provocateurs et imposteurs subversifs. Le résultat est joyeux ! GG



Roman

L'allumeur de rêves berbères

Fellag
Ed. J'ai lu
2008 - 222 p. - 5,60 €

En 1992, le gouvernement annule les élections qui doivent voir sortir vainqueur le Front islamique de salut. C'est le début d'une guerre civile entre militaires et islamistes. Les intellectuels sont assassinés. Dans ce livre, Zakaria, écrivain menacé de mort, raconte la vie dans la cité d'Alger où il se terre. Des chroniques décapantes sur l'Algérie de cette époque, irrévérencieux aussi bien avec le gouvernement que les islamistes. Brazil version arabe. FV.

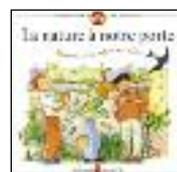
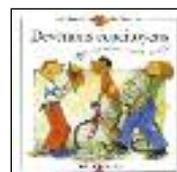


Enfants

Devenons écocitoyens & La nature à notre porte

Ed. Plume de carotte
2004 - 33p. 4,5 €

Deux petits guides malins et astucieux pour découvrir son environnement quotidien, celui de la maison, du jardin, de sa rue... qui combinent informations utiles, découvertes, jeux, des conseils pratiques afin de mieux le connaître, l'aimer et d'en prendre soin. BB.



Gondwana

Mon petit muséum d'histoire naturelle

Henry Desmet et Sandrine Mercier
Ed. Balivernes
2009 - 69p. - 15 €



Rencontre chronologique avec des créatures apparues sur terre depuis sa création : arthropodes, dinosaures, insectes, mammifères, avec une double page pour chacune, présentant leurs caractéristiques, le tout merveilleusement illustré. Cet ouvrage est une mine d'informations précises et concrètes qui donnent envie de se plonger tout entier dans cet univers tout en sollicitant l'imaginaire. La conclusion met en garde le lecteur sur la nécessité de tenir compte et protéger les espèces contemporaines quelles soient animales, humaines ou encore végétales. BB.

Dent de lion

Béatrice Guillemard et Christine Dècle
Editions Chant d'orties,
collection Les coquelicots sauvages.
2009 - 47p. - 15 €



Une histoire somme toute assez simple sur l'acceptation de la différence qui se déroule dans un jardin laissé à l'abandon. La rose finira-t-elle par accepter et apprendre à connaître le pissenlit ? De très belles illustrations colorées et imaginatives. L'ouvrage se conclut par une présentation pratique et concrète des protagonistes de l'histoire. BB.

B. D.

Colibri

Guillaume Trouillard
Ed. de la Cerise
2007 - 78p. - 19 €



Un album sans personnage principal, sans histoire, presque sans parole : le pari est aussi risqué qu'il est réussi. Dès les premières pages on se retrouve happé par une course effrénée à dos d'éléphant dans les rues d'une mégapole qui ressemble à s'y méprendre à notre monde urbain, en un peu plus dégénéré... Le récit se poursuit par frôlements, un personnage croisé sur le chemin devenant le protagoniste de la suite de ce méli-mélo de situations à la fois étranges et quotidiennes. La ville, machine monstrueuse et déshumanisée, dévore par la bouche de ses bulldozers les derniers espaces sauvages pour en happer les ressources. Les animaux hors de la ville et les indigènes dans celle-ci survivent comme ils peuvent, entre révolte et résignation. Avec un humour dévastateur et

désespéré, Guillaume Trouillard brosse un tableau hallucinant de notre société de surconsommation et de destruction de toute vie naturelle et humaine. Un vrai éblouissement graphique et un pamphlet saisissant. GG.

Lulu, femme nue

Etienne Davodeau
Ed. Futuropolis
2010 - 80 p. - 16 €

Dans ce deuxième tome, l'histoire se poursuit pendant la veillée funèbre où les amis reconstituent l'errance de Lulu qui a plaqué sa famille pour aller se retrouver quelque part au bord de la mer. On y découvre une rencontre brutale avec Marthe, 89 ans. Avec un suspense consommé (qui est mort ?), Etienne Davodeau nous entraîne dans la valse des émotions avec son sens remarquable du découpage de l'histoire. De toute beauté. MB.



Paul à Québec

Michel Rabagliati
Ed. La Pastèque (Montréal)
2010 - 184 p. - 20 €

Sixième tome d'une série à succès au Québec. Un roman sur le quotidien, très bien mis en page avec des scènes d'anthologie (le premier envoi d'un dessin par ordinateur !). Une grosse partie du livre a pour fil conducteur le beau-père malade du cancer... que l'on suit dans le détail jusqu'au bout. Emouvant. FV.



DVD

Construction d'une éolienne

François Hoog
Ed. Terre Alter (www.terrealter.fr)
2010 - 35 mn - 12 € + 3 € de port

L'Eco-sais Hugues Pigott a mis au point une méthode d'auto-construction d'une éolienne d'une hauteur de 12 m avec des pales en bois. Ce film suit un stage de construction dans un lycée de Crest. En cinq jours, l'éolienne est construite... (par des stagiaires uniquement masculins). Suffisamment clair pour donner envie aux bricoleurs de s'intéresser à la production électrique autonome, mais il vous faudra bien un stage pour en comprendre les subtilités techniques. Le DVD offre en bonus un deuxième petit film sur la construction d'un cuiseur solaire boîte. MB.



Nous avons également reçu...

■ **Parmi les perdants du meilleur des mondes**, Günter Wallraff, éd. La Découverte, 2010, 324 p. 19 € Vingt-cinq ans après Tête de turc où l'auteur, souvent grisé, se faisait passer pour un pauvre acceptant n'importe quel travail, il a recommencé en se transformant en SDF (montrant une société qui fait la guerre aux pauvres), en noir (montrant le racisme), mais également en chef d'entreprise essayant de se débarrasser des syndicats pour revendre sa société (cynisme) : autant de témoignages de notre "meilleur des mondes".

■ **Le projet urbain participatif, apprendre à faire la ville avec ses habitants**, Philippe Verdier, éd. Yves Michel et Adels, 2009, 264 p. 24,50 € Urbaniste, l'auteur connaît bien les difficultés que l'on rencontre lorsque l'on veut faire participer la population à un projet urbain. Très pédagogiquement, il explique ce qu'il faut savoir sur les notions d'espace avant d'entrer dans le débat, espérant ainsi que les militants associatifs pourront élever le niveau de critiques et de propositions.

■ **L'huile d'olive, saveurs et vertus**, Armelle Darondel, éd. Grancher, 2010, 132 p. 15 € Une passionnée du sujet.

■ **Remèdes anciens, méconnus ou disparus**, Jean-Claude Trokner, éd. Grancher, 2010, 250 p. 15 € Présentation sommaire d'une multitude de remèdes.

■ **La sauge, saveurs et vertus**, Elisabeth Canitrot, éd. Grancher, 2010, 156 p. 14 € "qui a de la sauge dans son jardin, n'a pas besoin de médecin".

■ **Les vulnérables, la démocratie contre les pauvres**, Hélène Thomas, éd. Le Croquant/Terra, 2010, 254 p. 20 € Le discours politique a évolué vers la fin du siècle dernier : de la dénonciation de la pauvreté, on est venu à la dénonciation des pauvres. De victimes, ils sont devenus des incapables. Aujourd'hui, ces pauvres sont au centre de politique de contrôles. L'auteure, sociologue et psychanalyste étudie comment ce glissement a pu se faire sans soulever de révolte.

■ **Le guide complet de la taille**, Richard Bird, traduction Christophe Rosson, éd. du Rouergue/Botnic, 2010, 128 p. 9,90 € Bien illustré, le livre regorge d'informations intéressantes... mais ce n'est évidemment pas complet !

■ **Le bois dans votre vie, guide pour une consommation responsable**, Christel Leca, éd. Delachaux et Niestlé, 2010, 136 p. 25 € Présentation du label PEFC et de ses applications. Si les photos sont belles, cela tourne à l'ouvrage publicitaire pour un label qui protège — dans certaines limites — les plantations (bois) et non la nature (forêt).

■ **Encyclopédie du littoral**, Collectif, éd. Actes Sud / Conservatoire du littoral, 2010, 932 p. 65 € Le conservatoire du littoral est un organisme public qui a pour mission de racheter les terres les plus proches de la mer pour les protéger. Il possède aujourd'hui 135 000 hectares sur 600 sites. Après avoir publié de petites monographies sur ces sites, voici une majestueuse intégrale richement illustrée.

■ **Les derniers jours d'un immortel**, Gwen de Bonneval, Fabien Vehlmann, éd. Futuropolis, 2010, 152 p. 20 € Dans un monde futuriste, il sera possible de vivre éternellement en se dédoublant en "écho". On ne meurt plus que par choix. Dans cette BD, Elijah, policier philosophique, après une enquête, va faire ce choix.

■ **Le papillon de Siam**, Maxence Fermine, éd. Albin-Michel, 2010, 160 p. 14,50 € Histoire romancée d'Henri Mouhot, explorateur qui vers 1860 redécouvrit le site d'Angkor au Cambodge. Belle écriture.

Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010
0700 5503 9Y03 840 -
Code BIC : PSSTFRPLYO)

Pour la Belgique :

règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain -
Tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse :

règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
Tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet :
mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi :
10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et
Michel Bernard : lundi et mercredi :
10h-12h / 14h-17h

Editeur : Association Silence
N° de commission paritaire :
0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640
Date de parution : 2^e trimestre 2010
Tirage : 5750 ex.

Administrateurs : Olivier Bidaut, Myriam
Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri,
Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-
Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman,
Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll
Directeur de publication :

Jean-Pierre Lepri
Comité de rédaction : Michel Bernard,
Béatrice Blondeau, Clémence Emprin,
Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri,
Marie-Pierre Najman

Pilotes de rubriques : Patrice Bouveret,
Christian David, Sophie Dodelin, Esteban,
Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel
Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana,
Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn
Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier
Maquette : Damien Bouveret 06 03 50 54 93
Dessins : Coco, Lasseperre

Correcteurs : Bernadette Bidaut,
Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel,
Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Alternatifs, Simon Blackley,
Cyril Cavalié, Coupdecanon, Greenpeace,
Nicolas Haeringer, Vincent Huwer, Martin
Leers, Mafate 69, Paolo Margari,
M. Raeymaekers, Panagiotis Tzamaros,
Roberto, David Sterboul, Viguiram
Et pour ce n° : Yvette Bailly, Philippe
Donnaes, Robine Dugrain, Jean-Claude
Geoffroy, Alexis Lis, Opaline Lysiak, Goulven
Marechal, Jean-Marie Muller, Xavier Renou
Couverture : D.R.
Internet : Olivier Bidaut, Damien Bouveret,
Thomas Perraut, Xavier Sérédine.

*Les textes sont sous la responsabilité de
leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
des informations que l'on nous commu-
nique. Textes : sauf mention contraire, la
revue autorise, sous réserve de citer la
source, la copie illimitée à usage privé des
textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage
commercial est soumis à notre autorisation.
Illustrations : Les photos et dessins restent la
propriété de leurs auteurs.*

la Nef Les finances de Silence
sont gérés par des
comptes de la société
financière La Nef.

La revue Silence est
imprimée sur papier
100 % recyclé blanchi
sans chlore par :
Atelier 26, Lorient
Tél. : 04 75 85 51 00

enercoop
L'électricité des locaux de Silence
provient d'Enecoop qui nous
garantit une production à partir des
énergies renouvelables.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	20 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		46 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an		60 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an		60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans		74 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex*	1 an		115 €
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex*	1 an		173 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an		28 €

* à la même adresse

Suisse

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	45 FS
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		85 FS

Autres pays et Dom-tom

<input type="checkbox"/> Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	27 €
<input type="checkbox"/> Particulier	1 an		55 €
<input type="checkbox"/> Institution	1 an		68 €
<input type="checkbox"/> Soutien	1 an		60 € et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	2 ans		85 €
<input type="checkbox"/> Petit budget	1 an		35 €

**Pour commander un ancien numéro,
reportez-vous en page 25.**

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) +
abonnement(s)) :

VOS COORDONNÉES

MERCI D'ÉCRIRE
EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous
votre courriel (lisiblement) : _____



Optez pour le virement automatique

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever
sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- 7 € par trimestre (abonnement petit budget) 11 € par trimestre (abonnement normal) € par trimestre (abonnement de soutien)

**Votre abonnement
gratuit ?**
Si vous trouvez cinq
personnes qui s'abonnent
à l'essai pour 6 mois
(à 20 €) ou en leur offrant
cet abonnement, en nous
renvoyant leurs adresses
et un chèque de 100 €, vous
bénéficiez d'un abonnement
gratuit d'un an.

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER

MERCI D'ÉCRIRE
EN MAJUSCULES

Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :

Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :

545517

Je peux suspendre mon prélèvement sans
aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

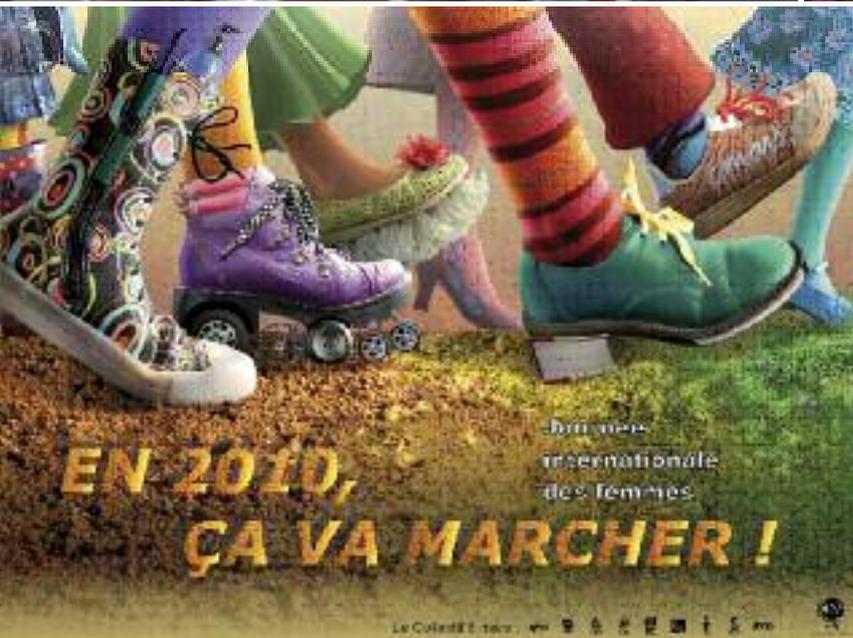
Important : remplissez l'autorisation de prélèvement
ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé
d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB



Marche mondiale des femmes



La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement qui organise tous les 5 ans un événement mondial. Elle fédère des groupes et des organisations œuvrant contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations envers les femmes. Les marches visent un changement politique, économique et social. En 2000 et en 2005, des centaines d'actions ont été menées dans plus de 150 pays.

La Troisième Marche de 2010 s'articule autour de 4 thèmes principaux :

- La violence contre les femmes en tant qu'instrument de contrôle de nos vies et de nos corps,
- La paix et la démilitarisation,
- Le travail des femmes et l'autonomie financière,
- Les biens communs, les biens publics, et l'accès aux ressources naturelles.

Après une mobilisation les 7 et 8 mars 2010, une manifestation nationale doit se tenir à Paris le 12 juin 2010 (de la place Voltaire à Stalingrad avec stands à l'arrivée) suivie d'un forum pour les droits des femmes à Montreuil, les 12 et 13 juin 2010.

■ Marche Mondiale des Femmes,
Nelly Martin 01 44 62 12 04 ou 06 80 63 95 25
www.mmf-france.fr

